

**Le dollar
est à 7,89 F**

LIRE PAGE 22

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA : Maroc, 3,80 dr. : Tunisie, 300 m. : Allemagne, 1,80 DM : Australie, 16 sch. : Belgique, 28 fr. : Canada, 1,10 \$: Danemark, 360 F : Espagne, 160 pes. : E.-U., 95 c. : G.-B., 6,50 p. : Grèce, 95 dr. : Irlande, 80 p. : Italie, 1.200 L. : Japon, 360 ¥ : Liban, 3.200 L. : Luxembourg, 27 f. : Norvège, 8,00 kr. : Pays-Bas, 1,75 fl. : Portugal, 80 esc. : Roumanie, 16.000 L. : Royaume-Uni, 95 p. : Suède, 7,75 kr. : Suisse, 1,40 F. : Yougoslavie, 130 d.

Tarif des abonnements page 15

S. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 458572 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Mourir à Managua

M. Reagan s'est livré, mardi 26 juillet, à un exercice particulièrement difficile au cours d'une conférence de presse consacrée essentiellement à la situation en Amérique centrale. Il a voulu, d'une part, rassurer ses compatriotes, manifestement inquiets à la perspective d'un engagement direct de troupes de combat américaines dans les conflits d'Amérique centrale. Les sondages montrent clairement que la grande majorité des Américains connaît très mal les véritables conditions économiques, sociales et politiques de la situation — il est vrai complexe et explosive — dans cette région du monde.

L'Amérique, mal remise du syndrome vietnamien, redoute une escalade militaire qui conduirait inexorablement les « boys » à mourir à Managua ou à Tegucigalpa. Des capitales que M. Reagan situe avec insistance dans l'arrière-cour des Etats-Unis, mais que l'opinion américaine continue de considérer comme des lieux vagues et exotiques et sans véritable importance.

C'est avec amertume que M. Reagan s'est plaint mardi de ce manque de compréhension de ses compatriotes, et il a beaucoup insisté sur sa volonté de paix et de dialogue. Il a récusé toute comparaison avec le Vietnam et affirmé que les Etats-Unis ne cherchent pas à étendre leur présence dans la région.

D'autre part, M. Reagan souhaite — une nouvelle fois et avec vigueur — mettre nettement les Soviétiques et les Cubains face aux risques encourus s'ils persistent à exploiter les tensions d'Amérique centrale. Il a donc, tout en les banalisant, fait allusion aux grandes manœuvres militaires qui doivent commencer le 1^{er} août au Honduras et qui pourraient durer six mois. Et il n'a pas totalement rejeté l'hypothèse d'un éventuel engagement direct de troupes américaines dans la région. Un blocus aéronaval du Nicaragua n'est pas davantage exclu. La présence, depuis quelques jours, d'une importante flotte de guerre américaine dans la mer des Caraïbes et dans le Pacifique, au large de l'Amérique centrale, suffit d'ailleurs à donner une certaine crédibilité à cette mesure « de guerre ».

La démonstration ambiguë de M. Reagan n'a pas satisfait ses principaux adversaires du Congrès à la veille d'un débat décisif sur cette question. Les démocrates dénoncent le « risque accru » d'un engagement militaire américain et le sénateur Cranston estime qu'il est plus important « de veiller à ce que fait le président que d'écouter ce qu'il dit ». M. O'Neill, président de la Chambre, juge l'escalade actuelle « horrible et terrifiante pour le peuple américain ».

Il est vrai que les Soviétiques paraissent résolus à apporter toute l'aide militaire dont le Nicaragua pourrait avoir besoin. Et qu'ils s'efforcent de marquer de nouveaux points dans une région considérée comme la chasse gardée des Etats-Unis. Mais il est vrai aussi que l'escalade américaine et les menaces contre le Nicaragua incitent les sandinistes à demander, et à obtenir, davantage d'armements.

Managua a déjà fait une concession en acceptant des négociations multilatérales. M. Castro parle de faire, si nécessaire, la guerre avec les Etats-Unis, mais il recommande lui aussi une négociation globale. C'est le vœu de la majorité des pays d'Amérique latine, et en particulier de ceux du groupe de Contadora. Pourquoi M. Reagan, qui montre ses poings en parlant de paix et de justice sociale, ne saisirait-il pas la balle au bond ?

(Lire nos informations page 3.)

Colère en Cisjordanie

L'attentat d'Hébron est le plus grave depuis le début de l'occupation, en 1967
Les soupçons se portent sur les colons juifs extrémistes

De notre correspondant

Hébron. — La colère s'empare de nouveau de la Cisjordanie tandis que lui répondent l'embarras ou l'indignation en Israël. Mais Palestiniens et Israéliens se partagent du moins la crainte de nouvelles flambées de violence après l'attentat commis à Hébron, qui a fait trois morts et vingt-huit blessés parmi les étudiants arabes (nos dernières éditions du 27 juillet).

« Va-t-on enfin reconnaître l'évidence, à savoir qu'il existe un terrorisme israélien ? Il est une fois de plus manifeste que l'on cherche à nous faire comprendre que nous n'avons d'autre solution que de quitter notre pays et de laisser s'achever la colonisation israélienne. L'action de ceux qui ont commis cet attentat d'Hébron prolonge et complète celle du gouvernement Begin. Comment ne pas croire qu'il existe ici aussi des escadrons de la mort » comme en Amérique latine et que les Israéliens, plus ou moins délibérément, pratiquent la politique du pire... » Ces propos que nous a tenus un instituteur d'un village proche d'Hébron paraissent refléter les sentiments d'une grande partie de la population de Cisjordanie.

Après les événements du 26 juillet.

Craignant de violentes réactions, l'armée israélienne a considérablement renforcé son dispositif de sécurité dans toute la Cisjordanie. La plupart des unités qui s'y trouvent ont été placées en état d'alerte. Mercredi matin 27 juillet, plusieurs incidents se sont produits en différents endroits du territoire, où de jeunes manifestants arabes ont lancé des pierres contre des véhicules israéliens, de même que d'autres l'avaient fait la veille à Jérusalem-Est, près de Ramallah et surtout à Naplouse dès que la nouvelle de l'attentat d'Hébron a commencé à se répandre au début de l'après-midi.

Dans la soirée, à Naplouse, une jeune fille a été tuée par balle quand des soldats israéliens ont ouvert le feu pour disperser une manifestation.

Fait troublant : la télévision israélienne a annoncé que le projectile dont a été victime la jeune Palestinienne ne provenait pas d'un fusil en usage dans l'armée.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 5.)

M. Chirac met le P.C. en accusation

Il reproche à M. Marchais de soutenir sur la défense de la France la « thèse d'une puissance étrangère » et demande le départ des ministres communistes

M. Jacques Chirac, qui a quitté l'hôpital Cochin vendredi 22 juillet, a repris ses activités à l'Hôtel de Ville de Paris. Au cours de l'entretien qu'il nous a accordé mardi 26 juillet, le président du R.P.R. nous a indiqué qu'il avait suivi avec une particulière attention les déclarations faites par M. Georges Marchais pendant et après le voyage à Moscou d'une délégation du P.C.F. du 11 au 13 juillet. Il juge négligeables les incidents survenus au cours de cette visite entre les dirigeants du P.C.F. et les Soviétiques, qui révèlent tout au plus, selon lui, que les communistes français ont été traités par les responsables du Kremlin avec une « certaine désinvolture ». Mais M. Chirac considère que, pour l'essentiel, le P.C.F. demeure « tout à fait aligné » sur les positions soviétiques dans la controverse sur les euro-missiles. Le rappel à l'ordre de M. Mitterrand n'a, estime-t-il, servi à rien.

Pour justifier la demande qu'il formule aujourd'hui du départ des ministres communistes du gouvernement, M. Chirac rappelle d'abord qu'il a toujours été hostile à leur présence au pouvoir. Il déclare : « Nous

avons, à plusieurs reprises, appelé l'attention des responsables du pays sur le danger de cette participation à la faveur de laquelle les communistes ont accru leur emprise sur les administrations, les entreprises, les médias et exercé une influence souvent décisive sur les initiatives prises par le gouvernement, comme on l'a vu avec les lois Auroux et avec le projet Savary. Ils en ont profité, sous couvert de démocratie syndicale, et grâce à la C.G.T., pour installer le désordre dans certaines entreprises et ont ainsi contribué à la désorganisation de notre économie et de notre vie sociale. Leur entrée au gouvernement, alors que leurs conceptions économiques, sociales et politiques sont contraires aux aspirations d'une société de liberté, a été une grave erreur. »

Ce procès date de deux ans, mais pour le maire de Paris « un pas nouveau a été franchi » avec le voyage de M. Marchais à Moscou et l'affaire « des euro-missiles ».

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 6.)

Trois mesures pour la sécurité routière

L'alcool, les motos et les poids lourds visés par M. Fiterman

Un an jour pour jour après l'accident d'autocars de Beaune qui avait coûté la vie à cinquante-trois personnes, dont quarante-quatre enfants, le 31 juillet 1982, et à la veille du week-end le plus chargé de l'année, qui va précéder neuf millions de personnes sur les routes, le conseil des ministres s'est une nouvelle fois préoccupé de sécurité routière, ce mercredi 27 juillet. M. Charles Fiterman a présenté diverses mesures, dont trois sont particulièrement importantes. Elles concernent :

— La réforme du permis de conduire les motos. L'objectif de la délégation interministérielle à la sécurité routière est d'aboutir à une « meilleure sécurité de la pratique moto », à travers les idées d'apprentissage et de « progressivité », avec le souci de limiter pour l'usager le coût de la formation ;

— La modification de la loi sur l'alcoolémie, le gouvernement proposant d'en ramener le taux légal admissible pour les conducteurs de 0,80 gramme à 0,50 gramme par litre de sang, disposition déjà en vigueur dans la plupart des pays européens.

(Lire la suite ainsi que notre dossier page 7.)

La France dans la tornade

De plus en plus imbriquée dans l'affrontement Est-Ouest elle cherche à en réduire l'ampleur géographique et l'intensité

par ANDRÉ FONTAINE

Il y a quelques semaines, un avion libyen qui livrait des armes au Nicaragua a dû faire une escale imprévue au Brésil. Il y a quelques jours, le New York Times a annoncé qu'à la demande des Etats-Unis Israël avait accepté d'expédier au Honduras des armes prises à l'O.L.P. pour qu'elles soient mises à la disposition des rebelles de ce même Nicaragua. Ces deux informations qu'on pourrait compléter par dix autres du même genre disent assez à quel point le chaos de l'affrontement Est-Ouest est devenu planétaire. Entre les quarante guerres étrangères ou civiles que recense, en cette année de grâce 1983, le Centre d'information de défense de Washington, cité par U.S. News du 11 juillet, les connexions sont souvent manifestes.

L'auteur du rapport compte large : s'il ne dit rien de la Corée, il mentionne les Malouines, où tout combat a cessé depuis un an, la frontière des deux Corées et celle des deux Yémen, où les incidents sont rares, le Pays basque espagnol, où ils diminuent. Reste que, en tout état de cause, le nombre des zones de conflit ouvert, à la surface du globe, est impressionnant : l'Amérique centrale, le « prochain incendie », titrait le Times de Londres, l'autre jour, sans motif d'interrogation ; le Proche-Orient, avec le rebondissement de la guerre irako-iranienne, la multiplication des incidents au Liban, la bagarre au sein de l'O.L.P. ; l'Afrique, avec les guerres

sans fin du Sahara, du Tchad, de l'Ethiopie, de l'Angola et du Mozambique ; le Cambodge, le Laos, Timor, les Philippines, la Colombie, le Pérou, etc.

De l'un de ces conflits à l'autre, l'engagement des grandes puissances varie considérablement. En Amérique centrale, les Etats-Unis ne se cachent pas, leur président le dit lui-même, de travailler au renversement du régime révolutionnaire du Nicaragua, lequel, abondamment ravitaillé en armes par l'U.R.S.S. et par Cuba, travaille d'un même cœur à la déstabilisation des régimes pro-américains du Salvador et du Guatemala et se heurte de plus en plus à celui du Honduras.

(Lire la suite page 2.)

Le succès d'une réforme fiscale passe par la progressivité estime M. Delors

Le ministre des finances pense que les Français doivent payer selon leurs moyens

L'idée que le gouvernement envisageait un prélèvement de 2 % sur tous les revenus pour se procurer les 40 milliards de francs de recettes dont nous prive la crise (le Monde du 26 juillet) a provoqué une série de réactions.

M. Jacques Delors, tout d'abord, s'exprimant devant les militants socialistes à Meaux et les caméras de T.F. 1 et d'Antenne 2, a déclaré que toutes les hypothèses sur les recettes nouvelles étaient « prématurées », « qu'aucune décision n'était encore prise, et que la position du gouvernement serait connue seulement à la fin du mois d'août ».

Passant en revue les solutions possibles (majoration de l'impôt sur les

grandes fortunes, de l'impôt sur les successions, etc.), il a précisé que le principe d'un nouveau prélèvement sur l'ensemble des revenus, au besoin élargi et augmenté, n'aurait sa faveur que s'il autorisait une certaine progressivité de l'impôt : « Ma proposition sera plus nuancée et plus complète. »

Il a ajouté que le succès d'une réforme fiscale passait à la fois par l'efficacité économique — elle ne doit pas déboucher sur des « charges sociales trop fortes » — et par la progressivité, chacun payant « selon ses moyens ».

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 19.)

PÉROU

Le Sentier lumineux multiplie les attentats terroristes

LIRE PAGE 3

Seize pays, dont la France, accordent à Lima de larges délais de remboursement

LIRE PAGE 19

POLOGNE

Les autorités se dotent d'un arsenal de répression

LIRE PAGE 5

Corée du Sud : trente ans de paix armée

I. — Un face-à-face hargneux

De notre envoyé spécial R.-P. PARINGAUX

ont pris fin le 27 juillet 1953, à 10 heures du matin. En moins de dix minutes, sans prononcer un seul mot, trois officiers (américain, nord-coréen et chinois) signèrent les dix-huit documents de l'accord d'armistice. Quelques heures plus tard, il fut ratifié par le général américain Mark Clark, commandant de la force d'intervention des Nations unies, par le maréchal Kim Il-sung, chef suprême de l'armée populaire de la Corée du Nord, et par le général Peng Dehuai, commandant du corps des volontaires chinois.

Le Sud, sauvé par l'intervention combinée des Etats-Unis et des Nations unies, ne fut dans cette affaire qu'un « observateur ».

Le même jour, les combats cessèrent en bordure du 38^e parallèle. La péninsule et le peuple coréens, épuisés et dévastés, restaient coupés en deux (1), séparés par leur antagonisme idéologique, par la

volonté des grandes puissances et, plus concrètement, par une zone démilitarisée de 240 kilomètres de long sur quatre de large ; une zone de part et d'autre de laquelle chaque camp a procédé depuis à l'escalade de la militarisation (2).

Après l'invasion initiale de la quasi-totalité du Sud par le Nord, après le débarquement d'un corps expéditionnaire américain, bientôt renforcé par des contingents des Nations unies (dont celui de la France), la guerre avait fait rage pendant trois ans au fil des offensives, des contre-attaques et de l'intervention massive des volontaires chinois aux côtés des communistes nord-coréens.

(1) Plusieurs millions de familles ont été séparées.
(2) Les forces armées américaines en Corée du Sud sont de 40 000 hommes, dont une division aérienne. Celles de Séoul sont de 520 000 et celles de P'yongyang sont estimées à 700 000 réguliers.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Chaud

La France transpire et s'en étouffe. Les vacanciers, le soir venu, scrutent le ciel avec inquiétude. Les travailleurs forcés se trouvent dans les villes étouffantes.

On fait toujours, dans ce pays, des prévisions à contretemps. Cet hiver, il n'était bruit que d'un printemps « chaud ». Il fut tiède. A peine l'été commençait-il qu'on se préparait, étouffement, à un automne « chaud ».

Il n'y a qu'une saison dont on ne prévoyait pas qu'elle serait chaude, c'était l'été. C'est tout juste si l'on ne crie pas au scandale.

BRUNO FRAPPAT.

La Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon active et calme

LIRE PAGES 10 et 11

GRANDES MANŒUVRES DIPLOMATIQUES ET MILITAIRES EN AMÉRIQUE CENTRALE

SANS EXCLURE L'ENGAGEMENT DE TROUPES AMÉRICAINES

M. Reagan réclame la comparaison avec l'engrenage vietnamien

De notre correspondante

New-York. - C'est apparemment pour tenter une nouvelle fois de convaincre les journalistes et le Congrès du bien-fondé de sa politique en Amérique centrale que le président Reagan a tenu mardi soir 26 juillet sa dix-neuvième conférence de presse, montrant à l'égard de ses interlocuteurs une certaine mauvaise humeur peu habituelle.

Dans une déclaration préliminaire plus longue que celles qu'il fait habituellement, M. Reagan a regretté que ses critiques n'aient pas accordé plus d'attention au « dialogue », à la « négociation » et à l'aide humanitaire qui constituent, selon lui, des éléments de cette politique plus importants que l'assistance militaire. Et il a salué au passage l'initiative des pays du groupe de Contadora

ment en place. Un nombre infini de fois, il a souligné que les conseillers cubains au Nicaragua, a-t-il encore affirmé.

« L'assimilation à la guerre du Vietnam vous inquiète-t-elle ? », a demandé un correspondant. « Il n'y a aucune comparaison », a assuré le président, qui a indiqué qu'il ignorait combien de temps les navires de guerre américains resteraient sur place et que, d'ailleurs, il n'en connaissait pas le nombre exact. Faisant allusion à un navire soviétique, l'Oulianov, actuellement en route « pour livrer des équipements militaires au Nicaragua », M. Reagan a souligné que nul ne songerait à l'attaquer.

Le président a cependant confirmé que les troupes américaines avaient l'ordre de « se défendre si elles étaient attaquées ».



(Mexique, Venezuela, Panama, Colombie) en vue d'un règlement régional du conflit, ainsi que ce qu'il a appelé de « récentes déclarations de Cuba et du Nicaragua » ; ignorant, apparemment, les récentes mises en garde formulées à l'égard de Washington quelques heures auparavant par les dirigeants cubains.

Le président a assuré que « pour chaque dollar consacré à la sécurité de la région, les États-Unis en consacrent trois à l'aide humanitaire », et il a évoqué une nouvelle fois son « initiative pour le bassin Caraïbe » qui doit, grâce à l'entrepris privée, assurer une nouvelle prospérité à l'Amérique centrale.

M. Reagan s'est loquacement plaint de l'attention, selon lui démesurée, que la presse et le Congrès consacrent aux manœuvres qui viennent de commencer dans la région : il s'agit, a-t-il dit, d'exercices combinés traditionnels depuis 1965, du type de ceux auxquels participent périodiquement en Europe et en Asie les troupes américaines et leurs alliés. « Mais nous demeurons résolument du côté de la paix et de la justice sociale », a-t-il affirmé.

Répondant aux questions, le président a assuré qu'il n'existait aucun plan d'intervention militaire américaine et aucun projet d'accroissement du nombre des conseillers actuels.

Guatemala

LE GOUVERNEMENT ANNONCE LA SUSPENSION DES CONDAMNATIONS À MORT

Guatemala (A.F.P.). - Le gouvernement militaire guatémalteque a décidé de suspendre les condamnations à mort et va étudier la suppression des tribunaux spéciaux qui, à cette date, ont fait condamner et exécuter quinze personnes, a-t-on appris officiellement mardi 26 juillet.

Le ministre guatémalteque des affaires étrangères, M. Eduardo Castillo, a déclaré qu'aucune autre condamnation à mort ne sera prononcée par les tribunaux spéciaux du pays et que ces derniers pourraient disparaître « très rapidement ». Une étude est en cours pour transférer aux instances judiciaires de droit commun les affaires sou-mises actuellement à ces tribunaux spéciaux, a précisé M. Castillo.

L'exécution de six jeunes gens accusés de subversion, le 2 mars, peu avant la visite du pape dans le pays, avait provoqué un grand nombre de protestations internationales. Il y a quinze jours, les évêques guatémalteques ont également réclamé la suppression de ces tribunaux spéciaux créés en septembre dernier après la prise des pleins pouvoirs, le 9 juin 1982, par le général Efraín Ríos Montt.

« Un président ne devrait jamais dire jamais »

Interrogé sur le manque d'enthousiasme évident des Américains à la perspective d'une guerre en Amérique centrale, M. Reagan a assuré que ses concitoyens n'avaient, en effet, jamais voulu une guerre, au point d'avoir été souvent pris au dépourvu. Et il a regretté que, pour l'heure, ils ne prennent pas suffisamment conscience des menaces que ceux qui veulent exporter la révolution font peser sur l'hémisphère.

Pour le cas d'une attaque éventuelle du Honduras par le Nicaragua, le président a rappelé que le traité de Rio prévoyait une solidarité totale des États américains.

Comme on lui demandait s'il était sûr que les troupes américaines ne risquaient en aucun cas de se trouver entraînées dans des combats, comme cela avait été le cas au Vietnam, M. Reagan a répondu : « Un président ne devrait jamais dire jamais ».

A propos de la commission dirigée par M. Kissinger, le président a précisé qu'elle était destinée à établir une « politique à long terme », dont l'un des buts serait de permettre une « élévation du niveau de vie de la région propre à décourager la subversion et à faire de tous les pays des partenaires égaux ».

Quant au président de la commission et ses activités passées en Amérique latine, et plus particulièrement au Chili, M. Reagan a répondu : « Il y a des stéréotypes concernant M. Kissinger qui ne sont pas valables ».

NICOLE BERNHEIM.

● L'agence soviétique Tass, commentant les exercices américains en Amérique centrale, a estimé qu'ils équivalaient à un blocus du Nicaragua. Il s'agit d'« actions de provocation à grande échelle au large des côtes du Nicaragua », ajoute l'agence, tandis que le journal les Izvestia affirme que le président Reagan et ses conseillers se préparent à une ingérence armée directe dans la région et s'attendent qu'un prétexte pour la lancer. - (Reuter.)

M. Richard Stone pourrait rencontrer les dirigeants de la guérilla salvadorienne au Costa-Rica

M. Richard Stone, envoyé spécial du président Reagan pour l'Amérique centrale, souhaite rencontrer les représentants de la guérilla salvadorienne lors de sa visite, jeudi, au Costa-Rica, a-t-on indiqué, mardi 26 juillet, de source informée, à San-José.

M. Stone a écrit au président costaricien, M. Luis Alberto Monge, pour lui faire part de son désir de rencontrer les dirigeants de la guérilla salvadorienne et lui demander sa collaboration, déclare-t-on de même source.

Le 10 juillet, une réunion organisée par M. Monge, au Costa-Rica, entre M. Stone et la guérilla salvadorienne avait été annulée par celui-ci, faute d'un accord sur ses modalités. Le Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.) et le Front Farabundo-Marti de libération nationale (F.M.L.N.) avaient toutefois réitéré dans un communiqué leur volonté de dialogue, exprimant leur espoir que, « dans un futur proche, ce dialogue puisse se concrétiser avec l'ambassadeur Stone, sans conditions préalables, et avec un ordre du jour ouvert ».

De source sûre, on ajoute que M. Stone a posé deux conditions à sa rencontre avec la guérilla, demandant le secret le plus strict autour de cette réunion et un ordre du jour ouvert.

Commentant le message de soutien envoyé dimanche par Cuba au groupe de Contadora, M. Stone a déclaré que celui-ci était « intéressant car il soulève apparemment le groupe de Contadora, bien que nous ne sachions pas dans quelles conditions ». M. Stone a également déclaré que plusieurs pas vers la paix en Amérique centrale avaient été effectués ces jours derniers. Il a notamment évoqué la récente déclaration des présidents des pays du groupe de Contadora et les propositions multilatérales de paix.

M. Stone est arrivé mardi soir au Salvador pour s'entretenir avec le président Alvaro Magaña et les dirigeants salvadoriens. Cette visite de M. Stone, venant du Venezuela via le Panama, précède de quelques heures seulement l'arrivée dans la capitale salvadorienne de deux des quatre chefs d'État des pays du groupe de Contadora (les présidents colombien, Belisario Betancur, et panaméen, Ricardo de la Espriella), chargés d'une mission officielle. On indique que l'envoyé américain doit s'entretenir avec les dirigeants du gouvernement et des partis politiques salvadoriens. - (A.F.P.)

● L'armée salvadorienne a achevé une opération antiguérilla dans la région du volcan Guazapa, à 35 km au nord de San-Salvador, dans le centre du pays, a-t-on indiqué mardi 26 juillet, de source militaire. Les régions du volcan Guazapa, d'Aguilares et de Suchitoto ont été soumises ces derniers jours à des bombardements intensifs de la part de l'armée, qui avait engagé dans cette opération quelque 2 000 hommes de la première brigade d'infanterie, appuyés par le bataillon spécial Atlacatl. - (A.F.P.)

Pérou

Le Sentier lumineux multiplie les attentats terroristes

Des commandos du Sentier lumineux ont exploité lundi 25 juillet, la panique de concert qu'ils avaient provoquée dans Lima pour attaquer à la dynamite un commissariat de police. Deux policiers ont été tués et une trentaine grièvement blessés. La même nuit, une demi-douzaine d'autres explosions ont causé des dégâts matériels. Ces attentats semblent avoir été préparés pour marquer le retour du président péruvien d'une visite au Venezuela. M. Belaunde Terry a déclaré que le défilé militaire célébrant l'indépendance du Pérou, aurait lieu normalement jeudi 28 juillet, malgré ces événements.

Correspondance

Lima. - La politique de terreur du mouvement insurrectionnel armé du Sentier lumineux (maoïste) domine de plus en plus l'actualité péruvienne. Dans les départements andins d'Ayacucho, d'Apurimac et de Huancavelica, les guérilleros ont paralysé lundi et mardi toutes les activités (le Monde du 27 juillet). La population a respecté la consigne de « grève » à cent pour cent, tous ceux qui ne la suivraient pas ayant été menacés de mort par le Sentier lumineux.

Des hommes en cagoules et armés de mitrailleuses ont la « décrets de grève de l'état-major du prolétariat » dans des collèges d'Ayacucho. Des tracts distribués clandestinement et des communiqués à la radio avaient également appelé à la grève générale.

Curieux « exploit » dans une ville semi-assiégée par les forces de l'ordre, mais qui démontre que le Sentier lumineux est à Ayacucho comme un « poisson dans l'eau ». Il ne faut pas en déduire que toute la population s'est prise de bonne grâce à ces consignes. Cette grève générale est bien loin d'exprimer l'appui de la population à un programme politique, ou à une méthode de lutte violente. C'est surtout le triomphe d'une politique de chantage et de terreur.

Début janvier, le Sentier lumineux avait déjà lancé un mot d'ordre de grève à Ayacucho. Mais il avait fallu quelques pétards de dynamite explosant près du marché pour que l'activité s'arrête. Cette fois-ci, la menace a suffi : seules des mongolfières traînant des banderoles rouges frappées du marteau et de la faucille ont survolé la ville.

Après ce nouveau défi, l'organisation d'élections municipales prévues pour le mois de novembre devient aléatoire. L'armée contrôle la région depuis six mois, mais les résultats concrets sont faibles malgré la suspension des garanties constitutionnelles et le couvre-feu. Depuis deux mois, c'est tout le pays qui a été déclaré en état d'urgence. Pourtant, les attaques des guérilleros du Sentier lumineux ont redoublé, et Lima, une ville de six millions d'habitants, s'avère de plus en plus vulnérable aux assauts des terroristes.

En moins de deux mois, Lima a été privée cinq fois d'électricité - et par contre coup d'eau et d'essence. Le dynamisme de pilloles de haute tension entraîne parfois des coupures de courant de deux à trois jours et donc la paralysie de la ville. Les attentats sont chaque fois plus audacieux : le 27 mai, la filiale Beyer était incendiée. Le 11 juillet, c'est le local du parti gouvernemental qui a été attaqué. Deux militants étaient tués et quinze autres grièvement blessés.

Faute de cette aggravation de l'activité terroriste, le gouvernement semble décidé à prolonger pour deux mois l'état d'urgence sur tout le territoire.

NICOLE BONNET.

Le Monde
doctes et documents
LES NOUVEAUX
DROITS DES
TRAVAILLEURS
LA GÉNÉRATION L'ÉLABORATION
LE CONTENU ET L'APPLICATION
DE LA LOI AUXILIAIRE
N° SPÉCIAL JUIN 1983
16 PAGES, 10 F

M. Fidel Castro affirme que les Cubains sont prêts à affronter militairement les États-Unis

La Havane (A.F.P.). - Cuba est prêt militairement à faire face aux États-Unis et même « à combattre dans les conditions d'un pays envahi et occupé », a assuré mardi 26 juillet, M. Fidel Castro.

Dans un discours prononcé à Santiago de Cuba pour le trentième anniversaire de l'assaut des révolutionnaires contre les troupes du dictateur Batista à la caserne de La Moncada, M. Fidel Castro a déclaré que les Cubains étaient « prêts à combattre n'importe quel ennemi, aussi puissant soit-il ».

L'accord pour ne pas envahir Cuba, passé en 1962 avec l'U.R.S.S. par les États-Unis, « existe et est pleinement en vigueur », a indiqué M. Castro en dénonçant ceux qui, aux États-Unis, prétendent que cet accord est devenu caduc après vingt ans d'existence.

M. Castro a qualifié les conseillers du président Reagan « de groupe de dépassés, d'ignorants, de délirants et d'irresponsables ». Avant même d'entrer à la Maison Blanche, a-t-il poursuivi, ce groupe « avait mis en premier plan le thème de l'agression contre Cuba ».

nezucla) pour tenter de trouver une solution pacifique aux conflits d'Amérique centrale.

Selma M. Castro, le président Reagan veut créer une « atmosphère de terreur et d'insécurité autour du Nicaragua », en déployant des navires de guerre face aux côtes de ce pays, et en organisant des manœuvres militaires de longue durée dans la région. Les États-Unis « s'apprêtent à faire une grave erreur aux conséquences incalculables » en Amérique centrale et « il est encore temps d'éviter (dans cette région) un nouveau Vietnam », a-t-il poursuivi.

Pour M. Castro, M. Reagan doit savoir que « ses conseillers irresponsables peuvent être tentés par de nouveaux pas rendant la situation irréversible » dans la région.

Enfin, évoquant la question de l'installation des missiles stratégiques américains en Europe, M. Fidel Castro a indiqué qu'il s'agissait d'une « provocation surprenante et sans précédent contre la communauté socialiste ».

● Vingt et un sénateurs et cinquante-six représentants américains ont adressé, mardi 21 juillet, une pétition à M. Castro, lui demandant la mise en liberté d'un ancien ambassadeur cubain emprisonné depuis deux ans, M. Gustavo Arcos Bergnes. Dans cette pétition, les membres du Congrès rappellent que « M. Arcos Bergnes a été condamné à sept ans (de prison) pour avoir tenté d'abandonner l'île en 1981 pour rejoindre les États-Unis sa famille et notamment son fils, paralysé et dans un demi-coma à la suite d'un accident d'automobile ».

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

● L'AMBASSADE DU VIETNAM À PARIS a « opposé un démenti formel » aux accusations du prince Sihanouk sur l'installation au Cambodge de centaines de milliers de colons vietnamiens (le Monde du 26 juillet). Elle rappelle que, « avant 1970, environ un demi-million de Vietnamiens vivaient au Cambodge », et que « le nombre de retours (début 1979) est insignifiant ».

● Actuellement, affirme l'ambassade, on dénombre environ trente mille Vietnamiens dans tout le pays. « Il s'agit sans doute de civils, le nombre de militaires vietnamiens au Cambodge était d'environ cent cinquante mille ».

Chili

● LES AUTORITÉS ENVISAGERAIENT D'ORGANISER UN RÉFÉRÉNDUM sur la politique du canal du Beagle, apprend-on à Santiago de sources proches de la démocratie chrétienne. Le canal du Beagle, situé au sud de la Terre de Feu, est l'objet d'un litige entre l'Argentine et le Chili depuis 1843, les deux pays cohabitent la zone maritime qui entoure les îlots de Pion, Nueva, et Lennox, attribués au Chili en 1977 par une cour internationale. La possession de ce canal implique en effet le contrôle des eaux atlantiques et d'une vaste frange du territoire antarctique. - (A.F.P.)

Colombie

● LA RESPONSABILITÉ DE L'ENLEVEMENT DE M. PAOLO LUGARI, conseiller du président colombien, M. Belisario Betancur, a été revendiquée, mardi 26 juillet, par des guérilleros de l'organisation du M-19. - (U.P.I.)

Comores

● LE FRONT DÉMOCRATIQUE (1), mouvement d'opposition au régime de M. Abdallah, dénonce, dans un communiqué diffusé à Paris mardi 26 juillet, l'arrestation d'une quarantaine de ses militants à l'occasion de l'élection des trois conseils des îles s'est déroulée le 24 juillet. Il affirme qu'une militante a été violée et que les autres détenus ont été bastonnés.

(1) Docteur Mohamed Moqbil, 15, rue de la Mairie, 91690 Sceaux, tél. : 495-60-17.

Irlande du Nord

● M. GERRY ADAMS, VICE-PRÉSIDENT DU SINN FEIN, l'aile politique de l'IRA, est arrivé mardi 26 juillet à Londres, invité par le conseil municipal de

la ville qui domine la gauche du Labour. « Je ne vois pas pourquoi il y aurait des objections à ce que je vienne à Londres, alors que les Irlandais doivent supporter trente mille soldats britanniques armés jusqu'aux dents parmi eux », a déclaré le nouveau député de Belfast, dont la présence dans l'enceinte de Westminster, où il refuse cependant de siéger, a provoqué des protestations de la part de plusieurs élus conservateurs. La visite de M. Adams coïncide avec celle, officielle, du ministre des Affaires étrangères d'Irlande, M. Peter Barry, qui doit contribuer au dégel des relations anglo-irlandaises, mises à mal par l'attitude de neutralité de l'Irlande pendant la guerre des Malouines.

● QUATRE POLICIERS ET UN SOLDAT ONT ÉTÉ BLESSÉS lors d'une attaque contre une patrouille, samedi 23 juillet, dans un quartier catholique de Belfast. La police a procédé à dix arrestations. Le même jour, dans un quartier catholique de la ville, des affrontements ont éclaté entre manifestants et forces de l'ordre. La police était venue enquêter sur une fusillade survenue dans le quartier peu de temps auparavant, et qui avait fait quatre blessés atteints aux jambes. Par ailleurs, l'IRA a revendiqué la responsabilité de l'attentat contre l'hôtel Lake-Glebe, où deux bombes avaient explosé samedi soir sans faire de victimes.

● M. MONJA JOANA CANDIDAT AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. - En résidence surveillée depuis novembre 1982 (le Monde du 10 mai), le président du Monima (opposition) a été cependant autorisé à se présenter aux élections législatives prévues le 28 août, a annoncé, mardi 26 juillet, un porte-parole de son parti.

● Ouganda

● NOUVEAU MASSACRE. - Onze personnes ont été tuées et treize autres blessées, dont trois grièvement, jeudi 21 juillet, dans l'attaque par des « bandits » d'une ferme d'État située à une dizaine de kilomètres de la capitale. Momo, quotidien de Kampala, rapporte également que sept autres personnes, dont un soldat et deux religieux, ont été également tuées le même jour à proximité de cette ferme. D'autre part, deux parlementaires de l'opposition ont été interrogés pendant quarante-huit heures par la police sur les « activités de banditisme » dans leurs circonscriptions. - (A.F.P.)

ASIE

Corée du Sud

Trente ans de paix armée

(Suite de la première page.)

Selon les estimations approximatives américaines, le conflit aurait fait de part et d'autre chez les combattants près de huit cent mille morts et un million et demi de blessés, et également un million et demi de victimes civiles.

L'armistice a mis fin à cette bécotement, mais une vraie paix se fait toujours attendre. On continue donc, des deux côtés, à préparer la guerre. Il y a trente ans que le feu des combats s'est figé dans la guerre froide; trente ans que se prolonge un face-à-face hargneux ponctué d'incidents dramatiques ou dérisoires, trente ans que la négociation diplomatique s'enlise dans la propagande.

Espions et manœuvres

Il y a vingt ans que les visites guidées aux « avant-postes du monde libre », face à la « menace communiste », font partie du rituel, et qu'elles se déroulent quotidiennement sans incidents. Plus de cinquante mille visiteurs, en majorité américains, sont passés en 1982 par le camp Kijung, en bordure de la zone démilitarisée. Sur une moindre échelle il en va, paraît-il, de même de l'autre côté: quelques milliers de camarades privilégiés vont chaque année aux « avant-postes de la révolution communiste » se persuader des « visées agressives de l'impérialisme américain ».

Tout cela pourrait finir par lasser, par susciter l'incrédulité. Cependant, des deux côtés, le rappel d'un passé douloureusement proche — mais souvent expurgé pour les besoins de la cause — des menaces présentes et de l'incertitude du lendemain n'est pas à prendre à la légère. Le poids du sang et celui des armes, la géopolitique, les passions, impulsions et risques d'erreur pèsent, au

contraire, très lourd dans la balance Nord-Sud. Comment les Sudistes ne seraient-ils pas obsédés alors que leur capitale, Séoul, est à moins de cinq minutes de vol des Mig du Nord, et à portée de son artillerie; alors que l'on capture encore des espions communistes infiltrés, que l'on découvre des tunnels sous la zone démilitarisée et que l'objectif suprême poursuivi depuis trente ans sans relâche par le maréchal Kim Il-sung est de « fédérer » la péninsule, si possible en la communistant ?

Comment, à Pyongyang, ne pas rester sur le pied de guerre alors que tout autour du pays, sur la mer, dans les airs — et, laisse-t-on entendre aussi, sur terre, dans leurs bases du Sud, — les forces américaines déploient leur arsenal onéreux et se livrent chaque année, avec l'armée du Sud, à des manœuvres toujours plus impressionnantes montrant que les Etats-Unis demeurent au Sud d'abord pour leur propre intérêt ? Le général Sennel, commandant les troupes américaines en Corée, déclarait en mars devant le Congrès: « En plus de l'importance stratégique évidente du maintien d'une présence militaire dans la péninsule, nous avons l'obligation [...] de préserver la liberté du peuple sud-coréen ».

Des deux côtés, chacun renforce donc son potentiel de guerre, arguant du caractère belliqueux de l'adversaire et protestant de sa propre volonté de paix. Régulièrement, une large publicité est accordée, unilatéralement, à des propositions de réunification négociées. Aucun dirigeant coréen ne peut, vis-à-vis de son opinion publique, faire l'impasse sur ce « devoir sacré ». Mais, d'une part, chacun semble se garder de faire des offres réellement acceptables par l'adversaire. D'autre part, les nouvelles générations du Sud, qui n'ont connu ni la guerre ni les

parents restés au Nord, paraissent moins concernés que leurs aînés par ce problème. Cela dit, si toutes ces réalités étroitement imbriquées sont de nature à susciter la plus extrême vigilance, elles servent à justifier, parfois abusivement, au nom de la sécurité, la primauté des militaires, la limitation des droits et libertés.

Dans la rivalité de chaque instant qui oppose le Nord au Sud en tous

les domaines, la « menace ennemie », opportunément brandie, peut aussi servir à détourner l'attention, à mobiliser les corps et les esprits, à réprimer toutes dissensions. Elle sert encore à raviver le soutien politique des pays amis ou alliés et, ici, à perpétuer la présence américaine.

En juin, à la veille du trentième anniversaire de la guerre, la proba-

lité d'une nouvelle attaque nordiste a assombré les propos des dirigeants de Séoul et la « une » d'une presse étroitement contrôlée. Le ministre de la Défense a profité de l'occasion pour jeter des « provocations » pour juillet ou août. Le général Seunghwan a fait chorus. Le 21, au lendemain d'une visite du président Chun Doo-hwan sur le « front », la presse annonçait que trois « espions-hommes-grenouilles » avaient été abattus en traversant la rivière Imjin, dans le même secteur. Malgré tout, peu de gens — y compris des officiels — ont paru réellement inquiets. Il est de fait que ce genre de campagne n'est pas nouvelle, et l'on est assez embarrassé pour évaluer ces propos alarmistes sans tomber dans les généralités rabâchées.

Hypothèses et propagande

On échafaudait alors des hypothèses. L'une d'elles, qui a cours dans certains cercles officiels, est que le fossé économique, diplomatique et idéologique se creuse à un tel point au détriment du Nord que celui-ci n'a pas d'autre solution que de se résigner à une paix stable et prospère que le recours aux armes.

Une autre repose sur l'idée que l'armement des Nordistes est à ce point vétuste qu'il faudrait s'en servir maintenant ou jamais. Mais cela contredit l'argumentation des militaires de Séoul et Washington qui justifient le renforcement de leur potentiel par l'accumulation massive d'armes modernes au Nord. D'autres pensent que, du fait des difficultés de la « succession dynastique » au Nord, M. Kim Jong-il, fils du maréchal Kim Il-sung, pourrait être tenté par l'avenir militaire pour s'imposer à son armée.

La dramatisation, dit un professeur d'université, est un mélange de

craintes réelles et de propagande. On a vu que les craintes pouvaient être fondées. Séoul et Pyongyang sont engagés dans une partie diplomatique de la plus haute importance et il est vrai que le Nord doit s'inquiéter de la proximité de certaines échéances de nature à relever considérablement le prestige du régime sudiste.

En octobre, l'Union interparlementaire internationale doit tenir ses assises à Séoul. On s'efforce ici d'assurer la participation maximale de représentants des pays communistes et de ceux du groupe des non-alignés. Le Nord, au contraire, cherche à s'y opposer. L'enjeu vaut bien un redoublement de manœuvres en coulisses; d'autant plus que Séoul recevra ensuite, successivement et jusqu'en 1985, le président Reagan, le pape, la conférence du Fonds monétaire international, les Jeux asiatiques et les Jeux olympiques.

En outre, la dramatisation vient à point nommé pour faire passer au second plan certains problèmes de politique intérieure plutôt embarrassants pour un régime qui s'efforce de présenter une façade « libérale ». Trois ans après la prise du pouvoir brutale par les militaires, en 1980, puis le retour à une démocratie limitée et fortement encadrée, des voix s'élèvent ostensiblement, malgré les risques, pour réclamer la restauration de droits et de libertés confisqués au nom de la sécurité et de la purification des mœurs.

R.-P. PARINGAUX.

Prochain article :

LA DÉMOCRATIE LIMITÉE

Sri Lanka

Calmes précaires à Colombo

Un calme précaire semble être revenu à Sri Lanka, où le couvre-feu a été étendu mardi 26 juillet à tout le pays après le débordement de violence de ces derniers jours. Celles-ci, semble-t-il (les informations sont rares et la censure veille), ont atteint leur paroxysme à Colombo, la capitale.

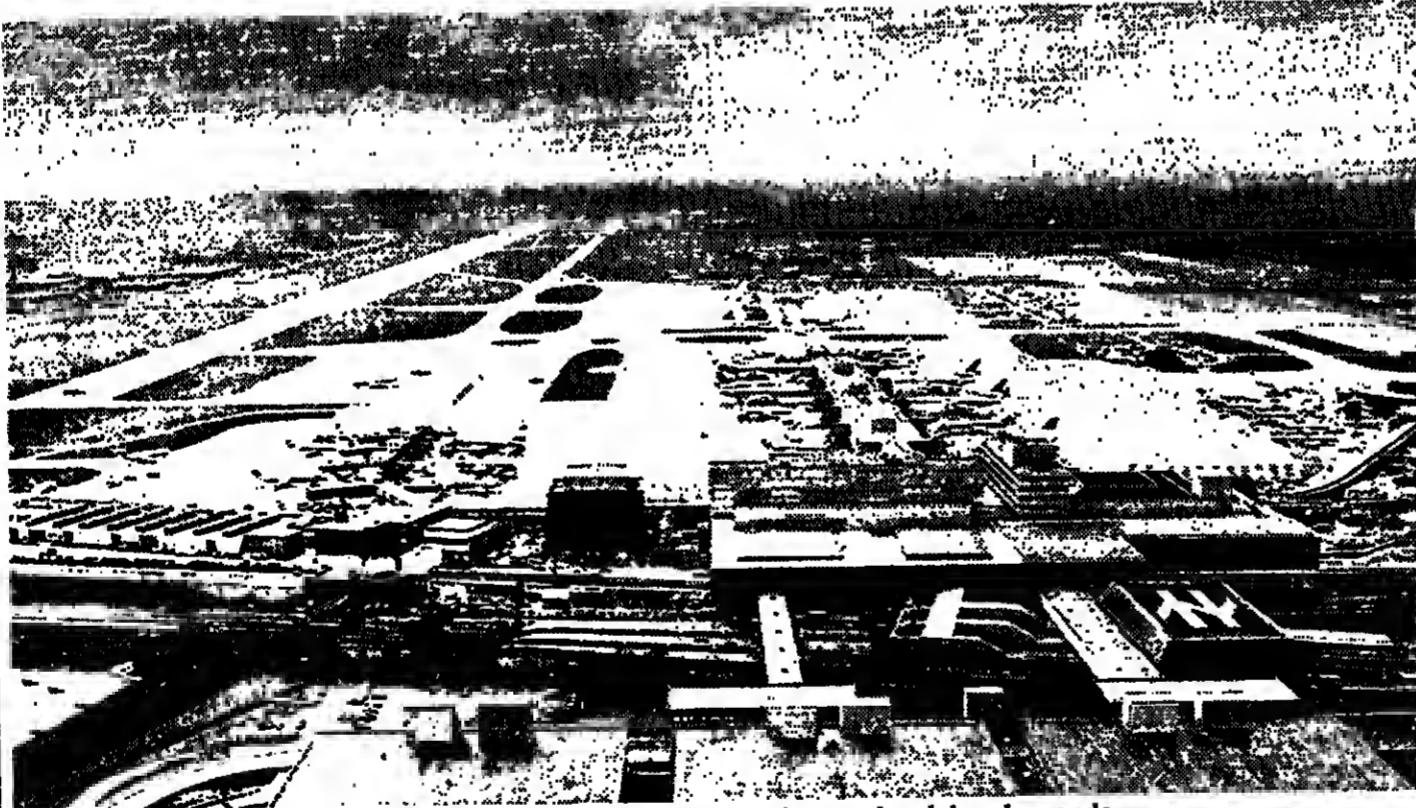
Il se confirme que trente-cinq détenus de la prison de Welikada, d'origine tamoule, ont été massacrés par leurs codétenus (notre dernière édition du 27 juillet). Ils étaient pour la plupart incarcérés pour avoir pris part à des actions de violence contre les autorités. Parmi les victimes se trouve l'un des dirigeants des Tigres, mouvement de lutte armée séparatiste. M. Sarwarda Yagachandran, élu au Parlement comme député du Front uni de libération tamoule, FULT, mais qui n'a jamais pu y siéger, avait été condamné à mort pour le meurtre d'un policier.

Les autorités ont indiqué qu'une enquête avait été ouverte sur ce massacre. Elles se sont excusées auprès du gouvernement indien à la suite des déprédations auxquelles les émeutiers se sont livrés contre l'immeuble de la Banque de l'Inde — où se trouve le haut-commissariat (am-

bassade) indien — et contre des résidences de diplomates. Cinq familles de diplomates indiens ont dû se réfugier dans un hôtel, et un fonctionnaire de l'ambassade a été blessé au cours des affrontements. Les nationalistes singhalais qui sont descendus dans la rue accusent les Indiens de soutenir le séparatisme des Tamouls, très nombreux dans le sud de l'Inde.

Selon les autorités, trois mille Tamouls se sont réfugiés chez des religieux. Mais le nombre des sans-abris est certainement plus important. Le président Jayawardene ayant demandé l'ouverture d'un camp pour loger une vingtaine de milliers de réfugiés, Mardi, Colombo semblait sortir d'un bombardement, avec des nuages de fumée montant de quartiers d'habitations, d'usines et de boutiques, et des carcasses de véhicules calcinés le long des rues désertes où patrouille l'armée. Les dégâts étaient aussi très importants le long des 30 kilomètres de route menant à l'aéroport, où le trafic demeure réduit. Cette route dessert également la zone industrielle et la région de Negombo, où se trouvent de nombreux touristes étrangers. (U.P.I., A.F.P., Reuter, A.P.)

Si vous croyez encore que Londres-Gatwick est un petit terrain flanqué de deux ou trois hangars, nos pilotes le voient autrement.



Londres-Gatwick : quatrième aéroport international dans le monde.

Vu d'en haut, Londres-Gatwick ressemble à un grand aéroport international. Au sol, il confirme largement cette impression.

On y trouve des bars, des restaurants, des banques, des magasins, des boutiques hors-taxe... tout ce que vous offre un aéroport international.

Et plus encore : une gare ferroviaire à l'intérieur même de l'aérogare. Une gare d'où un train part tous les quarts d'heure pour vous conduire, dans les meilleures conditions et en 38 petites minutes, à Victoria Station, au cœur de Londres (c'est d'ailleurs à Victoria Station que vous pourrez enregistrer vos bagages lors de votre retour).

British Caledonian vous permet de passer une journée complète dans la capitale britannique en vous proposant le premier

vol du matin au départ de Paris-CDG et le dernier vol du soir au départ de Gatwick.

| Préférences | LIEN à VEN | QUOT | QUOT sans DIM | QUOT sans DIM | QUOT sans DIM | SAM | QUOT sans SAM | VEN à DIM |
|---|---------------|------|---------------------|---------------------|---------------------|------|---------------------|-----------------|
| PARIS (CDR 1) LOWRIERS (Gatwick) | 0900 | 1008 | 1200 | 1500 | 1700 | 1750 | 2000 | 2200 |
| | 0735 | 0935 | 1135 | 1405 | 1725 | 1745 | 1855 | 2155 |

| Préférences | QUOT | QUOT sans DIM | QUOT | QUOT sans SAM | SAM | QUOT sans SAM | QUOT sans SAM | DIM |
|-----------------------|------|---------------------|------|---------------------|------|---------------------|---------------------|------|
| LOWRIERS (Gatwick) | 0730 | 0930 | 1230 | 1500 | 1550 | 1730 | 1855 | 2030 |
| PARIS (JDR 1) | 0930 | 1130 | 1425 | 1655 | 1715 | 1825 | 2100 | 2225 |

PROCHE-ORIENT

Colère en Cisjordanie

(Suite de la première page.)

Cela qui laisse supposer que des colons israéliens se seraient en fait pris à partie par des manifestants, ce qui a provoqué l'intervention des militaires - ont pu eux aussi ouvrir le feu. Cela s'est déjà produit à plusieurs reprises dans le passé et ce soupçon ne fait qu'aggraver la tension qui règne en Cisjordanie. Le couvre-feu a été imposé à Naplouse comme à Hébron. Mercredi, la plupart des magasins sont restés fermés à Jérusalem-Est ainsi que dans les principales agglomérations cisjordanaises. Un mot d'ordre de grève générale a été lancé pour deux jours en signe de deuil et de protestation. Le Conseil supérieur islamique de Jérusalem a adressé un message au secrétaire général de l'ONU pour lui demander l'ouverture d'une enquête internationale sur les derniers événements.

Des hommes masqués

Le détail des circonstances de l'attentat d'Hébron est encore mal connu. Les autorités israéliennes n'ont d'ailleurs pas encore publié de version officielle. Les témoignages sont très confus. Toutefois, de la rumeur d'entre eux, il ressort que mardi, peu avant midi, deux ou quatre hommes, le visage masqué, ont pénétré dans l'enceinte du Centre universitaire islamique situé au-dessus de la ville, au moment où les étudiants étaient réunis pour la prière marquant la fin de la période d'examens. Les agresseurs ont immédiatement tiré de longues rafales d'armes automatiques dans la cour puis lancé une grenade dans la salle de l'établissement. Les tirs auraient duré plus de cinq minutes. Trois enseignants du primaire originaires du nord de la Cisjordanie, qui suivaient un cours de recyclage pendant l'été, ont été tués sur le coup. Une trentaine d'autres étudiants ont été blessés par des éclats ou en sautant par les fenêtres dans le mouvement de panique qui a suivi l'attaque.

Les assaillants se seraient enfuis à bord d'une camionnette Peugeot qui, selon certains témoins, portait une immatriculation israélienne, selon d'autres, une plaque réservée aux habitants des territoires occupés. On retrouve dans les témoignages les mêmes contradictions quant au type d'armes utilisées par le commando. Pour les uns, il s'agit de fusils d'assaut américains M-16, largement utilisés dans l'armée israélienne; pour d'autres, de Kalachnikov. Mais ce type d'arme soviétique est aussi employé par l'armée, qui en a récupéré sur l'ennemi d'importants stocks au cours des différents conflits israélo-arabes, et notamment durant la guerre du Liban. Les Israéliens titulaires du port d'arme, comme le sont la plupart des colons de Cisjordanie, peuvent en disposer.

Sur décision des autorités militaires, pour éviter des manifestations supplémentaires, les victimes ont été inhumées au cours de la nuit en présence de leur seule famille.

Toute l'agglomération d'Hébron a été bouclée par l'armée aussitôt après l'attentat. A cet effet, des renforts ont été rapidement acheminés depuis les lieux par hélicoptère. Des positions empêchant toute communication empêchant toute communication quelconque ont été établies dans le reste de la Cisjordanie. Durant l'après-midi, le général Moshe Levi, chef d'état-major, qui s'était rendu à Hébron, est venu ensuite à Jérusalem faire un rapport à M. Begin, qui se trouvait à la Knesset.

M. Begin : « un crime odieux »

M. Begin a condamné ce « crime odieux », et a déclaré que « tout se fait en œuvre » pour retrouver les coupables. Mais il s'est gardé d'indiquer qu'elle pouvait être, selon lui, leur identité. Les autorités militaires laissent également planer un doute à ce sujet. Elles reconnaissent à demi-mot que les investigations menées par une commission d'enquête spéciale devront s'orienter d'abord en direction des milieux israéliens, et, parmi eux, certains groupes de colons qui n'ont pas caché, au cours des derniers mois, leur intention de passer à l'action contre la population arabe des territoires occupés, et qui l'ont prouvé par diverses agressions, notamment dans la région d'Hébron.

Les militaires admettent que l'attentat du 26 juillet, le plus grave jamais commis contre des Palestiniens depuis le début de l'occupation, en 1967, peut être un acte de vengeance après l'assassinat, le 7 juillet dans le centre d'Hébron, d'un jeune colon de Kiyat-Arba, l'implantation la plus grande de Cisjordanie et installée aux portes de la ville. Mais le fait remarquer que l'attentat a pu être commis tout aussi bien par un commando de Palestiniens désirant se livrer à une provocation. Autre hypothèse officielle du côté israélien : un règlement de comptes entre tendances rivales parmi les étudiants des universités arabes, où depuis plusieurs mois, intégrés musulmans et militants proches de l'O.L.P. s'affrontent parfois violemment. Il est vrai que de tels heurts se sont produits récemment à Naplouse, mais il ne s'agit pas de simples échauffourées. D'autres incidents similaires ont eu lieu à Hébron. Evidemment, l'évocation de pareilles hypothèses ne fait qu'aggraver la colère de la population palestinienne.

M. Mustapha Natché, ancien maire d'Hébron, a désigné lui aussi sans hésiter les colons de Kiyat-Arba : « Leur objectif, dit-il, est de s'emparer du centre d'Hébron et d'en expulser les habitants arabes en les terrorisant ». Et il a ajouté : « Les autorités israéliennes ne font que céder aux exigences des colons : la dernière fois ils ont demandé la destitution du maire et du conseil municipal; ils l'ont obtenue. Ensuite ils ont demandé à créer leur propre service d'ordre et à contrôler définitivement le quartier du mar-

ché du cœur de la ville, et je suis certain qu'ils obtiendront satisfaction là aussi, un jour ou l'autre ». M. Natché faisait allusion à sa destitution, qui est intervenue le 7 juillet, après l'assassinat du jeune Israélien. Il avait été nommé par l'administration israélienne, après l'expulsion de son prédécesseur, M. Fahd Kawasme en 1980, à la suite d'un attentat commis par un commando palestinien qui, dans le centre d'Hébron, avait tué six colons israéliens. Le 7 juillet, comme cela s'était produit trois ans plus tôt, l'administration israélienne a procédé par représailles et le gouvernement a décidé, en principe, de développer la « réinstallation » des colons juifs au centre d'Hébron, là où vivait avant 1929 une petite communauté juive.

C'est en souvenir de cette communauté dont une partie a été massacrée en 1929 que le gouvernement n'autorise déjà plusieurs dizaines de colons de Kiyat-Arba à occuper des maisons proches du marché d'Hébron. Comme à chaque fois que des Israéliens sont victimes d'une agression de la part des Palestiniens, comme en 1980 où des ministres avaient déclaré qu'il fallait apporter une « réponse sioniste » à ces agressions, il y a trois semaines le gouvernement avait autorisé l'armée à occuper le quartier de la gare routière d'Hébron, ce qui semblait prélever, tout au moins des yeux des colons de Kiyat-Arba, à l'occupation de ce terrain pour la construction de maisons qui leur seraient destinées.

Réaction révélatrice d'un des membres du gouvernement, le ministre des sciences et du développement, M. Yuval Neeman, du parti d'extrême droite Kenesset, a déclaré le 26 juillet : « Un tel acte de provocation va évidemment bloquer pendant un certain temps l'implantation juive dans cette région ». Il déclarait cela évidemment à regret puisqu'il était l'un des ministres à exiger que l'on accélère la colonisation dans le secteur d'Hébron voici trois semaines.

Les critiques du gouvernement

Autre réaction marquante du côté israélien : celle du rabbin Meir Kahane, dirigeant du mouvement extrémiste *Ligue de défense juive*, qui a déclaré que son mouvement n'avait rien à voir avec cet attentat, mais il a ajouté : « Nous ne pouvons pas condamner les juifs qui prennent les armes quand il s'agit de vengeance, et il reste vrai que le gouvernement doit expulser les Arabes d'Hébron ». Un des dirigeants du parti Shelli, le général de réserve Mattityahu Peled, a déclaré, pour sa part, que le gouvernement israélien, par son attitude, « encourage » les auteurs de l'attentat d'Hébron. Il s'est insurgé contre le fait que le couvre-feu, qui après l'assassinat du 7 juillet avait pris fin à Hébron qu'à la fin de la semaine dernière, ait été à nouveau imposé sur la ville et non pas sur l'implantation voisine de Kiyat-Arba, malgré tous les soupçons qui

s'orientent dans sa direction. Il a demandé au gouvernement de confisquer désormais toutes les armes dont peuvent disposer les colons de Kiyat-Arba. D'autre part, un mouvement israélien de solidarité avec les universités arabes de Cisjordanie a organisé une manifestation mardi soir à Tel-Aviv, pour demander notamment qu'Israël se retire des territoires occupés.

Mardi matin, les journaux *Haaretz* et *Jerusalem Post*, dans leurs éditions, déclarent qu'il ne peut guère faire de doute, comme cela avait été le cas après l'attentat d'Avia, que les victimes de l'attentat d'Hébron, le 26 juillet, ont été des colons de Kiyat-Arba, et de Kiyat-Arba, que les extrémistes israéliens sont les principaux suspects. Les deux journaux reprochent au gouvernement de n'avoir pas pris de mesures suffisantes pour empêcher l'« activisme » de certains groupes israéliens. Dans les milieux de l'opposition, on rappelle que, ces derniers mois, un magistrat chargé de faire un rapport sur le respect de la loi par les colons israéliens de Cisjordanie était arrivé à de telles conclusions que son travail avait été arrêté. Ce magistrat dénonçait l'attitude de certains membres du gouvernement ou de la coalition gouvernementale, pour avoir empêché des enquêtes d'aller jusqu'au bout lorsque des colons étaient soupçonnés d'agression contre des Arabes.

FRANCIS CORNU.

Le président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, a adressé mardi 26 juillet à la population des territoires occupés par Israël un message de solidarité dans lequel il rejette sur « une clique terroriste sioniste de Bagdad » la responsabilité de la fusillade d'Hébron, en Cisjordanie. L'O.L.P., d'autre part, demandait mardi une réunion argente du Conseil de sécurité des Nations unies.

A Washington, le porte-parole du département d'Etat a déclaré mardi que « les Etats-Unis déplorent cet acte criminel et condamnent le terrorisme, d'où qu'il vienne ».

Israël

Des remous ont précédé la désignation du nouvel ambassadeur à Paris

De notre correspondant

Jérusalem. - Après la nomination, en mai, de M. Meir Rosenzweig comme ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis - où il remplace M. Moshe Arens, devenu ministre de la défense, - la désignation de son successeur à Paris, M. Ovadia Sofer, semble avoir causé quelques difficultés. Elle a dû, en tout cas, être retardée durant plusieurs semaines.

Entre-temps, les noms de plusieurs candidats avaient été prononcés. Finalement, le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, a démenti avoir choisi M. Sofer pour des « considérations d'ordre politique ». Cela n'a toutefois pas suffi à dissiper les rumeurs, dont la presse israélienne vient de se faire l'écho et selon lesquelles la candidature de M. Sofer avait été soutenue de manière décisive par le parti Tami associé au Likoud dans la coalition gouvernementale.

Le Tami, qui compte trois députés à la Knesset, a été fondé à la suite des dernières élections de 1981, notamment par des dissidents du parti national religieux, qui disait vouloir former un parti sépharade qui soit le porte-parole des Israéliens dits « orientaux », plus exactement originaires du monde arabe. Or M. Sofer est l'un d'entre eux. Il est né en Irak et a été ces dernières années l'une des personnalités les plus remarquées et les plus actives au sein de la communauté de ses coreligionnaires de ce pays.

La radio israélienne, qui, en juin, avait annoncé prématurément la désignation d'un autre diplomate à Paris, a indiqué ces derniers jours que si en fin de compte M. Shamir avait choisi M. Sofer, c'était contre l'avis - qui n'est que consultatif - de la commission des nominations du ministère des affaires étrangères. M. Shamir se serait donc opposé à

son administration. Ce ne serait pas la première fois. A plusieurs reprises déjà, le corps diplomatique a manifesté sa désapprobation devant certaines initiatives ministérielles.

D'autre part, il ne s'agit pas là d'une décision isolée. Dans d'autres administrations, le gouvernement paraît de plus en plus se réserver le droit de nommer des hauts fonctionnaires selon des critères jugés « politiques » ou « partisans », procédé assez comparable à celui qui est en vigueur aux Etats-Unis, dans la mesure où il est quasiment avoué. Il s'agit, le plus souvent, de satisfaire dans ce domaine les exigences des petites formations tel le Tami, dont l'appui est indispensable à la survie de la coalition gouvernementale. Récemment, et en différentes occasions, le Tami n'a cessé d'insister qu'il était mécontent de son alliance avec le Likoud parce que celui-ci n'aurait pas honoré quelques-unes de ses promesses.

Cependant, M. Sofer n'a pas été choisi hors du corps diplomatique. Il n'a derrière lui une brillante carrière et la réputation d'être un spécialiste averti des relations avec les organisations internationales et les pays du tiers-monde, plus particulièrement africains.

F. C.

[Né à Bagdad en 1935, M. Sofer entre au ministère des affaires étrangères au début des années 60. Il est l'ambassadeur en République Centrafricaine en 1963, puis ambassadeur au Tchad avant de faire partie en 1973 de la délégation israélienne au siège des Nations unies à New-York. Rattaché à Jérusalem pour diriger le Département chargé des organisations internationales, il est ensuite nommé en 1981 à Genève, ambassadeur auprès des Nations unies, poste qu'il occupe jusqu'à sa désignation comme ambassadeur à Paris.]

EUROPE

Pologne

« A LA LUMIERE DES EVENEMENTS RECENTS »

Les autorités se dotent d'un arsenal de répression

Quatre jours après la levée de l'état de guerre, les autorités polonaises ont annoncé qu'elles entendaient se doter de nouveaux moyens juridiques pour juger les mouvements d'opposition. Selon M. Urban, porte-parole du gouvernement, cité par l'A.F.P., la Diète, qui devait examiner, le 28 juillet, la création d'un impôt, devra voter plusieurs amendements au code pénal et à la loi sur la censure.

Ce nouveau tour de vis, « nécessaire à la lumière des événements récents » (en clair, des manifestations pendant la visite du pape, du 16 au 23 juin), vise selon M. Urban, à « empêcher toute grève et toute manifestation politique, tous troubles dans les rues et critiques publiques qui se transforment en émeutes. (...) Il s'agit de rendre la tâche plus difficile aux provocateurs, afin qu'ils ne puissent pas pousser la société à des actes perturbateurs ».

Le vice-ministre de la justice, M. Tadeusz Skora, a précisé que des peines de trois ans de prison sanctionneront toute participation à une « organisation dissidente » et « l'organisation de toute action de protestation contraire aux prescriptions de la loi ». Pour sa part, le directeur de l'Office de contrôle des publications (censure) a confirmé que la loi relative à la liberté de la presse de 1981 serait amendée dans un sens restrictif. Seront dorénavant soumis à censure les bulletins internes des organisations légalement reconnues, les expositions artistiques et photographiques et les éditions de textes déjà publiés en Pologne (et qui ont donc déjà passé avec succès le cap de la censure).

De plus, l'article 271 du code pénal, amendé dans son deuxième alinéa, prévoit dorénavant que « quiconque diffuse à l'étranger de fausses informations de nature à causer un préjudice grave aux intérêts de la République populaire de Pologne ou qui transmet de telles informations à un centre étranger menant des activités contre les intérêts politiques de la R.P.P. est passible d'une peine allant de six mois à cinq ans de privation de liberté ».

Auparavant, la sanction de « fausse nouvelle » ne concernait que les intérêts « économiques » de la Pologne. En enlevant ce qualificatif, les autorités entendent, a précisé M. Urban, pouvoir sanctionner aussi, éventuellement, « tous les journalistes occidentaux, si, bien entendu, ces fausses informations

sont transmises sciemment ». Ce sera aux tribunaux polonais de déterminer s'il s'agit ou pas d'une action préméditée. Or, à plusieurs reprises, les journalistes occidentaux en poste à Varsovie ont été pris à partie par les autorités pour avoir rendu compte de tracts appelant à des manifestations et dont le contenu était répercuté en Pologne par l'intermédiaire des radios occidentales émettant en langue polonaise.

Cinq cents libérations

Tous ces amendements devaient, à l'origine, être examinés lors de la dernière séance de la Diète, consacrée à la levée de l'état de guerre et à la loi d'amnistie. Ils avaient été retirés de l'ordre du jour au dernier moment, selon certaines informations, à la suite d'une intervention du primat de Pologne.

Selon l'agence PAP, quelque cinq cents personnes ont déjà été libérées en vertu de la loi d'amnistie, dont quelque deux cents prisonniers politiques, amoncelés les autorités, qui

renouvellent leur appel à la reddition - avant le 31 octobre - lancé aux clandestins de Solidarité.

Quant aux nouveaux syndicats pro-gouvernementaux mis en place depuis octobre dernier au sein même des entreprises, ils ne regrettent pas la fin du mois de juin, au sein de seize mille organisations, que quelque trois millions d'adhérents (sur une population active de quatorze millions). L'agence PAP s'interroge du « désintérêt » des travailleurs, des jeunes surtout, de même que de celle des cadres moyens. L'agence officielle est préoccupée aussi par l'« inexpérience » des nouveaux syndicalistes, ce qui est une façon d'admettre que, contrairement aux assertions officielles de naguère, les nouveaux syndicalistes ne viennent pas « pour 50 à 70 % » du syndicat indépendant Solidarité, mis hors la loi par la junte militaire. Il semble donc bien que, même dans les rangs de parti, les appels adressés par les autorités aux militants du POUF pour qu'ils viennent grossir les rangs des nouveaux syndicats ne produisent guère d'effet.

A.M.B.

Portugal

ÉPREUVE DE FORCE ENTRE LE GÉNÉRAL EANES ET M. SOARES

Le premier ministre réclame la démission du chef d'état-major de l'armée

Lisbonne (A.F.P.). - La démission du chef d'état-major de l'armée de terre demandée officiellement par M. Mario Soares, risque de tendre sérieusement les relations entre le président Eanes et le premier ministre socialiste.

L'homme dont il réclame la tête est, en effet, un ami très proche du général Eanes. Agé de quarante-sept ans, le général Garcia Dos Santos a joué, lors de la révolution d'avril 1974, un rôle déterminant, en assurant la coordination des transmissions et a été le chef de la maison militaire du président de la République pendant son premier mandat présidentiel, de 1976 à 1980.

Appuyé dans cette affaire par M. Mota Pinto, ministre de la défense et chef de file du parti social-démocrate, allié au parti socialiste dans la coalition gouvernementale,

M. Mario Soares n'a pas donné les raisons de cette demande de départ. On attend la décision du général Eanes, qui peut accepter ou rejeter cette demande de démission. S'il l'accepte, il n'a l'air d'abandonner un ami fidèle et de se plier à une injonction de son premier ministre, s'il la refuse, il semble aller à l'encontre de l'« esprit » de la réforme constitutionnelle adoptée l'an dernier. Celle-ci, votée par toutes les formations politiques, à l'exception du parti communiste, a abouti à la dissolution du Conseil de la révolution, dont les prérogatives étaient très importantes. Elle avait renforcé par contre l'autorité du pouvoir civil.

Par ce geste « provocateur », M. Mario Soares a sans doute voulu tendre un piège à l'actuel président de la République, avec lequel des relations ne sont pas bonnes.

LA CRISE LIBANAISE

MM. Soliman Frangié et Raymond Eddé précisent la nature de leur opposition au gouvernement de Beyrouth

Deux personnalités chrétiennes du Liban, M. Soliman Frangié et M. Raymond Eddé, respectivement ancien président de la République et chef du Bloc national, ont chacun de son côté, fourni des précisions sur la nature de leur opposition au gouvernement du président Amine Gemayel.

Tout en affirmant que le Front du salut national, dont il est l'un des trois fondateurs avec MM. Walid Joumblatt et Rachid Karamé, utilisait « tous les moyens pour faire obstacle à l'accord israélo-libanais du 17 mai dernier », l'ancien chef de l'Etat a déclaré : « Le Front poursuivra son opposition démocratique au gouvernement aussi longtemps qu'il préservera la vie politique démocratique et ne consacrera pas le système du parti unique. » Il faisait ainsi allusion au parti phalangiste de M. Gemayel.

M. Raymond Eddé, pour sa part, indique qu'il s'est rangé dans l'opposition parce qu'il n'avait « approuvé ni les circonstances ni le lieu - zone sous occupation israélienne - où s'est déroulée l'élection présidentielle », mais aussi parce qu'il s'est élevé contre l'accord du 17 mai conclu entre Beyrouth et Jérusalem. Il rappelle néanmoins qu'il ne fait pas partie du front de l'opposition constitué cette semaine, étant donné

que celui-ci est « d'obédience syrienne, par la faute d'ailleurs du parti phalangiste (...), qui a demandé l'intervention des forces syriennes en 1976 (...) ».

Le chef du Bloc national s'élève, d'autre part, contre les déclarations du président Gemayel lors de son passage à Paris (le Monde du 27 juillet) : « le chef de l'Etat, a-t-il affirmé, en déclarant que plus de 99 % du peuple libanais soutenaient son gouvernement, a commis, plus qu'un mensonge, une faute. Quant à

son intention d'organiser un référendum sous l'égide de l'ONU dans les zones occupées par la Syrie et Israël, elle prouve qu'il ignore la teneur de la Constitution libanaise, à laquelle il a prêté serment, et qui ne prévoit pas de référendum. (...) Son appel est, donc, inconstitutionnel. »

Résumant sa position, M. Eddé conclut : « Je suis contre Israël, contre la Syrie, contre l'accord de Caire, qui autorise la présence au Liban des combattants palestiniens. Je suis pour un Liban uni, libre et souverain. »

EN CAS DE BLOCUS DU GOLFE PAR L'IRAN

Washington « prendra les mesures nécessaires » pour préserver la liberté de navigation

Le président du Parlement iranien, M. Rafsanjani, a confirmé, mardi 26 juillet, l'intention de son pays d'interdire toute navigation dans le Golfe si ses exportations de pétrole étaient entravées par l'Irak. Washington s'est dit le même jour « résolu à prendre les mesures nécessaires » pour que, dans une telle hypothèse, la liberté de navigation soit maintenue.

Une déclaration du département d'Etat indique en effet que le gouvernement américain « prend très au sérieux les menaces lancées par l'Irak » sur un éventuel blocus maritime car cette région pétrolière demeure « vitale » pour les intérêts américains. Cette position doit être « clairement comprise », a ajouté le porte-parole du département d'Etat, qui s'est toutefois refusé à fournir la moindre indication sur les mesures envisagées en cas de blocus du Golfe.

Peu après le début des hostilités entre l'Irak et l'Iran, en septembre 1980, les Etats-Unis s'étaient engagés à « préserver la liberté de navigation dans le Golfe, région d'intérêt vital pour la communauté internationale tout entière ». - Les nouvelles perspectives d'un blocus de la région par l'Irak ont naturellement amené les Etats-Unis à réaffirmer leurs intentions, pour la première fois depuis trois ans.

Sur le plan militaire, tandis que le quatrième front, ouvert vendredi 22 juillet par Téhéran, dans le Kurdistan irakien, paraît se stabiliser, l'Irak a indiqué mardi que, d'après ses renseignements, « l'Iran s'apprête à lancer une attaque dans la région de Mandali », à 125 kilomètres au nord-est de Bagdad, région où de violents combats s'étaient déroulés ces derniers mois. - (A.F.P., Reuters, A.P.)

• Attentat contre des gardes-frontières israéliens au Sud-Liban. - Trois militaires israéliens, d'une unité des gardes-frontières, ont été légèrement blessés, lundi 25 juillet, lorsqu'une charge télécommandée n'expla à proximité de leur véhicule sur une des routes menant vers Baïda, au Sud-Liban, a annoncé mardi le porte-parole militaire israélien. - (A.F.P.)

déclare M. François Mitterrand,
à l'issue d'une visite dans la banlieue parisienne

Nouveau



TENNIS

PARIS : Ptes d'Orléans
d'Ivry, Chapelle
Pt Neuilly - 16*

STAGES
LONGUE DURÉE
1h/Semaine - 4 Mois
TOUS NIVEAUX
Adultes - Enfants
tennis-action
734.36.36.
équipe de Paris

UN AN APRÈS L'ACCIDENT DE BEAUNE

A qui la faute ?

L'enquête judiciaire confiée à M. Jean-François Perrin, juge d'instruction au tribunal de Dijon, sera sans doute close à l'automne prochain. Actuellement, deux personnes ont été inculpées le 29 juin dernier : M. Jean Boutz, le transporteur de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), poursuivi pour homicides et blessures involontaires, et M. Antoine Ahu, le chauffeur du premier car, contre qui le même chef d'accusation a été retenu ainsi que celui de défaut de maîtrise.

Que reproche-t-on à ces deux hommes qui n'ont pas encore été entendus sur le fond par le magistrat instructeur ? C'est sur la foi du rapport des experts qui a été remis aux autorités judiciaires le 24 mai que les inculpations ont été prononcées. Un rapport très technique qui a permis d'établir que le deuxième car, celui dans lequel ont péri carbonisés les quarante-quatre enfants de la région de Crépy-en-Valois, avait un système de freinage défectueux. Ce véhicule, construit en Allemagne en 1969 et importé en 1976, avait cependant été régulièrement contrôlé par le service des mines. Il est toutefois établi que son chauffeur, Joseph Nonnet, qui a péri dans l'accident, n'a commis aucune faute.

En revanche, il est reproché au conducteur du premier car, M. Antoine Ahu, employé occasionnel de la société Boutz, un défaut de ma-

trise de son véhicule. Il aurait dû freiner plus rapidement, ont estimé les experts, en voyant les feux du car allemand qui le précédait s'allumer à plusieurs reprises. Il a donc légèrement tamponné celui-ci. Le chauffeur du second car, Joseph Nonnet, n'a rien pu faire, de même que les conducteurs des voitures, une 2 CV et une GS, qui se trouvaient entre les deux. La 2 CV a crevé le réservoir de la GS. L'embrasement a été immédiat.

Pas de cause unique

La propagation extrêmement rapide du feu a été sans aucun doute facilitée par les matériaux utilisés pour le revêtement intérieur du car. Des matériaux qui réduisent encore les chances de survie, car leur combustion dégage des gaz très toxiques. Une autre expertise est en cours concernant l'incendie qui a ravagé les véhicules accidentés. Les conclusions en seront connues au début de l'automne.

En l'état actuel de l'enquête, il est maintenant établi de façon formelle que les deux cars ne roulaient pas à une vitesse excessive (entre 80 et 90 km/h). Si les disques chronométriques (mouchards) ont été détruits par le feu, celui du car allemand a pu être analysé. Il indique une vitesse oscillant entre 90 et 100 km/h.

Reste à déterminer les causes du ralentissement à l'origine du carambolage. L'« entonnoir » de Beaune, c'est-à-dire le rétrécissement de trois à deux voies de la chaussée à 2300 m en aval de l'accident, en est sans doute la raison essentielle, mais pas unique. Il y a également eu l'incident provoqué par une petite remorque attelée à une voiture dont l'attelage s'était brisé. Et enfin, la pluie. Une conjonction d'éléments qui, isolés, n'étaient pas déterminants, mais qui, réunis, ont provoqué une catastrophe. Aucune faute n'a, en tout cas, été relevée dans le flux de circulation en aval de l'accident. Reste à savoir s'il est vrai qu'un véhicule de balisage destiné à prévenir les conducteurs de l'existence du ralentissement a quitté son emplacement sur la bande d'arrêt d'urgence quelques minutes avant le drame.

En fait, les circonstances de cet accident unique par ses conséquences sont banales et classiques. Son ampleur aurait été considérablement réduite si l'extension du feu n'avait pas été aussi soudaine et avait laissé quelques minutes aux enfants pour échapper aux vapeurs toxiques mortelles. C'est sans doute dans le domaine des matériaux d'habillage des carcasses de cars qu'il faut voir la législation actuelle.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Les indemnités : plus de 1 million et demi de francs

L'accident de Beaune avait fait cinquante-trois victimes. Parmi les occupants des autocars, quarante-quatre enfants, deux moniteurs et deux conducteurs avaient été tués.

Le 3 août 1982, trois jours après le drame, l'U.I.A.P., association de responsabilité des deux autocars, versait une provision de 2 000 F à chaque enfant survivant pour permettre la reconstruction des trousseaux. Le même jour, une provision pour frais d'hébergement de 10 000 F était versée aux familles des instituteurs victimes de la collision. La compagnie prenait aussi à sa charge les obligations des quarante-quatre enfants (900 000 F).

Se pose ensuite le problème de l'indemnisation des vingt-deux familles touchées par le drame. Outre de ces familles ont été indemnisées transactionnellement, et une cinquantaine, plus récemment, ac-

cepté cette procédure. En revanche, dix-sept autres se sont groupées dans une association de défense des intérêts matériels et moraux des familles des victimes de l'accident. Celle-ci, le 27 mai dernier, a assigné l'association, la colonie de vacances et la caisse d'allocation familiale devant le tribunal de grande instance de Sens. Pour préjudice matériel et moral, l'association réclame 150 000 à 200 000 F par parent et par enfant, 75 000 F par frère ou sœur et par enfant, 50 000 F par grand-parent et par enfant.

L'U.I.A.P. estime que si ces indemnités devaient être acceptées par le tribunal, « le préjudice des familles de l'accident serait très largement compensé ». Au 26 mai dernier, la compagnie avait versé 1 587 000 F aux victimes ou à leurs familles.

A CRÉPY-EN-VALOIS

Le deuil et la rumeur

Crépy-en-Valois. — Sur la dalle de béton, quarante-quatre plaques de marbre. Chacune d'elles porte un nom, un prénom, un âge, gravés en lettres d'or. Ici, à même la dalle, simple cube de granit poli, une inscription : « A nos enfants — 31 juillet 1982 ». Là, trois visages d'adolescents espiègles, comme autant d'éclats de douleur saisis dans la pierre et le marbre. Plus loin, près du la haie de troènes qui borde le mémorial, cette phrase : « Le temps passe, le souvenir reste. »

Le souvenir reste... Un an après, Crépy-en-Valois n'a rien oublié. En quittant le cimetière posé au milieu des champs de blé, on aperçoit l'effacement de l'effacement d'une ville meurtrie à ces desirs brisés, une nuit, sur le route des vacances. Impossible hélas : il régit sur ce chef-lieu de trois mille habitants un climat ambigu, malsain, que trahissent les sous-entendus, les fausses confidences et les vraies allusions.

« Après le drame, un voile de deuil a couvert la ville pendant plusieurs semaines », confie la gouvernante du presbytère Saint-Denis. « Exact », assure M. Jean-Michel Sinet, président du groupement des commerçants, un immense élan de solidarité a mobilisé Crépy, mais après... »

Comme chaque mercredi, le marché a pris ses quartiers place de la République. « Ça ne s'efface pas, jamais », affirme une Crépynoise. Bien sûr, la vie reprend son cours. Pour nous en tout cas, mais pour les familles... » Très vite pourtant, au hasard des échos, la compassion cède la place. Dans les propos, perce la rancœur. Les uns se disent « indignés » par le comportement de certains parents. Des anecdotes sordides circulent, venues ou non de l'été. Vrai ou faux ? Comment expliquer, un an après, cette atmosphère parfois délétère et ces accusations contre des familles

De notre envoyé spécial

endeuillés qu'un soupçon d'avoir tiré un bénéfice financier du drame ? Mme Ginette Bérhamel, adjointe aux affaires sociales, dément sans doute un élan de réponse. « Les parents ? Il s'agit pour la plupart de gens à problèmes », explique-t-elle, connus de nos services bien avant l'accident, peu habitués à gérer d'importantes sommes d'argent. D'origine modeste, souvent endettés, ils n'ont pu maîtriser un soudain afflux de ressources, consacrant les aides et autres indemnités à des achats jugés « choquants » par de nombreux Crépynois. Consciente de cet écueil, la municipalité a tenté de privilégier les secours d'urgence, au coup par coup : bons d'achat, règlement de loyers, relogement de familles démunies.

L'argent et la politique

Aucun doute, le clivage social a creusé la malentendu. « Vous savez, avoue un commerçant du centre-ville, on ne fréquente pas ces gens-là, on les connaît mal ». Comment pourrait-on parler le même langage, alors qu'on ne vit pas sur la même planète ?

Au sud-est de Crépy se dressent les H.L.M. de la Sablonnière et de l'avenue Kennedy. A deux pas du lycée Robert-Desnos, aux lignes futuristes, subsiste un lotissement vétuste. C'est là qu'habitent M. et Mme Syx. Quatre de leurs six enfants ont péri dans l'accident. « Les gens causent beaucoup », admet Jacky, le père, mais il faut laisser dire, même si ça fait mal. La plus dure, c'est quand on sort avec les copains et leurs enfants. Et puis, des fois, on met huit assiettes sur la table... »

Comme les Syx, la famille Guillot a été durement éprouvée.

Marc a perdu quatre enfants, son frère Jean-Louis, trépassé. Aujourd'hui, celui-ci s'apprête à déménager. « Pour changer d'air », explique-t-il avec un pâle sourire. Minutieusement, il retrace la terrible journée : l'appel téléphonique à 6 heures du matin, l'attente angoissée, à la maison, la liste des photographes des survivants, où ne figurent ni Angélique, ni Jérôme, ni Virginie. « Je me pose des questions », confie M. Guillot. Est-ce qu'il dormait au moment de l'accident ? C'est ça que je voudrais savoir. »

Face à ces propos, que valent les « qu'en-dira-t-on » encore alourdis par le contexte électoral. « Le maire a été victime de sa discrétion », s'indigne M. Sinet. Le travail en profondeur, c'est lui. Certains l'ont accusé de passivité, alors qu'il voulait simplement couper court aux soupçons de rumeur. Adjoint, le président de l'union des commerçants accuse. Selon lui, le conseiller général communiste de Crépy cherche à « monter » l'association de défense des familles des victimes contre la municipalité. L'argent, et maintenant la politique.

Premier magistrat de la localité depuis trente ans, le docteur Michel Dupuy (opposition) reste sévère. « La ville est profondément traumatisée », affirme-t-il, mais on ne peut pas changer le genre humain. Pensons simplement au chagrin des familles. Voilà pourquoi la cérémonie du 31 juillet sera sobre et digne : un office religieux, un moment de recueillement devant le mémorial. Au même moment, une plaque sera dévoilée au funérarium de Beaune, en présence d'une délégation municipale.

Crépy-en-Valois verra mourir ? Sans aucun doute. Faut-il pour autant ajouter aux blessures que le temps n'efface pas la gangrène de l'incompréhension ?

VINCENT HUGUEUX.

L'alcool, les motos et les poids lourds visés par M. Fiterman

(Suite de la première page.)

La limitation, au stade de la construction, de la vitesse des véhicules d'un poids supérieur à 10 tonnes.

A partir du 1^{er} octobre prochain, les véhicules présentés à la réception par type au service des mines devront satisfaire à cette nouvelle exigence.

Pour les véhicules neufs de transport en commun, le limiteur de vitesse deviendra obligatoire le 1^{er} janvier 1984, et pour les autres poids lourds le 1^{er} octobre suivant. La commission des Communautés européennes, à l'issue de quelques semaines, recommandera l'adoption dans toute la C.E.E. de limiteurs de vitesse pour les poids lourds.

La sécurité routière n'est plus seulement une affaire de technocrates

En matière de sécurité routière, rien n'est jamais acquis. On le sait trop bien au ministère des transports, où les derniers statistiques sur les accidents de circulation, pour encourager ceux qu'elles soient (35 % de tués de moins qu'en 1982 à la Pentecôte : 15 % de moins pour l'ensemble du mois de mai), ne suffisent pas à rassurer. Pourtant, c'est vrai, les chiffres des victimes de la route baissent de façon significative (5 %) depuis près d'un an, très précisément depuis août 1982. Faut-il y voir une quelconque manifestation du « syndrome de Beaune » ?

Préoccupés par l'hécatombe routière et ses conséquences sur le pays (deux cent quatre-vingt-sept mille morts depuis 1960, un coût annuel de 80 milliards de francs pour la collectivité), la perspective que, parmi les enfants qui naissent aujourd'hui, un sur six sera tué ou blessé gravement, les pouvoirs publics n'avaient pas attendu cette catastrophe pour rechercher les moyens d'enrayer le cours des choses, même si le choc psychologique du 31 juillet 1982 permit d'aller plus vite.

QUELLE ERREUR de vendre séparément ses meubles anciens et ses meubles modernes ! Au DEPOT VENTE DE PARIS - le spécialiste des successions - 81, rue de Lagny (204) tél. 372.13.91, vous obtiendrez le meilleur prix total des meubles anciens ajoutés à votre électro-ménager, vos matelas, living, livres et autres bibelots modernes.

D'ailleurs, une nouvelle réglementation sur le transport en commun de personnes, traitant de la construction, de l'utilisation et du contrôle technique des autocars, était annoncée moins d'un mois avant l'accident (arrêté du 2 juillet 1982). Par la suite, M. Charles Fiterman envoyait aux commissaires de la République des instructions relatives à la réglementation du travail et de sécurité applicable aux transports d'entreprises, tandis que le conseil des ministres du 4 août décidait d'étendre aux véhicules de transport en commun l'obligation déjà faite aux poids lourds de s'arrêter, sur autoroute, que les deux voies de droite de la chaussée. Puis allait être annoncée l'interdiction faite aux autocars de circuler pendant les deux jours les plus « chauds » de l'été 1983, les 29 et 30 juillet. Mise à contribution, la S.N.C.F. proposait des solutions alternatives pour le transport des enfants vers les colonies de vacances.

La rigueur ne devait pas frapper seulement les autocars. Comme eux, les camions de plus de 10 tonnes mis en service à partir de l'an prochain devront être équipés, à la construction, d'un dispositif de limitation de leur vitesse maximale. Et tous les véhicules, légers ou lourds, sont concernés par les restrictions de vitesse par temps de pluie édictées à l'automne dernier.

L'action directe — que complète une campagne de réorption des « points noirs » — s'est accompagnée d'un travail d'analyse et de réflexion.

Chargé par M. Fiterman d'une enquête sur l'accident de Beaune, le ministre des transports a confié à M. René Vaquier, conseiller-maître à la Cour des comptes, président du conseil supérieur des transports, remettait, un mois plus tard, un rapport d'un centaine de pages se terminant par soixante-six propositions, qui concernaient aussi bien les infrastructures autoroutières, l'organisation des secours et la surveillance de la circulation que les caractéristiques des véhicules et la qualification des conducteurs de poids lourds ou de véhicules légers.

Un autre groupe de travail, confié à M. Pierre Muret, directeur de la sécurité et de la circulation routière au ministère des transports, vient de son côté de rendre un rapport de trois cent cinquante-quatre pages sur « la sécurité liée à la circulation des poids lourds ».

Parallèlement se poursuit une réflexion sur une réforme du permis de conduire susceptible de procurer aux automobilistes une formation plus complète et plus rationnelle : le ministère des transports souhaiterait en particulier substituer à la préparation actuelle des conducteurs, trop brève et trop sommaire, une formation étendue dans le temps qui pourrait commencer dans le cadre scolaire (avec la possibilité de déduire, à partir de seize ans, d'une « licence d'apprentissage » dominant le droit de s'exercer, sous surveillance, à la conduite) et s'étendre au-delà du permis pour déboucher sur une certaine approche de formation continue.

On pourrait certainement faire davantage sur d'autres éléments de la sécurité routière. Une réglementation de la circulation plus pertinente et plus simple serait sans doute mieux observée, et en tout cas plus facile à faire respecter. Une « dépenalisation » des infractions les plus bénignes, qui représentent plus de 80 % des affaires contentieuses dont la justice a à connaître, permettrait aux magistrats d'accorder toute leur attention aux cas les plus graves.

La signalisation routière pourrait être adaptée à l'époque, et surtout débarrassée de ses surabondances et de ses incohérences. Un contrôle systématique des véhicules aboutirait à l'élimination ou à la remise en état des plus dangereux (on les estime à 1 million d'unités)...

Mobilisation sociale

Toutefois, les pouvoirs publics ont aussi conscience qu'une multiplication d'actions plus ou moins spectaculaires, mais dispersées, ne suffit pas. Une étude de l'organisme national de sécurité routière (Onser) a montré que l'impact des mesures de sécurité prises isolément est extrêmement variable. Si l'obligation du port de la ceinture de sécurité, relativement bien respectée, a permis d'éviter 33 930 tués entre 1973 et 1981, en revanche, les limitations de vitesse ont commencé à être massivement transgressées deux ans après leur adoption, et la loi qui l'alcoolémie au volant seulement neuf mois après.

Si l'on veut aller au-delà des résultats déjà obtenus (27 % de tués en moins de dix ans, mais les résultats stagnent depuis 1979), si l'on veut voir la France quitter le peloton de tête, de l'insécurité routière (250 tués par million d'habitants contre 214 en R.F.A., 160 en Italie, 110 en Grande-Bretagne), si l'on veut, comme s'y est engagé le gouvernement, réduire d'un tiers en cinq ans le taux de mortalité sur les routes, il faut aller bien au-delà des actions ponctuelles.

Le comité interministériel de la sécurité routière en est conscient qui propose à la fois une « mobilisation sociale » face au fléau, c'est-à-dire une prise de conscience quotidienne par tous les usagers, et non plus seulement les spécialistes, de la réalité de l'accident de la route, et une « prise en charge locale » des programmes de sécurité routière.

De cette double préoccupation sont nées trois initiatives : — le programme REAGIR (Réagir par des enquêtes sur les accidents graves et des initiatives pour y remédier). Désormais chaque accident mortel fait l'objet d'une enquête administrative et technique destinée à mieux cerner les circonstances dans lesquelles il a eu lieu et à en prévenir la reproduction par des actions correctrices spécifiques réalisées sur place ; — les contrats de sécurité routière. L'Etat aide financièrement les départements et les villes de plus de 50 000 habitants dans la réalisation de programmes susceptibles de ré-

duire de 10 % chaque année le nombre de tués dans leurs limites géographiques ;

— les programmes départementaux de sécurité routière. A tout effort consenti par un département pour améliorer son réseau routier local (à condition qu'il représente en valeur au moins 10 % de l'ensemble de son budget routier) l'Etat répond par un effort parallèle sur les routes nationales dans ce département.

Et l'action sur le conducteur ? Il serait illusoire de penser améliorer valablement la sécurité routière sans agir sur ce facteur autrement que par la stricte répression. Le comité interministériel pour la sécurité routière y a pensé. Il élabore en ce moment une « doctrine du contrôle du comportement de l'usager » qui vise à « rechercher un juste équilibre entre la prévention et la répression » et à « définir de nouvelles méthodes d'intervention, mieux adaptées au rythme de la circulation moderne et surtout mieux comprises et admises par la population ».

De même, le comité cherche une stratégie de communication en matière de sécurité et de circulation routière qui favoriserait l'adhésion des usagers aux objectifs gouvernementaux et ferait appel à la responsabilité des différentes catégories d'usagers.

Faire comprendre que l'automobile n'est pas un jouet mais un outil : vaste programme...

JAMES SARAZIN.

TWA vers et à travers les USA

Nouveau

Moins de 14 jours aux USA ? Gagnez plus de 2000 F avec TWA.

Si vous partez à New York pour 7 jours minimum, TWA vous fait économiser 2150 F* Nouveau tarif aller-retour Paris - New York : 4.950 F. Le compte est bon.

Vous plaire nous plaît

* Tarif normal Economie : 7100 F A/R. Tarif loisirs : (14/60 j) 3820 F A/R.



SOCIÉTÉ

Un insoumis obstiné

Le combat de Jean-Pierre Mounin, cet insoumis qui, depuis avril 1978, symbolisait avec quelques autres un refus radical de l'armée, a pris fin le mardi 26 juillet. « Pierre » - tel est son nom dans la clandestinité - a finalement été jugé par les autorités militaires inaptes au service national.

Arrêté deux fois, il avait déserté deux fois, avant de sortir volontairement de la clandestinité à la veille du vote de la loi d'amnistie de 1981. L'oubli ne valait que pour le passé, une nouvelle feuille de route l'appela à rejoindre l'armée. Il n'en fit rien et fut arrêté à nouveau le 16 juillet à Phalsbourg, en Moselle, lors d'un contrôle de routine, alors qu'il revenait d'une fête de squatters en Allemagne. Immédiatement, une riposte s'organisa et ses amis défilèrent, nus, sur les Champs-Élysées pour protester contre son arrestation. Ainsi se trouvait posé pour la première fois avec éclat le cas des insoumis amnistiés.

Une double surprise

La surprise aura été double : on apprit tout d'abord le lundi 25 juillet que M. Migayron, juge d'instruction chargé de son dossier, avait remis Jean-Pierre Mounin en liberté provisoire en attendant son procès, une pratique que les différents tribunaux militaires ignoraient absolument. Quelques heures plus tard, il était arrêté par la gendarmerie et remis à la préfecture, les autorités militaires décidant pour finir de réformer celui qui leur avait tenu tête depuis cinq ans.

Le sort de Jean-Pierre Mounin, à la mobilisation qu'il a suscitée ne doit pas faire oublier qu'il a été souvent, depuis le remplacement des tribunaux militaires par les juridictions ordinaires, les insoumis sont condamnés, pour refus d'obéissance, à des peines souvent plus sévères qu'autrefois - généralement de 16 à 18 mois d'emprisonnement ferme (voir le dossier très complet constitué à ce sujet par les Éditions Avis de recherche, B.P. 53, 75861 Paris Cedex 18).

NICOLAS BEAU.

APRÈS L'ATTENTAT D'ORLY

Dix Arméniens étrangers sont assignés à résidence dans le sud de la France

Une explosion, une garde à vue, dix assignations à résidence : telle était la situation, mercredi 27 juillet au matin, sur le « front arménien », dix jours après l'attentat d'Orly-Sud (sept morts, cinquante-cinq blessés) revendiqué par l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA).

Une explosion d'origine criminelle a endommagé, vers 4 heures du matin, mercredi 27 juillet, le centre culturel arménien d'Alfortville (Val-de-Marne), ville dont M. Joseph Franceschi (P.S.), secrétaire d'État à la sécurité publique, est le maire. L'engin explosif avait été déposé devant la porte du centre culturel, situé 9, rue de Madrid. Des fenêtres ont été brisées et une partie de la toiture endommagée mais il n'y a eu de dégâts à l'intérieur des locaux.

L'enquête a été confiée à la brigade criminelle. M. Franceschi s'est rendu sur place. En fin de matinée, mercredi, cet attentat n'avait toujours pas été revendiqué.

Le centre culturel arménien d'Alfortville, dont la directrice est M^{me} H. Krivianian, a été créé en 1976.

Interpellé, mardi 26 juillet, à Paris, M. Jean-Marie, dit Ara, Toranian, l'un des dirigeants en France du Mouvement national arménien (M.N.A.), dont il est le porte-parole, était toujours entendu à titre de témoin par la brigade criminelle mercredi matin. Les enquêteurs, qui ont procédé à une perquisition à son domicile ainsi qu'au siège du journal du M.N.A., *Hay Baykar*, agissaient en exécution d'une commission rogatoire délivrée par M. Serge Samuel, juge d'instruction au tribunal de Créteil, chargé de l'information ouverte après l'attentat d'Orly-Sud, dans laquelle sont déjà inculpés et écroués onze personnes.

Au Quai des Orfèvres, on se refusait à toute déclaration sur le sort de M. Toranian. Il semble toutefois que le porte-parole du M.N.A. ait été mis en cause par l'un des inculpés pour des faits remontant à 1981. Selon le M.N.A., cette interpellation est « une manœuvre d'intimidation envers les Arméniens français et un moyen de neutraliser le porte-parole d'un mouvement qui s'est montré insaisissable sur les menaces d'expulsion ».

Le M.N.A., créé en 1976 et qui s'appelle à l'origine Libération arménienne, avait affiché, jusqu'en 1982, des positions proches de celles de l'ASALA. Par la suite, il devait s'en éloigner. Au lendemain de l'attentat d'Orly-Sud, M. Toranian avait condamné cette action dans son principe tout en indiquant qu'elle était commise par une « stratégie du désespoir ».

Dix des onze étrangers - Turcs ou Iraniens - d'origine arménienne menacés d'expulsion après leur

interpellation par la police au lendemain de l'attentat d'Orly-Sud ont été assignés à résidence dans la soirée du 26 juillet. Cinq d'entre eux, sur lesquels pèsent des soupçons sérieux, seront plus particulièrement surveillés et ont été assignés à résidence en Dordogne ou dans le Rhône. Les cinq autres ont été répartis dans l'Ardèche, l'Aveyron, le Cantal, la Lozère et la Tarn-et-Garonne. Une jeune femme, de nationalité turque, a été remise en liberté. L'assignation à résidence, à l'issue du délai légal de six jours qu'avait le ministre de l'Intérieur pour statuer sur leur sort, ne préjuge pas de leur expulsion éventuelle. Les cas individuels, ainsi que le choix du pays d'accueil, seraient toujours à l'étude, précise-t-on de source sûre.

Enfin, l'Arménien de nationalité turque arrêté vendredi 27 juillet à Almeto (Pays-Bas) a été formellement reconnu par un témoin comme étant l'assassin du diplomate turc abattu le 14 juillet à Bruxelles. Gail Huan, qui devait être extradé vers la Belgique dans deux ou trois jours, est accusé d'avoir tué de deux balles de revolver tirées à bout portant Ursun Askoy, diplomate turc en poste à Bruxelles. L'attentat avait été revendiqué par l'ASALA.

Chiens de guerre...

Washington (A.P.). - Le secrétaire américain à la défense, M. Casper Weinberger, a ordonné mardi 26 juillet de s'opposer à un projet prévoyant des tir à balle sur des chiens qui étaient envoyés pour l'étude des blessures et l'entraînement de médecins militaires.

Cette décision a été annoncée par un bref communiqué d'une phrase. Elle fait suite à la publication par le *Washington Post* d'un article affirmant que le Pentagone avait l'intention d'ouvrir un champ de tir dans une école militaire du Maryland, où des chiens, préalablement anesthésiés, auraient servi de cibles. Blessés par des armes puissantes, ils devaient ensuite être examinés par des médecins qui se seraient ainsi entraînés à soigner des blessures similaires à celles rencontrées dans les combats.

« Le secrétaire à la défense a ordonné qu'aucun chien ne soit blessé par des armes expérimentales médicales ou l'entraînement du département de la défense », indique le communiqué.

Le laboratoire de la blessure, selon son appellation officielle, devait être ouvert le mois prochain.

LA SITUATION EN CORSE

Les répliques de la famille Orsoni

Correspondance

Bastia. - L'affaire Orsoni a pris un tour nouveau. Alors que la Consulte des comités nationalistes (C.C.N.) limite désormais ses prises de position, c'est la famille Orsoni elle-même qui est sortie de son silence par l'intermédiaire de ses avocats d'abord (*le Monde* du 21 juillet) puis par une « mise au point » de M. Roger Orsoni, l'oncle du disparu, qui apparaît comme l'un des personnages-clés de l'affaire. Celui-ci a annoncé son intention de porter plainte pour diffamation contre certains organes de presse. Il affirme qu'il n'a aucun lien avec le « gang de Propriano et de Porto-Vecchio » dont certains membres, actuellement sous verrou ou en fuite, sont soupçonnés d'être impliqués dans la disparition et sans doute l'assassinat du jeune militant nationaliste.

M. Roger Orsoni qualifie aussi d'« invention » la tentative d'enlèvement dont il aurait été l'objet deux jours avant celui de Guy Orsoni. Il conteste aussi l'hypothèse de la « méprise » estimant que les « coxistes » de son neveu seraient en l'enlèvement ou le tuer facilement. Il met en cause, enfin, certaines déclarations des commissaires Broussard et Mancini, notamment sur le fait qu'il n'a

dit-il, « jamais reçu aucune communication » de la police. Au cabinet de M. Broussard on n'accorde guère de crédit aux déclarations de M. Orsoni qui, cependant, est convoqué par le juge d'instruction pour mercredi 27 juillet. M. Orsoni s'est rendu au palais de justice escorté par quatre amis armés de fusils de chasse...

A Vico, dans l'entourage de la famille Orsoni, on se prépare pour l'inauguration, le 6 août, d'une nouvelle plaque commémorative qui devrait être apposée au même endroit que la précédente qui, signée du F.L.N.C., avait été retirée le 20 juillet par la police. Une crêpe noire avait ensuite été posée sur le mur de la propriété des Orsoni, avec ce texte brodé : « Guy Orsoni, martyr du peuple corse assassiné par l'État français ». La famille a refusé ce crêpe noir. Cependant, on laisse entendre du côté des pouvoirs publics qu'une nouvelle plaque reprendrait le texte « injurieux et diffamatoire à l'égard du gouvernement de la République » ne saurait être tolérée. On pourrait donc s'acheminer, le 6 août, vers une épreuve de force, des nationalistes extrémistes étant décidés à en découdre.

DOMINIQUE ANTONI.

FAITS ET JUGEMENTS

Expertises après la mort de deux jeunes motards

Une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Versailles pour recherche des causes de la mort de deux jeunes motocyclistes survenue le 10 juillet dans cette ville vers 1 heure 30 du matin. Les deux victimes, Michel Jeannot, vingt-quatre ans, pilote de la moto et son passager Michel Pelotier, vingt-sept ans, avaient été pris en chasse par une voiture banalisée de la police pour avoir « brûlé » un feu rouge et ne pas avoir porté de casque.

Selon les policiers, seuls témoins jusqu'à présent, la moto aurait, au cours de la poursuite, manqué un virage à l'angle de l'avenue des États-Unis et de la rue du général Pershing à Versailles, et heurté un tour, sans que le véhicule qui la poursuivait ne l'ait gênée. Les parents de Michel Jeannot se montrent sceptiques et pensent que des personnes qui auraient été témoins des faits pourraient contribuer à leur exacte reconstitution.

Il leur vaudrait que leur fils, mort avant, connaissait bien le virage où s'est produit l'accident mortel. En outre, le jeune homme, selon eux, n'avait rien à redouter de la police, la moto sur laquelle il se trouvait étant un véhicule mis à sa disposition par l'entreprise de serrurerie où il était employé.

M^{me} Elisabeth Watelot, juge d'instruction chargée du dossier, a désigné des experts pour examiner les véhicules en cause.

Après les déclarations de M. Chirac sur les « clandestins », la Fédération des travailleurs agricoles en France (FETA), qui regroupe une dizaine d'associations de travailleurs agricoles, estime que les déclarations de M. Chirac faites le 13 juillet (*le Monde* du 15 juillet) sur l'immigration clandestine « ne peuvent que réveiller des sentiments racistes à l'égard de la seule population immigrée « typée », noire et maghrébine ».

Il est dangereux, sous prétexte de lutte contre la clandestinité, de transformer, aux yeux d'une opinion publique mal informée, tous les immigrés africains en éléments délinquants », a déclaré lors d'une conférence de presse le président de la Fédération M. Kitchi-Koumba.

SCHILZ
SELLER

Sacs exclusifs
Bijoux sport - Fourrures
Gants - Porte-Document
BAGAGES DE QUALITÉ
CAMELUX D'ENTREPRISES
BAGAGES

ET
Son parfum
BALZANES TROIS
30, RUE CAUMARTIN
Tél. 238.48.48
parking gratuit
7, RUE CAUMARTIN

SPORTS

CYCLISME

LE GENOU D'HINAULT

Bernard Hinault qui effectuait sa rentrée après son abandon dans le tour du Luxembourg, provoqué par une tendinite au genou droit (*le Monde* daté 19-20 juin), a dû à nouveau renoncer, mardi 26 juillet, après 100 kilomètres de course dans le critérium de Callac (Côte-d'Or-Nord). « Je me suis entraîné comme il le fallait, a indiqué le champion français, mais, au bout de 50 kilomètres, j'ai commencé à avoir des douleurs ».

Interrogé par *Antenne 2*, Hinault a annoncé son intention de se faire opérer. « Le seul moyen de savoir, c'est d'inciser, a-t-il dit. La décision de me faire opérer, la plus tôt possible, est prise. Si on n'opère pas, j'arrête le vélo. Je ne peux pas continuer dans de telles conditions ».

Au cours de cet entretien, Bernard Hinault, qui est âgé de vingt-huit ans, n'a pas dissimulé ses appréhensions à propos de sa participation au championnat du monde, désormais compromise, et de la suite de ses activités sportives. Il n'exclut pas l'arrêt définitif de la compétition.

« Si ça continue comme ça, je ne pourrai pas être au championnat du monde. J'ai toujours dit que je ne finirais pas comme un échappé. Je n'ai donc pas envie d'aggraver mon mal. Si cela ne va pas mieux après l'opération, je pense qu'il n'y aura pas de choix. Il faudra penser à la reconversion et savoir s'arrêter avant que le mal ne soit trop important ».

ATHLÉTISME

TRENTE-SIX FRANÇAIS AUX CHAMPIONNATS DU MONDE

Jean Picotini, directeur technique national de l'athlétisme, a communiqué, mardi 26 juillet, les listes des trente-six Français qui participent, du 7 au 14 août à Helsinki, aux premiers championnats du monde d'athlétisme.

HOMMES

100 mètres : Richard. 200 mètres : Boussemart. Patrick Barré. 400 mètres : Richard. Boussemart. 800 mètres : Cani. 1.500 mètres : Cani. 2.000 mètres : Pelotier. 3.000 mètres : Pelotier. 4.000 mètres : Pelotier. 5.000 mètres : Pelotier. 10.000 mètres : Pelotier. 15.000 mètres : Pelotier. 20.000 mètres : Pelotier. 30.000 mètres : Pelotier. 40.000 mètres : Pelotier. 50.000 mètres : Pelotier. 100.000 mètres : Pelotier. 200.000 mètres : Pelotier. 400.000 mètres : Pelotier. 800.000 mètres : Pelotier. 1.600.000 mètres : Pelotier. 3.200.000 mètres : Pelotier. 6.400.000 mètres : Pelotier. 12.800.000 mètres : Pelotier. 25.600.000 mètres : Pelotier. 51.200.000 mètres : Pelotier. 102.400.000 mètres : Pelotier. 204.800.000 mètres : Pelotier. 409.600.000 mètres : Pelotier. 819.200.000 mètres : Pelotier. 1.638.400.000 mètres : Pelotier. 3.276.800.000 mètres : Pelotier. 6.553.600.000 mètres : Pelotier. 13.107.200.000 mètres : Pelotier. 26.214.400.000 mètres : Pelotier. 52.428.800.000 mètres : Pelotier. 104.857.600.000 mètres : Pelotier. 209.715.200.000 mètres : Pelotier. 419.430.400.000 mètres : Pelotier. 838.860.800.000 mètres : Pelotier. 1.677.721.600.000 mètres : Pelotier. 3.355.443.200.000 mètres : Pelotier. 6.710.886.400.000 mètres : Pelotier. 13.421.772.800.000 mètres : Pelotier. 26.843.545.600.000 mètres : Pelotier. 53.687.091.200.000 mètres : Pelotier. 107.374.182.400.000 mètres : Pelotier. 214.748.364.800.000 mètres : Pelotier. 429.496.729.600.000 mètres : Pelotier. 858.993.459.200.000 mètres : Pelotier. 1.717.986.918.400.000 mètres : Pelotier. 3.435.973.836.800.000 mètres : Pelotier. 6.871.947.673.600.000 mètres : Pelotier. 13.743.895.347.200.000 mètres : Pelotier. 27.487.790.694.400.000 mètres : Pelotier. 54.975.581.388.800.000 mètres : Pelotier. 109.951.162.777.600.000 mètres : Pelotier. 219.902.325.555.200.000 mètres : Pelotier. 439.804.651.110.400.000 mètres : Pelotier. 879.609.302.220.800.000 mètres : Pelotier. 1.759.218.604.441.600.000 mètres : Pelotier. 3.518.437.208.883.200.000 mètres : Pelotier. 7.036.874.417.766.400.000 mètres : Pelotier. 14.073.748.835.532.800.000 mètres : Pelotier. 28.147.497.671.065.600.000 mètres : Pelotier. 56.294.995.342.131.200.000 mètres : Pelotier. 112.589.990.684.262.400.000 mètres : Pelotier. 225.179.981.368.524.800.000 mètres : Pelotier. 450.359.962.737.049.600.000 mètres : Pelotier. 900.719.925.474.099.200.000 mètres : Pelotier. 1.801.439.850.948.198.400.000 mètres : Pelotier. 3.602.879.701.896.396.800.000 mètres : Pelotier. 7.205.759.403.792.793.600.000 mètres : Pelotier. 14.411.518.807.585.587.200.000 mètres : Pelotier. 28.823.037.615.171.174.400.000 mètres : Pelotier. 57.646.075.230.342.348.800.000 mètres : Pelotier. 115.292.150.460.684.697.600.000 mètres : Pelotier. 230.584.300.921.369.395.200.000 mètres : Pelotier. 461.168.601.842.738.790.400.000 mètres : Pelotier. 922.337.203.685.477.580.800.000 mètres : Pelotier. 1.844.674.407.370.955.161.600.000 mètres : Pelotier. 3.689.348.814.741.910.323.200.000 mètres : Pelotier. 7.378.697.629.483.820.646.400.000 mètres : Pelotier. 14.757.395.258.967.641.292.800.000 mètres : Pelotier. 29.514.790.517.935.282.585.600.000 mètres : Pelotier. 59.029.581.035.870.565.171.200.000 mètres : Pelotier. 118.059.162.071.741.130.342.400.000 mètres : Pelotier. 236.118.324.143.482.260.684.800.000 mètres : Pelotier. 472.236.648.286.964.521.369.600.000 mètres : Pelotier. 944.473.296.573.929.042.739.200.000 mètres : Pelotier. 1.888.946.593.147.858.085.478.400.000 mètres : Pelotier. 3.777.893.186.295.716.170.956.800.000 mètres : Pelotier. 7.555.786.372.591.432.341.913.600.000 mètres : Pelotier. 15.111.572.745.182.864.683.827.200.000 mètres : Pelotier. 30.223.145.490.365.729.367.654.400.000 mètres : Pelotier. 60.446.290.980.731.458.735.308.800.000 mètres : Pelotier. 120.892.581.961.462.917.470.617.600.000 mètres : Pelotier. 241.785.163.922.925.834.941.241.200.000 mètres : Pelotier. 483.570.327.845.851.669.882.482.400.000 mètres : Pelotier. 967.140.655.691.703.339.764.964.800.000 mètres : Pelotier. 1.934.281.311.383.406.679.529.929.600.000 mètres : Pelotier. 3.868.562.622.766.813.359.059.859.200.000 mètres : Pelotier. 7.737.125.245.533.626.718.119.718.400.000 mètres : Pelotier. 15.474.250.491.067.253.436.239.436.800.000 mètres : Pelotier. 30.948.500.982.134.506.872.478.873.600.000 mètres : Pelotier. 61.897.001.964.269.013.744.957.757.200.000 mètres : Pelotier. 123.794.003.928.538.027.489.915.514.400.000 mètres : Pelotier. 247.588.007.857.076.054.979.831.028.800.000 mètres : Pelotier. 495.176.015.714.152.109.959.662.057.600.000 mètres : Pelotier. 990.352.031.428.304.219.919.324.115.200.000 mètres : Pelotier. 1.980.704.062.856.608.439.838.648.230.400.000 mètres : Pelotier. 3.961.408.125.713.216.879.677.296.460.800.000 mètres : Pelotier. 7.922.816.251.426.433.759.354.592.921.600.000 mètres : Pelotier. 15.845.632.502.852.867.518.709.185.843.200.000 mètres : Pelotier. 31.691.265.005.705.735.037.418.371.686.400.000 mètres : Pelotier. 63.382.530.011.411.470.074.836.743.372.800.000 mètres : Pelotier. 126.765.060.022.822.940.149.673.486.745.600.000 mètres : Pelotier. 253.530.120.045.645.880.299.347.973.491.200.000 mètres : Pelotier. 507.060.240.091.291.760.598.695.946.982.400.000 mètres : Pelotier. 1.014.120.480.182.583.521.197.391.893.974.800.000 mètres : Pelotier. 2.028.240.960.365.167.042.394.783.787.949.600.000 mètres : Pelotier. 4.056.481.920.730.334.084.789.567.575.899.200.000 mètres : Pelotier. 8.112.963.841.460.668.169.579.135.151.798.400.000 mètres : Pelotier. 16.225.927.682.921.336.339.158.270.303.596.800.000 mètres : Pelotier. 32.451.855.365.842.672.678.316.540.607.193.600.000 mètres : Pelotier. 64.903.710.731.685.345.356.633.081.214.387.200.000 mètres : Pelotier. 129.807.421.463.370.690.713.266.162.428.774.400.000 mètres : Pelotier. 259.614.842.926.741.381.426.532.324.856.948.800.000 mètres : Pelotier. 519.229.685.853.482.762.853.064.648.713.697.600.000 mètres : Pelotier. 1.038.459.371.706.965.525.706.129.297.427.395.200.000 mètres : Pelotier. 2.076.918.743.413.931.051.412.258.594.854.790.400.000 mètres : Pelotier. 4.153.837.486.827.862.102.824.517.189.709.580.800.000 mètres : Pelotier. 8.307.674.973.655.724.205.649.034.379.419.161.600.000 mètres : Pelotier. 16.615.349.947.311.448.411.298.068.758.838.323.200.000 mètres : Pelotier. 33.230.699.894.622.896.822.596.137.517.677.646.400.000 mètres : Pelotier. 66.461.399.789.245.793.645.192.275.035.355.292.800.000 mètres : Pelotier. 132.922.799.578.491.587.291.384.550.070.710.585.600.000 mètres : Pelotier. 265.845.599.156.983.174.582.769.100.141.421.171.200.000 mètres : Pelotier. 531.691.198.313.966.349.165.538.200.282.842.342.400.000 mètres : Pelotier. 1.063.382.396.627.932.698.331.076.400.565.684.684.800.000 mètres : Pelotier. 2.126.764.793.255.865.396.662.152.801.131.369.369.600.000 mètres : Pelotier. 4.253.529.586.511.730.793.324.305.602.262.738.738.800.000 mètres : Pelotier. 8.507.059.173.023.461.586.648.611.204.525.477.477.600.000 mètres : Pelotier. 17.014.118.346.046.923.173.297.222.409.050.954.955.200.000 mètres : Pelotier. 34.028.236.692.093.846.346.594.444.818.101.909.910.400.000 mètres : Pelotier. 68.056.473.384.187.692.693.118.889.203.813.819.820.800.000 mètres : Pelotier. 136.112.946.768.375.385.386.237.778.407.627.637.641.600.000 mètres : Pelotier. 272.225.893.536.750.770.772.475.556.815.255.275.283.200.000 mètres : Pelotier. 544.451.787.073.501.541.544.950.911.630.510.550.566.400.000 mètres : Pelotier. 1.088.903.574.147.003.083.089.901.822.261.021.101.132.800.000 mètres : Pelotier. 2.177.807.148.294.006.166.179.803.644.522.042.202.264.000.000 mètres : Pelotier. 4.355.614.296.588.012.332.359.607.289.044.404.404.528.000.000 mètres : Pelotier. 8.711.228.593.176.024.664.719.214.578.088.808.808.056.000.000 mètres : Pelotier. 17.422.457.186.352.048.132.838.428.115.777.617.616.112.000.000 mètres : Pelotier. 34.844.914.372.704.096.265.676.856.231.555.235.224.224.000.000 mètres : Pelotier. 69.689.828.745.408.192.531.353.712.463.110.470.448.448.000.000 mètres : Pelotier. 139.379.657.490.816.385.062.707.425.926.220.940.896.896.000.000 mètres : Pelotier. 278.759.314.981.632.770.125.414.851.852.441.881.792.179.379.200.000.000 mètres : Pelotier. 557.518.629.963.265.540.250.829.703.704.883.763.564.358.358.400.000.000 mètres : Pelotier. 1.115.037.259.926.531.080.501.659.407.409.767.528.728.716.716.800.000.000 mètres : Pelotier. 2.230.074.519.853.062.161.003.318.814.818.535.457.457.456.800.000.000 mètres : Pelotier. 4.460.149.039.706.124.322.006.637.629.637.070.914.914.914.800.000.000 mètres : Pelotier. 8.920.298.079.412.248.644.013.275.258.274.141.829.829.829.600.000.000 mètres : Pelotier. 17.840.596.158.824.497.288.026.550.516.548.283.658.658.658.400.000.000 mètres : Pelotier. 35.681.192.317.648.994.576.103.101.033.096.707.317.317.316.800.000.000 mètres : Pelotier. 71.362.384.635.297.989.152.206.202.066.193.434.634.634.634.800.000.000 mètres : Pelotier. 142.724.7

SPORT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Du côté d'Avignon

Le danseur Lùts Forster raconte Pina Bausch

Le Tanztheater de Wuppertal, dirigé par Pina Bausch, est à la cour d'honneur, à Avignon, les 27 et 28 juillet, avec Walzer, les 30 et 31 juillet, avec Nelken. Depuis des semaines, il ne reste plus une place de libre, pas même sur les marches. Pina Bausch est apparue en France en 1977, au Festival de Nancy, avec le Sacre du printemps et les Sept Péchés capitaux. Il y a eu ensuite, à Paris, de nouveaux à Nancy et dans quelques villes privilégiées, Barbe, Bleu, Café Müller, la Légende de la châteté, Bandonon, et à Avignon, il y a deux ans, Kontakhoff et 1980.

Walzer, créé en 1982 au Festival de Hollande, s'annonce par une visite touristique, s'achève sur une naissance et, entre-temps, il y a des existences tourmentées. Nelken, donné au Festival de Munich (le Monde du 2 juillet 1982), dispose dans un vaste champ d'oeuvres la solitude, les violences et les douceurs de l'amour. Aux danseurs se sont joints des cascadeurs.

Avec une force irrésistible, Pina Bausch, cette femme très mince, aux yeux pâles, au sourire mystérieux, cette femme silencieuse, a modifié le paysage de la scène, détruit les standards de l'amour de la danse et les frontières entre la danse et le théâtre. Dans Nelken, un homme seul, immobile parmi les autres, écrit dans l'espace, avec le langage des sourds, les paroles d'une chanson, The man I love. C'est Lùts Forster, Acteur Danseur ? Il a été formé à l'école de Kurt Joos, à Essen : il travaille pour Pina Bausch, depuis 1975, et il raconte.

« Dans la troupe, dit Lùts Forster, nous avons une comédienne. Dans le dernier spectacle, il y a un rôle pour un acteur. Beaucoup souhaitent travailler avec nous. Normalement, ils peuvent participer, comme ça, à l'occasion. Mais le répertoire, seuls des danseurs peuvent le jouer. Même si le public ne s'en rend pas compte. Nous avons énormément de mouvements à faire. Marcher, un, deux, trois, quatre, avec en plus une multitude de petits gestes, et le tout en accord avec la musique, les acteurs n'y arrivent pas. Ils sont crispés, trop occupés à compter, ils perdent le fil. Nous avons appris à travailler le rythme, les enchaînements, et nous continuons. Chaque jour, nous suivons des cours de classique ou de moderne. Pour nous, la difficulté est de faire les gestes sans les interpréter, sans nous laisser aller aux attitudes de la danse. Cela se travaille pendant les improvisations.

« Le spectacle se construit peu à peu. On ne sait pas où il commence. Pina dit : « On va peut-être commencer quelque chose. » Elle montre les mouvements, pose des questions. Elle dit : « Trouvez six façons d'être tendre en musique. » Elle pose tellement de questions et chacun répond sans paroles, en agissant. On bien elle demande qu'on raconte : elle dit : « Qu'est-ce que vous trouvez d'excitant ? » Nous nous amusons un matériel. Elle dit : « On va essayer de réunir ça et ça. » Des sons naissent, on les rassemble. Le spectacle se développe à partir d'un petit fil. Il arrive aussi que la musique soit le point de départ. Ainsi Bandonon. En Amérique latine, nous sommes allés dans les bars à tango, très différents de ce que nous imaginions. Pina a acheté des disques et des disques. Et puis nous

cherchons dans ce que nous avons déjà fait. Tout est possible.

« Jamais je n'ai rencontré quelqu'un comme Pina, en qui j'ai une telle confiance. Sinon, ça ne serait pas supportable. On essaie beaucoup, et, quand ça commence à devenir intéressant, chacun dépense ses propres limites. Sans la confiance, on n'y parvient pas. Si Pina voit que quelqu'un se bloque vraiment, elle n'insiste pas. Son œil est tellement clair, lucide, c'est fascinant. Mon sentiment pour elle est une sorte d'amour. Elle ne parle jamais beaucoup. Quand on a réellement besoin de savoir, on la regarde et on sait. Quelquefois, elle ajoute un sourire. Un tel rapport est essentiel. Il y a des choses dans, comme dans le tout amour, avec des moments où on voudrait se taper la tête contre les murs... Elle ne prend jamais parti pour ou contre qui que ce soit. On attend un mot d'elle, et il ne vient jamais. On doit se débrouiller seul.

« De cette manière, chacun donne son intimité, se montre en sachant que c'est pour la scène. Arrive le moment du choix, et on ne sait pas. Il ne dépend pas forcément de la qualité. Il est ce qui lui paraît le plus juste pour le continuum du spectacle. Des scènes fantastiques sont éliminées. La plupart du temps, je suis d'accord avec elle. Inutile de demander pourquoi ça et pas ça, c'est à moi de trouver. La confiance est fondamentale. Pina peut être cruelle, pas brutalement, juste d'un mouvement du doigt. Certains sont offensés. Après tout, l'amour, c'est accepter les gens comme ils sont.

« Chacun comprend le spectacle à sa manière. Walzer, je ne sais pas, je ne le joue pas. A l'époque, j'étais parti aux États-Unis chez José Limon, que j'aime beaucoup. Il faut prendre l'air de temps en temps, acquiescer d'autres expériences. A Wuppertal, on vit en groupe, on travaille tous les jours ensemble. Et encore moi, sorti du théâtre, je vois des gens

qui y sont complètement étrangers. A l'intérieur de la troupe, comme dans toutes les troupes, on rencontre des difficultés, des luttes. C'est comme ça, on le vit, on ne le met pas sur le tapis.

« Nelken, pour moi, ça représente quelque chose de banal, avec des besoins d'amour, ses petits vœux qui arrivent rarement à s'intégrer à la réalité. Les cascadeurs représentent le monde du danger. Les entendre parler de leur métier, le risque, leur plaisir, la fascination du public est passionnant.

« Les spectacles de Pina ne transmettent pas une atmosphère de destruction totale. Même s'il faut chercher, on trouve des moments d'espoir. Et l'amour est très important. Sinon on ne peut plus respirer. La violence ? Quoi ? On ne se choie pas des meurtres de théâtre, on sait que le personnage n'est pas réellement mort. Alors une simple giflette réellement donnée apparaît plus violente que les armes factices. Tout se passe dans la tête des spectateurs. Ils ont crié au scandale à Bandonon, quand les hommes soulevaient les femmes sur leurs bras tendus. Dans les ballets classiques, on accepte et admire les figures où les danseurs portent les danseuses. Le principe est le même. C'est le même mouvement réduit à l'essentiel, le geste pur, dépouillé et répété, obsessionnel. Nos gestes, vous les voyez tous les jours. Et le soir, sur scène, ils sont extraits de ce qui habituellement les entoure, les note. Nous mettons le geste dessus.

« Pina est fidèle à elle-même. Certains disent qu'elle ne se renouvelle pas, mais chacun de ses spectacles apporte un changement. En dix ans, ils ont évolué. Vers quoi ? Je ne sais pas où ils vont. Je constate qu'ils élargissent la relation homme-femme et celle de l'individu avec la société. Et c'est toujours une relation inconfortable. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

« Marie Stuart », des nymphes et des drapiers

LES circonstances d'un festival dans le site d'une ville d'aujourd'hui, trefois accusent parfois ce que l'entreprise de la création artistique peut comprendre de vanité. Il reste une lumière du jour, le blason du ciel du Midi éclaire encore les choses, lorsque, à dix heures du soir, les spectateurs prennent place sur des gradins métalliques qui ont été montés et visés dans l'enceinte de la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon.

En face d'eux, par-dessus les états d'une rampe de projecteurs, qui semblent avoir été mis là pour contraindre leurs regards, ces spectateurs distinguent tout de même l'insolence, la paix, la grâce d'un paysage humain d'une conceptionnelle beauté.

Des églises roses, des châteaux blancs, des arcades noires, des maisons couleur de sable s'épaulent ou s'embrassent sur tout le contour d'une colline, comme si des architectures enfantes, vivantes, posées pour un portrait de famille nombreuse, formaient une fête de lignes douces, de rondes, de pointes, de courbes de couleurs, dans quoi les flammes noires de quelques cyprès posent comme un rappel d'où ne sait quelles raideurs guerrières.

La vision des fondateurs, la main sensible des maçons, le cœur des croyants, l'amusement des jardiniers, le modelage des vents, les chances des hasards, la répétition des travaux à travers les siècles, tout cela se voit, ici, tout cela se touche, qui, dans la conscience présente des spectateurs, s'allie aux préoccupations du jour. Et simplement d'être assis là, de regarder là, d'écouter là, les insectes et les oiseaux de nuit, suffit à considérer attentivement, à songer longtemps, dans la nuit qui tombe, puis sous la lune et les étoiles.

Mais il y a le festival, et il faut qu'il ait lieu. Des instances dirigeantes ont décidé que, par jeu d'appareils électriques, le théâtre de ce

paysage séculaire va être aménagé d'un coup de manette et remplacé par une pièce appelée Marie Stuart, de Schiller, un spectacle préparé par Bernard Sobel.

Voilà donc un grandement annonciateur. D'un coup, les églises, les châteaux, les arbres, les étoiles disparaissent. Tout près de nous, juste là, devant, sous un éclairage intense, apparaît un décor « importé ».

A gauche, un grand sommier métallique, fixé à deux mètres du sol par des portants d'acier noir en forme de gibel, est surmonté par un gros pont de velours rouge, style salon de maison close dans une nouvelle de Maupassant.

Se déplaçant à droite, à gauche, sous le sommier métallique, courbant un peu le dos pour ne pas trop cabosser leurs grands chapeaux noirs, des Messieurs vont reconstituer, en chair et en os, les personnages de quelques tableaux célèbres qui figurent dans tous les manuels. Des tableaux de Rembrandt, la Ronde de nuit, le Syndic des drapiers. Ils ont de larges ceintures de satin, des knicker-bockers, des gilets de comparseurs.

A droite, c'est un sol vert, fait d'un gazon de plastique éclairé par des dessous, tout à fait comme un stand d'exposition, au cinquième étage d'un grand magasin, avec des ustensiles de jardinage, des tondeuses à pelouse ; et, là-dessus, les organisateurs du spectacle nous proposent un deuxième tableau vivant : l'Éveil du Printemps, de Botticelli, des voiles légères, des robes brodées de piquettes.

Que dire de ce que racontant, de ce que mimant pendant ces trois heures, courbés sous le sommier métallique on allongés sur le stand de jardin des drapiers de Rembrandt et les nymphes de Botticelli ? L'histoire, tout le monde ici la sait plus ou moins, puisqu'une femme, qui a

été reine de France et qui a été décapitée à la hache en Angleterre, c'est l'émotion. Se déroule donc un mélodrame historique, avec des mots sentis, des situations terribles, dans une ambiance morale et physique orageuse.

Le public se secoue, de temps à autre, en mettant un nom de comédien sous les chapeaux flamands et les déshabillés florentins.

Il y a là Christine Fersen, grande actrice, habillée, inspirée, qui illumine et découpe les détails des textes sans naturalisme aucun, de sa voix ocreuse, transposant le discours dans une méditation fiévreuse. Il y a Richard Fontana, sa fraîcheur, son dynamisme, son côté risque-tout, qui jette des sondes, des fusées, dans la nuit de ses personnages. Il y a Roland Bertin, sa rondeur carrée, son feu intérieur caché par une patience courtoise... Et aussi Geneviève Casile, Hubert Gignoux...

La reine Marie Stuart n'est plus. La reine Elizabeth se sent seule. C'est fini. Le décor de théâtre disparaît. La lune blanche éclaire les cyprès et les cloîtres de Villeneuve-les-Avignon. Mais il est trop tard pour ressentir ou méditer, dans l'intimité de la poésie des hommes ou de la nature. Ainsi va tout festival, selon ses bons ou mauvais jours.

MICHEL COURNOT.

UN MUSÉE, UNE ÉTAPE

Marseille : le palais Longchamp façon Henri Beyle

STENDHAL l'avait remarqué : comme Rome, Marseille est bâtie sur plusieurs collines. L'une d'elles, est dominée par un palais, le Musée des Beaux-Arts : deux corps de bâtiments reliés par une double colonnade, théâtre. C'est une de ces constructions de parade plantées au sommet d'un jardin en pente, comme seul à en produire le Second Empire. C'est une cascade d'où l'eau sourd d'une architecture néo-classique pour rouler sur des rochers artificiels jusqu'au vaste bassin étalé en queue de peon sur l'avenue de Longchamp, le tout enlaid de part et d'autre par l'ample courbe d'un double escalier monumental.

Au total une grande machine symbolique qui figure la Durandée captée pour la première fois. La bourgeoisie de la ville, en pleine prospérité, se faisait apporter l'eau et le monnaie, l'oiseau en même temps le nouveau quartier résidentiel de Longchamp, bordé d'hôtels particuliers, restés à ce jour, le plus costé de Marseille.

Le Palais des Beaux-Arts est le grand œuvre d'un architecte, d'un Nîmois, Espérandieu, qui l'avait conçu après un premier projet de Bartholdi. Le sculpteur de la Statue de la Liberté lui intenta un procès, réent sans suite : il accusait Espérandieu d'avoir copié son idée d'escalier à une grande courbe, comparable à celui de Lafuel, dans une cour du Louvre. Le Palais Longchamp, s'il en impose par son décor extérieur, n'est guère vaste à l'intérieur : 2 500 mètres carrés seulement pour présenter 500 tableaux (le cinquième de la totalité de ses collections). Le style monumental revient toujours à un « gaspillage d'espace ». Voir les musées construits à la même époque à Lyon, Nantes, Lille, etc., tout dans l'imposant afin d'impressionner les foules et, en général, une grande galerie rappelant la salle rouge du Louvre. A Marseille, celle-ci n'a pas moins de 15 mètres de hauteur sous la plafond et le volume de l'escalier suffirait à lui seul à l'aménagement sur plusieurs étages d'un bon petit musée contemporain.

On exploite donc la verticalité de ces salles en y installant des mezzanines en structures métalliques légères pour doubler les espaces d'accrochage sans compromettre définitivement leur caractère qu'on pourra, le cas échéant, retrouver par la suite. Mais on ne saurait dire que ce pragmatisme architectural soit une réussite.

Les richesses secrètes de ce musée ont été remarquées par un voyageur infatigable, pendant sa préhistoire, lorsque ses collections étaient encore installées dans l'ancienne chapelle des Bernardins. C'était en 1805. Stendhal, âgé de vingt-deux ans, et amoureux d'une théâtrale parisienne qu'il avait suivie à Marseille, Mélanie Guilbert, vivait d'un petit emploi aux écritures chez un épicer en denrées coloniales... jusqu'au jour où, abandonné par l'actrice, il se consola en disant avoir été « plus amoureux de l'amour que de l'artiste ».

Les nouveaux aménagements des salles de peintures des dix-huitième, dix-neuvième et vingtième siècles jusqu'en 1914, réalisés par M. Wyantnave, conservateur, et M. Mariella Latour, conservateur en chef, ont été l'occasion de retrouver l'itinéraire de Stendhal à travers le musée de Marseille. On s'est-il remarqué dans cette chapelle des Bernardins, « vénérable pour son obscurité », où les tableaux étaient accrochés touchés de bas en haut des murs, selon la mode antique, comme le montre la toile de Joseph Delphin ? On y voyait si peu que, selon l'écrivain, il aurait fallu « élever à l'eau tiède pour l'éclaircir le grand Carrache de la collection Louis XIV dont le Louvre possède le pendant ». Ensuite, il décrit plutôt les tableaux en mouvement, traversés par quelques éclats d'agitation, quelque drame. Au premier plan bien sûr, vient la Chasse au sanglier, de Rubens, morose de sang et de nature qui le retient par la « fougue des

couleurs » et son « dessin exagéré ». Du drame il en trouve surtout dans l'épisode de la peste évoqué par David, la Méduse et les postiches (le comparé à Restout, Van Loo, Coypelle... c'est un chef-d'œuvre) ou par le baron Gérard (son tableau Mgr de Belzunce distribuant du pain aux malheureux ou encore par Michel Serra. Ce peintre, mort à Marseille en 1783, aussi inconnu aujourd'hui qu'il l'était du temps de Stendhal, a laissé un « étonnant tableau » du fleau qui frappe la ville phocéenne en 1720.

La vitalité des Cavaliers de Jules Romains, les bas reliefs flamboyants de Pierre Puget, le calme architectural du Porcino, patron de Raphaël, n'ont pas empêché le jeune Henri Beyle de souligner la beauté aurale, bleue et grise, de M^{me} Dechateauxaux, amie de Louis XV, dont le portrait peint par Nattier passait pour celui de la Pompadour.

JACQUES MICHEL

* Stendhal et les peintures du Musée des beaux-arts de Marseille. Jusqu'en septembre.

LA CHARTREUSE DE VILLENEUVE, ACTIVE ET CALME

Un peu ailleurs

Il y a que la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon est un endroit où l'on se sent bien. Il y a qu'il s'y passe — et chaque été c'est pareil — beaucoup de choses : musique, théâtre, danse, ateliers, expositions et colloques.

Aux côtés et au dehors de la fois de celle du Festival d'Avignon, la programmation du CIRCA ne répond à aucune logique repérable, et pourtant les événements qui se succèdent et les manifestations qui se superposent laissent l'impression d'une cohérence insolite. Peut-être à cause de l'architecture du lieu... tant de beauté prodiguée et cependant rien d'oppressant. De la cour au cloître, du « jardin du cimetière » à la « boulangerie », de la « buvette » au « tinel », on suit des chemins sans tourner en rond, sans se heurter au vide. Un grand calme simplement.

Comme si d'année en année, de restauration en restauration, l'endroit se concrétisait, à sa manière propre, plutôt chère. Rien à voir par exemple avec les Salles d'Arc-et-Senans, autre centre international de rencontres (1), splendide et irrépressible : primo, le demi-cercle utopique de Claude Nicolas Ledoux « quelque chose de carcéral » ; secundo, il n'est guère habité par qui que ce soit. Au contraire, l'équipe de persévérants employés à la Chartreuse est solidement là, sur la brèche, et douée pour l'accueil.

On ne devrait pas parler du sourire de la responsable des activités musicales, encore moins de son rire en passe de devenir légendaire. Citer seulement le nom de celle-ci (Véronique Charrier), c'est manquer à l'impartialité, car la bande entière, une trentaine de personnes « tout compris », se raccroche à un certain sens de l'humour, et maintient une distance certaine à l'égard des us et coutumes en vigueur dans les machines culturelles patantées.

Il suffit pour sentir cela de demander un sirop d'orgeat à la cafétéria : c'est sous les arbres, de l'autre côté de la fontaine, derrière une porte en bois, un enclos, des tables blanches sur le gravier, toujours du monde et pas d'éclats de voix : ça pourrait être ailleurs qu'en France, dans un pays comme René Char dit qu'il les aime : où l'on ne pose pas de questions.

COSMOS 76, RUE DE RENNES (6^e)
M^o ST-SULPICE / 544.28.80

IL ETAIT UNE FOIS
10 Westerns DANS L'EST
qui viennent du froid!!

En V.O. : PARAMOUNT CITY - PARAMOUNT ODEON
En V.F. : PARAMOUNT OPERA - PARAMOUNT MONTMARTRE
PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT GALAXIE
CONVENTION ST-CHARLES - PARAMOUNT MONTMARTRE
VILLENEUVE Arlet - MARINE Arlet - SARCELLES Flandres
LA VARENNE Paramount - LA DEFENSE 4 Temps
ARGENTEUIL Alpha - COLOMBES Club

ROCKY II
LA REVANCHE

ROBERT CHARTOFF - RAIN WALKER
DAN SHAW - BURT YOUNG - CARL MCDONALD - BURGESS MERRISON
ROBERT CHARTOFF - RAIN WALKER - CARL MCDONALD - BURGESS MERRISON
DAN SHAW - BURT YOUNG - CARL MCDONALD - BURGESS MERRISON

Informatique : les beaux discours (I)

IL N'EST pas de demander aux nombreux Américains et Canadiens qui, du 8 au 13 juillet, ont participé à la série de conférences et de colloques organisés sur le thème « Informatique et culture » si, d'un débat à l'autre, ils avaient entendu des choses vraiment nouvelles. Chacun s'est accordé à reconnaître le haut niveau de la discussion sur l'intelligence artificielle. Cependant, à l'issue de la dernière séance où, en présence de M. Georges Fillard, secrétaire d'Etat à la communication, il avait été question des conséquences de l'informatisation sur les stratégies d'entreprises ou les initiatives locales face au pouvoir de l'Etat, Loren Carpenter, ingénieur des studios Lucas Films en Californie, s'est contenté de dire : « Les Français sont rigolos, ils aiment trop philosopher, ils parlent beaucoup avant même de faire quoi que ce soit ».

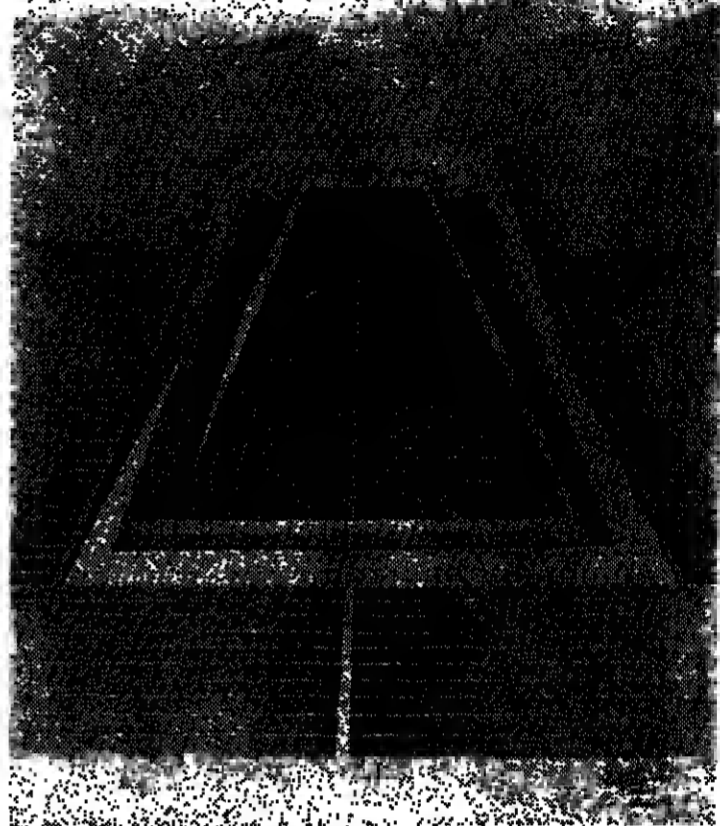
Carpenter (voir les films *Genesis* et *Demo* ou la *Guerre des étoiles*) se serait pris un peu pour le pape en matière d'images synthétiques, si n'avait été présent aussi à la Chartreuse John Whitney, pionnier des années 50, inventeur de la musique visuelle. Des réalisations signées d'eux, montrées plusieurs fois de rang, ont fait un malheur. Il faudrait citer d'autres noms.

A noter parmi les invités un fort contingent de spécialistes venus de l'Ontario College of Arts de Toronto. A noter encore que toutes les administrations ou institutions françaises ayant de près ou de loin des intérêts dans l'informatique avaient délégué à des représentants. On l'a pu sentir sans que rien soit vraiment dit des rivalités sourdes entre ministères, et la claire volonté de puissance de la direction générale des télécommunications (P.T.T.). On l'a pu voir encore une fois que l'IRCAM, à l'intention seulement de deux ou trois stagiaires évanescents, n'hésite pas à transférer machines et démonstrateurs patients. Comme si chacun devait marquer son territoire, occuper le terrain.

Et les messes basses un peu acerbes, ou ironiques, concernant la récente arrivée à la Chartreuse d'un gros ordinateur baptisé « Wax » dont la puissance permet de fabriquer des images animées à trois dimensions, ces potins un peu moqueurs, alors même que ce matériel n'est pas installé, ne témoignaient pas seulement de soucis désintéressés... Le monstre en question, fourni par « Digital France » et dont il n'existe guère d'exemplaire à la disposition des artistes, coûte environ 3 millions de francs (2) ; et il faut de surcroît payer d'une part les ingénieurs système capables d'y accéder directement, et d'autre part sa maintenance. Questions des uns : un tel matériel doit-il se trouver « loin de tout », dans le Vaucluse ? Ré-

ponse des autres : oui, si la Chartreuse doit devenir l'un des cinq « centres de ressources » promus par le ministère de la culture en matière de création électronique... Vaste discussion. Et ça ne traîne pas peu.

En revanche, ce qui ne fait pas un pli, et semble ne déranger personne, voire même réjouir tout le monde, c'est l'intérêt manifesté pour le « festival des logiciels », organisé dans l'ancienne boulangerie des moines, loin des plans sur la comète et des discours politiques : un pont y voit jusqu'au 31 juillet, assis devant des micro-ordinateurs, des rangées d'enfants absorbés, avalant, sans l'ombre d'une hésitation, un maximum de jeux éducatifs et autres casse-tête alfa-numériques, tandis que quelques adultes, apparemment moins à l'aise face aux écrans (tactiles ou non), s'essaient à des rébus classés à la rubrique « imagination », quand ils ne se rabattent pas sur les programmes dits de « vie pratique ». Les quarante ordinateurs individuels disponibles ont été prêts par des firmes de construction ou des institutions, et la moitié des quelque cent cinquante logiciels proposés ont semblé-t-il être conçus par des particuliers. Qui a dit que la culture de masse ne pouvait pas signifier aussi recherche individuelle ?



Dessin de MICHAEL LECHNER (1977).

Temps mêlés

C'est une belle exposition de grands et bons artistes connus et reconnus. « Ils ont été sollicités parce que l'œuvre de chacun implique une attitude à l'égard du temps ; donc l'expression d'une relation chaque fois originale », dit Bernard Noël. On peut tenter de considérer les choses ainsi, mais c'est peut-être d'abord la force du rapport des œuvres à l'espace, cet espace chargé de mémoire, qui mobilise le regard. L'espace entre cette ville rêvée de Vieira da Silva et le mur aux mêmes couleurs ocre et grises ou encore cette présence obscure, au-delà d'une rude porte en bois, de deux figures filiformes de Giacometti figées dans ce cube de pierre et de silence, sont des images qu'on n'oublie pas.

Le temps à l'œuvre dans l'espace... inextricable. Aussi, comme mode d'emploi de l'exposition, nous recommandons de se laisser emporter dans le dédale de la création, qui n'est peut-être qu'une bataille contre le temps. Se perdre dans la contemplation des gestes, des traces, des empreintes fixées dans la couleur

et la pâte picturale, chez Debré ou Tapiès. Cerner de plus près l'acharnement de l'un à reprendre une forme, à l'insérer jusqu'à lui faire exprimer tout son jus. (Tissu Carmel et ses grands caparaçons, bruns et verts). Suivre dans une lumière de plus en plus blanche, jusqu'à la perte, dit « motif », l'inscription obsessionnelle de nombres qui font toute la trame et le drame de la peinture d'Opalka. Découvrir les photos-souvenirs de Jean Le Gac. Titiller les signaux de Takis.

Renifler jusqu'à l'écoeurément l'odeur de sang restituée autour des chiens morts de Vostell, de vrais chiens naturalisés dont la dépouille hérissée de couteaux s'étale sur fond de paprika et déguignolade de pinettes. Fouiller la peau de corde des moules d'Abakanowicz. Interroger les mamans atterries de Kienholz, elle sainte-atouche, lui, bonne figure de bourgeois dont il n'y a rien à dire, dans un décor constitué de pub de luxe. O méditer devant les lourdes ombres humaines de Dodegno...

GENEVIEVE BRÉCHETTE
* Jusqu'au 7 août.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-11-12). Informations téléphoniques : 277-11-12.
Sauf mardi, de 12 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.
Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 17 h, entrée des musées (gratuite) ; lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.
BONJOUR MONSIEUR MANET. Jusqu'au 3 octobre.
PRÉSENCE POLONAISE. L'art vivant autour de musée de Lodz. Jusqu'au 26 septembre.
ROYD WERNER. Jusqu'au 11 septembre.
PHOTOGRAPHES TCHÉQUES, 1920-1960. Jusqu'au 4 septembre.
TOUS LES JOURS LA DANSE. Photographies de Marc Tadmor. Jusqu'au 15 août.
DESSINS D'EXPRESSION FIGURATIVE. Jusqu'au 12 septembre.
LIVRES POUR LES VACANCES. Bibliothèque des enfants, piazza. Jusqu'au 5 septembre.
LA FORÊT RETROUVÉE. Carrefour des régions. Jusqu'au 4 septembre.

C.C.I.
AU TEMPS DE L'ESPACE. Jusqu'au 17 septembre.
NE COUPEZ PAS ! Nouveaux médias et communication. Jusqu'au 26 septembre.
MACAO OU JOUER LA DIFFÉRENCE. Jusqu'au 17 octobre.
R.P.I.
LE BRÉSIL DES BRÉSILIENS. Jusqu'au 19 septembre.
LA COULEUR OPTIQUE. Jusqu'au 5 septembre.

Musées

MANET, 1832-1883. - Grand Palais, entrée avenue Winston-Churchill (261-54-10). Sauf mardi de 10 h à 20 h ; mar-

credi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F ; le samedi : 12 F. Jusqu'au 1^{er} octobre.
LA PEINTURE NAPOLEONNE. - Grand Palais, entrée place Clemenceau (voir ci-dessus). Jusqu'au 31 décembre.

REGARD SUR BRESSAIRE ET SON CANTON. Grand Palais, espace 404 (voir ci-dessus). Entrée libre. Jusqu'au 3 octobre.
PASTELS DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES. des collections de Petit Palais, Petit Palais, avenue Winston Churchill (265-99-21). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 septembre.

UTRILLO. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (562-39-94). Sauf mardi, de 11 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 14 août. - Musée de Montmartre, 12, rue Croix (606-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim. de 11 h à 17 h 30. Entrée : 8 F. Jusqu'au 30 septembre.

MURILLO DANS LES MUSÉES FRANÇAIS. Jusqu'au 24 octobre. L'AQUARIE EN FRANCE AU XIX^e SIÈCLE. Jusqu'au 19 septembre. Musée de Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Janvier (260-33-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 heures. Entrée : 12 F (gratuite le dimanche et le mercredi).

GEORGES ROUAULT, dans les collections permanentes du Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi, jusqu'à 20 h 30. Jusqu'à fin septembre.

JEAN-PIERRE CHARBONNIER, 300 photographes : 1944-1982. Jusqu'au 28 août. HENRI LIST : 150 photographes 1938-1968. Jusqu'au 19 septembre. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 25 septembre.

AUTOUR DE LA FONTAINE STRAVINSKY, de Niki de Saint-Phalle et Jean Tinguely. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 25 septembre.

JAMES LEE BYARS - CASIO - ROWSKI. Palast. Arc au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 6 septembre.

LES MYTHES DE NOS NIPPES. La suite, les enfants les adolescents 1983. 2001. Musée des enfants, au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 31 décembre.

PRÉSENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Espace : un royaume sur l'Égypte au temps des Égyptiens. - La peinture française au XVIII^e siècle. - La nature morte et l'objet de Delacroix à Picasso. - Le Salon 1889 au musée d'Orsay. Musée d'Art et d'Essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-33). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 7 F ; le dimanche, 3,50 F. Jusqu'au 30 octobre.

LAPRADE ET BOURDELLE, vers 1900. Musée Bourdelle, 16, rue Amélie-Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 2 octobre.
L'EXPO DES EXPOS. Exposition universelle, Londres 1851-Paris 1989. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 13 h à 19 h ; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 décembre.

MAGRITTE ET LES PUBLICITAIRES. Jusqu'au 12 septembre. A LA BELLE ENSEIGNE. Jusqu'au 19 octobre. Musée de la publicité, 16, rue de Valenciennes (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.
GUS BOFA et les Illustrations de l'Europe. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sureau (555-91-50). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 septembre.

HOMMAGE À ODETTE CAMP : Paris disparu 1950-1970. Jusqu'au 28 août. RENE LEHMANN (1814-1882). Peintures et dessins parisiens. Jusqu'au 4 septembre. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-11-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. Entrée 9 F, gratuite le dimanche.

THÉRÈSE D'AVILA ET L'ART CONTEMPORAIN. Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (354-95-00). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 31 juillet.

ALLART, LE ZACHMEUR, POITTEVIN, les enfants les adolescents 1983. Musée des enfants, au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 31 décembre.

CECILE LES FRESQUES DU DÉCRET DE GORL. La route de la soie. Muséum d'histoire naturelle, 36, rue Godfroy-Saint-Hilaire (356-14-41). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 17 août.

CHATEAUBRIAND, BREST ET LA MER, 1783-1883. Musée de la Marine, palais de Chaillot. (553-31-70). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 août.
POUPÉE-JOUE, POUPÉE RE-PLIÉE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot (553-70-50). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 11 F. Jusqu'au 16 octobre.
LA POSE ET L'AVIATION. Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (320-15-30). Sauf dim. (et jours fériés), de 10 h à 17 h. Jusqu'au 3 septembre.

LE JEU ET LA PLUME. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-66). Jusqu'au 31 décembre.
Centres culturels
NÉCESSAIRE ET LIGATURES. - Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-90-55). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 août.

LA PLACE ROYALE DU PEYROU A MONTPELLIER. - Orangerie de l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). De 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 4 septembre.

UNE JOURNÉE À LA CAMPAGNE. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (233-43-50). Sauf lundi (et jours fériés), de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 31 août.

TROIS GRANDS PROJETS A PARIS : Institut du monde arabe, ministère des Affaires, hôpital Robert Debré, LES BOULEVARDIERS ; BEATNIK, LUXEMBOURG. Un musée en Angleterre. BUNKER ROMANCE, de Jean-Marie de Buisson. Institut français d'archéologie.

كتاب النحل

FESTIVALS

Musique en province

COMMINGES (jusqu'au 19 août). — Autour des orgues de Saint-Bertrand et de Saint-Just de Valcèbre, une académie internationale avec de célèbres organistes et de grands solistes et ensembles : A. Isor (le 29), A. Stricker, M. Chapuis (le 5 août), G. Lachard, B. Jania, J.-P. Broeze. (Rens. : Festival de Comminges, 31260 Mazères-sur-Sarlat ; tél. : (51) 90-00-38.)

VAL-D'ISÈRE (jusqu'au 2 août). — A l'heure de l'amitié franco-allemande, des concerts des Filarmoniques du Norddeutscher Barockensemble, de Thomas Albert et de la Jeune Philharmonie franco-allemande, consacrés en particulier à la musique de cour du dix-huitième siècle dans les villes hanséatiques. (Rens. : (3) 973-24-96.)

VILLENEUVE - LÈS - AVIGNON (jusqu'au 7 août). — Après les chants traditionnels, place est faite au répertoire contemporain : Messiaen (le 28) et quatre compositeurs ayant écrit spécialement pour la voix (le 29), ceci avant la venue des Chœurs de la chapelle royale de Windsor (le 3 août) et d'une femme troubadour (le 5). (Rens. : B.P. 30, 30400 Villeneuve-lès-Avignon ; tél. : (90) 25-05-46.)

SAINT-YRIEX (jusqu'au 12 août). — Dans la superbe collégiale de Moustier, R. Fontaneros, l'orchestra Pro Arta de Munich, D. Varsano et S. Châtemartin. (Rens. : syndicat d'initiative, 87500 Saint-Yriex ; tél. : (55) 75-94-60.)

CARPENTRAS (jusqu'au 12 août). — Des concerts A cœur joie, un podium des jeunes lauréats des conservatoires de Paris et de Lyon, B. Soustrot, le Quatuor Viotti, le Collegium Musicum de Heidelberg, l'Orchestre de Pforzheim avec Y. Menuhin et D. Varsano. (Rens. : B.P. 113, 84200 Carpentras ; tél. : (90) 63-46-35.)

LA VÈZÈRE (jusqu'au 14 août). — Au pays de Brive, peu gâté en matière musicale, six concerts dont l'Ensemble Hameau (le 28), M. Debost, R. Pidoux et B. Haudebourg (les 12 et 14 août). (Rens. : mairie, 19240 Allasac ; tél. : (55) 84-72-84.)

FESTIVAL DE PROVENCE (jusqu'au 16 août). — Un festival itinérant : Ollioules, Le Castellet, Six-Fours, Senary. (Rens. : C. Brugère, 84, avenue du Val-d'Azur, 83110 Senary ; tél. : (94) 74-11-74.)

VALBONNE (jusqu'au 12 août). — Parmi les Soirées de Sophia-Antipolis, quelques beaux concerts avec l'Ensemble polyphonique de France, l'Orchestre Provence-Côte d'Azur, Eva Grubbin, P. Tortelier et le Baribier de Séville. (Rens. : Sophia-Antipolis, B.P. 1, 06580 Valbonne ; tél. : (93) 33-10-10.)

GARGILESSE (22-28 août). — Colloques, ateliers et concerts autour de la harpe, avec l'Ensemble baroque de Châteauroux, l'Ensemble intercontemporain, dirigé par Pierre Boulez, Pierre Jamet et les étudiants de l'Académie internationale. (Rens. : Amis du Festival, Gargilesse, 38190 Orsennes.)

CINÉMA

Reprise

«On achève bien les chevaux», de Sydney Pollack

L'enfer des marathons de danse où l'on s'épuisait, parfois jusqu'à la mort, pour une prime. Un des effets de la crise économique dans l'Amérique de 1932. Impitoyable tableau social, d'après le roman d'Horace McCoy. Avec Jane Fonda et Michael Sarrazin, couple désespéré.

ET AUSSI : l'Argent, de Robert Bresson (le plus grand film français de l'année) ; Ludwig, de Luchino Visconti (version intégrale, superbe, des chimères artistiques de Louis II de Bavière) ; Stella, de Laurent Heynemann (pouvait-on être collaborateur par amour, sous l'Occupation ?) ; Le Cercle des passions, de Claude d'Anna (Sicile, années 50, opéra flamboyant de mythe, d'amour et de mort).

MUSIQUE

Le Festival estival

Comme chaque été, avec des subventions modestes, le Festival estival de Paris déploie des trésors d'imagination pour donner aux touristes, comme aux autochtones,

«une raison de plus d'être chaque jour à Paris», jusqu'au 20 septembre. Suivant une tradition qu'il s'est lui-même fixée, le Festival a élu Henri Dutilleul compositeur de l'été et a disposé ses principales œuvres comme des jalons dans sa programmation. Ainsi, le 28 juillet, l'Orchestre philharmonique de Lorraine, dirigé par Ernest Bour, ouvrira-t-il son concert avec les Métastases, tandis que le Quatuor Arman a inscrit *Ainsi la nuit* entre le dix-neuvième quatuor de Mozart et la *Huitième* de Beethoven.

En attendant la journée Dutilleul du 10 septembre, il faut encore noter le concerto pour violoncelle *Tout un monde lointain* qu'on pourra entendre le 9 août à Saint-Merri, avec Pierre Sraouch en soliste et l'Orchestre de l'Île-de-France.

EXPOSITIONS

Roger de La Fresnaye à Saint-Tropez

Le musée de l'Annonciade, qui ne possède qu'une seule toile de La Fresnaye, mais une bonne — le *Ramure*, de 1914, — s'est associé avec le Musée d'art moderne de Troyes (qui, lui, en conserve beaucoup) pour présenter l'œuvre peint de ce cubiste auquel aucune exposition d'importance n'a été consacrée depuis trente années (rétrospective au musée de l'Annonciade jusqu'au 19 septembre ; au Musée d'art moderne de Troyes, du 3 octobre au 27 décembre).

ET AUSSI : Praxinos, au cloître Saint-Louis d'Aix-en-Provence (rétrospective de l'œuvre peint et dessiné) ; Pierre Soulages, à Colmar (une vingtaine de toiles, de celles de 1947 aux plus récentes) ; Tal Coat (parcours de 1945 à 1983), au musée d'Evreux ; Gérard Schneider, au Musée d'art moderne de Dunkerque.

JAZZ

Ted Curson à la Resserre aux diables

Une nouvelle cave à Paris ouverte au jazz, à deux pas de Beaubourg. Presque classique après une longue carrière employée à tous les courants modernes du jazz, le trompettiste Ted Curson s'y produit en quartet.

ET AUSSI : Pierre Blain (Coba) et son carnaval Combo à la Chapelle des Lombards.

THÉÂTRE

Découvertes à Semur-en-Auxois

L'Académie de théâtre de Semur-en-Auxois (Côte-d'Or) propose, du 1^{er} au 10 août, sous le titre générique de *Scènes en découvertes*, une série de cinq spectacles de la compagnie des compagnies locales : *Théâtre de la mémoire* (Marcel Bonnet), *Théâtre du graffiti* (Gilles Morel, Guy Naigeon), *Grenier de*

Bourgogne (Jean Maisonnave, Jean-Pierre Renault), *Théâtre d'animation du Versois* (Jean-Luc Masson et Charles Le Coq), groupe *Turbulences* (Agnick Dubost, Marie-Joséphine Gros). Rens. tél. : (80) 97-01-46.

DANSE

Anna Térésa de Keersmaecker à Avignon

On l'a découverte cet hiver au Centre Georges-Pompidou. Ou plutôt on les a découvertes : deux danseuses exactement semblables, prenant pour leur compte, mais avec la créativité d'une nouvelle génération, les pas comptés et les balancements de bras de Lucinda Childs. Faut-il quatre mouvements sur la musique de Steve Reich, s'enrichit progressivement jusqu'à devenir une chorégraphie vivante et complexe.

A peine sommes-nous remis de la surprise que les deux danseuses sont passées à Paris, quatre fois o.e., même physique, même costume, même gabarit. Et elles se lancent avec le même entrain dans les joies du geste répétitif — couchées, assises, debout. *Rosas* danse *Rosas* dure deux heures et explore toutes les combinaisons imaginables — comme pour s'en libérer. (Jusqu'au 29 juillet. Salle Benoît-XII.)

Recherche en vue d'exposition centenaire de WAGNER tous documents, objets, illustrations ayant trait au compositeur. Acheterai au plus haut cours. Tél. : 225-19-34.

ABBAYE DE ROYAUMONT (Val-d'Oise)
SESSION D'INTERPRÉTATION DES POLYPHONIES ROMANES
Direction : Marcel Peres, Dominique Vellard.
29 août - 4 septembre 1983
Quelques places encore disponibles. Pour tous renseignements, s'adresser à :
FONDATION ROYAUMONT
direction chorale
95270 Asnières-sur-Oise
Tél. : (3) 036-30-16

SOPHIA ANTIPOLIS
Mais oui, c'est en France.
(93) 33-10-10
Soirées Sophia Antipolis
06560 Valbonne

CHAI LOT THEATRE NATIONAL
D'OCTOBRE 1983 À JUIN 1984
HAMLET • PAR LES VILLAGES • LA MOUETTE • LE HERON • LA TRAHISON ORALE • LA DEVOTION A LA CROIX • LES POSSEDES • FAUT-IL CHOISIR • FAUT-IL REVER ? • MARIAGE • ET DES FORMES BREVES • DU THEATRE POUR LES JEUNES SPECTATEURS • DE LA POESIE • DES DEBATS • DES EXPOSITIONS • DE LA MUSIQUE...
RENSEIGNEMENTS • ABONNEMENTS
727 81 15

août/septembre 83
FRED BOURGUIGNON
PEINTURES
LES JURANDES - BONAGUIL

requiem VEZELAY
Verdi basilique Sainte-Madeleine
vendredi 29 juillet 83
à 21 heures
CHEURS DE MUSIQUE EN MORVAN
SOLISTES ET ORCHESTRE ROUMAIS
DE L'OPERA DE CLUJ
direction : Pierre CAO
400 exécutants
Renseignements-location :
Association Yonne et tourisme,
1-2, quai de la République,
89000 Auxerre.
Tél. : (86) 52-26-27.

LE GRAND REX - U.G.C. ERMITAGE - U.G.C. OPERA - U.G.C. DANTON
PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT MONTMARTRE
U.G.C. Gare de Lyon - CONVENTION St-Charles - PARAMOUNT GALAXIE
LES 3 MURAT - ROTONDE - PARAMOUNT ORLÈANS
PARAMOUNT La Varenne - FLANDES Sarcelles - CARREFOUR Pantin
ARTEL Créteil - ARTEL Marnes - ARTEL Nogent - MÉLIES Montrouil
BUXY BOUSSY - CALYPSO Viry-Châtillon

IRONMASTER
La Guerre du Fer
— SOU PASC — ELVIRE AUDRY — GÉRARD EASTMAN — PAMELA FIELD — WILLIAM BEBER — LAMBERTO LONZI

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale et Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-H. : ouvert jusqu'à heures

DINERS

RIVE DROITE

LE JARDIN DU LOUVRE 261-16-00
2, pl. Palais-Royal, 1^{er} F/dim, lundi
Déj. Diners, Soupers jusq. 0 h 30. Le Spectacle, la Politique, les Châtiments s'y retrouvent. CUISINE DE FÊTE et LÉGÈRE VOUTURIER.

LE POTAGER DES HALLES 296-83-30
15, rue du Cygne, 1^{er}
Dîner au décor 1930, bar américain, salon et bar au 1^{er} étage. Cuisine traditionnelle. Ouvert de 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale. TERRASSE.

VISHNOU 297-56-54
Angle rue Volney et rue Daumot, 2^e
GASTRONOMIE INDIENNE. La cuisine des Maharajahs à Paris dans un décor authentique. AGRÉÉ par le MINISTÈRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salle pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.

CHEZ DIEP 256-23-96
22, rue de Flandre, 8^e Ouv. L.J.
Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamite. P.M.R. : 90 F.

AUR DE RIQUÉWIHER 770-62-39
12, rue du Fg-Montmartre, 9^e Tél. Jrs
De 12 h à 2 h du matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. Sa CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts. FERMÉ EN AOÛT.

AU PETIT RICHEL 770-68-68, 770-86-50
25, rue Le Pelletier, 9^e E. Din.
Son dîner MENU à 95 F. S.C. Ses vins de Loire. Décor centenaire authentique. Salons de 6 à 50 personnes. Déj., Diners-Soupers de 19 h à 0 h 15. Parking Droote.

PAIS DU TROCADÉRO 727-05-02
7, avenue d'Eylau, 16^e Tous les jours
Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor feutré. Cuisine faite par le patron. Air conditionné. Service et livraison à domicile. Plats à emporter.

LE SAINT-SIMON 380-89-68
116, bd Pereire, 17^e F/sem. midi-dim.
Ses spécialités de poissons. MENU à 110 F. S.C. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine B. FERRASSI. TERRASSE D'ÉTÉ. Parking, 210, rue de Courcelles.

EL PICADOR 387-28-87
81, bd des Capucines, 17^e F/sem.
Déjeuner, dîner, à 22 h SPÉCIALITÉS ESPAGNOLES : paella, gambas, bacalao, calamarsitos, etc. P.M.R. 120 F. SALONS : F/1^{er} pour un 6 sept. inclus.

LE GUILLAUME TELL 622-28-72
111, av. de Villiers, 17^e F/sem. et dim.
SPÉCIALITÉS DE POISSONS et CRUSTACÉS. Sa fameuse BOULABARBE et BOURRIÈRE. TERRASSE D'ÉTÉ. Carrelage. Park. 210, rue de Courcelles.

CHEZ GEORGES 574-31-00
Forêt Maillot, 273, bd Pereire F/sem.
Maison champagnonne. L'un vous reçoit jusqu'à 23 h. Ses plats cuisinés à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Gigot, train de côtes et ses vins de prop. TERRASSE.

LE CARILLON DE MONTMARTRE 255-17-36
18, rue de Chevalier-de-la-Barre, 18^e F/jeudi
Redécouvrez le Carillon dans son nouveau décor. Déjeuner MENU 80 F. Vin et service compris. Le soir, menu 100 F. service compris. Carte originale. Ambiance musicale. TERRASSE D'ÉTÉ.

RIVE GAUCHE

LA FERME DU PÉRIORD 331-39-51
1, rue des Ponts-Saint-Marcel, 5^e
DEJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS. Contremains prises jusqu'à minuit. Tél. : 331-69-20. OUVERT TOUTS LES JOURS. Parking gratuit.

MARTY 331-39-51
20, avenue des Gobelins (9^e)
POISSONS, GIBIERS, MEILLEURS CRUS. OUVERT TOUTS LES JOURS. SALONS DE 12 à 100 COUVERTS ET SEMINAIRES.

LE MAHARAJAH 325-12-84
15, rue J.-Chaplain, 6^e F/mardi.
Jusqu'à 23 h 30. CARREFOUR MONTMARTRE/RASPAIL, venez déguster les spés. de TANDOOR. Epl. 72, bd Saint-Germain, 354-26-07. Tél. Jrs. BIRLANI.

CL. FRANÇOISE 551-87-20/705-49-03
Aéroport des Invalides, 7^e
Menu à 90 F. Gds crues de Bordeaux cuites. Dîner une omelette de verdure. Amb. musicale. Ouvert dim. et 48 F/dim. soir et lundi. Parking près rue, sous Esplanade, entrée r. Fauter.

TAN DINH F/dimanche
60, rue de Vernueil, 7^e 544-04-84
Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979. 600 Grands Crus, dont 160 Pomerol. Service assuré jusqu'à 23 h 15. Parking : Bac-Montalambert.

HORS PARIS

SÉBILLO 624-71-31/71-32
20, av. Ch.-de-Gaulle, Neuilly-s-Seine
PORTE MAILLOT. Jusqu'à 22 h. Le spécialiste du GIGOT AUX HARICOTS, et ses POISSONS. Ouvert tous les jours.

SOUPERS APRES MINUIT

LA CHAMPAGNE 10 h, pl. Clichy
174-44-781.36
Huîtres • Coquillages • Fruits de mer • GRANDE BRASSERIE DE LA MER
WEPLER 14, place Clichy, 19^e
en août, 17 h
SON BANC D'ÉTÉ
Fois plus frais - Pomerol, 522-53-24

LA CLOSERIE DES LILAS
TERRASSE EN PLEIN AIR
171, boulevard de Montparnasse
326-70-50 et 354-21-68
Au piano : Yvan MEYER.

Chez HANSI 1, pl. 18-Juin-1940
549-06-42
F. Tour Montparnasse, 1^{er} 3 h. mat.
CHOUROUTE, FRUITS DE MER.

AU PETIT RICHEL
25, r. Le Pelletier, 770-68-68/66-50
F/dim., Serv. jusq. 1 h 15. Menu 59 F. ac.

CINEMA

Les films marqués (*) sont inscrits aux notes de titres, aux notes de distribution.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 27 JUILLET

Carte blanche à la cinémathèque municipale de Luxembourg : 15 h, la Femme nue et Satin, de V. Trivas ; 19 h, Black Sheep, Sur les ailes d'un aigle, de A. Dwan ; 21 h, les Révoltes de la cellule 11, de D. Siegel.

JEUDI 28 JUILLET

Carte blanche à la cinémathèque municipale de Luxembourg : 15 h, Adieu de Fernando, de J. de Latorre ; 19 h, Depoet, de R. S. Dijkman ; 21 h, The Comedy of Terrors, de J. Tournier.

VENREDI 29 JUILLET

Carte blanche à la cinémathèque municipale de Luxembourg : 15 h, Casablanca, de C. Prellat ; 19 h, Tamarou we live, de E.G. Linder ; 21 h, la Bercane de minuit, de M. Lelouch.

SAMEDI 30 JUILLET

Carte blanche à la cinémathèque municipale de Luxembourg : 15 h, Bonnes à marier, de H. Dancin ; 17 h, les Galères de la finance, de J. Forster ; 19 h, Cocktail et homicide, de J. Whaley ; 21 h, Sacré printemps, de R. Fleischer.

DIMANCHE 31 JUILLET

Carte blanche à la cinémathèque municipale de Luxembourg : 15 h, Sylvie et la fantôme, de C. Auzan-Lara ; 17 h, le Fantôme de F. Rivers ; 19 h, Mont d'argent, de M. Lelouch ; 21 h, la Belle Espionne, de R. Fleischer.

LUNDI 1^{er} AOUT

Relâche.

MARDI 2 AOUT

Classiques du cinéma, films d'auteurs et films rares : 15 h, le Jeune Werther, de A. Cori ; 19 h, Corcoran, de R. West ; 21 h, la Théorie des dominos, de S. Kramer.

BEAUBOURG (778-35-57)

MERCREDI 27 JUILLET

Classiques du cinéma, films d'auteurs et films rares : 15 h, le Jeune Werther, de A. Cori ; 19 h, Corcoran, de R. West ; 21 h, la Théorie des dominos, de S. Kramer.

JEUDI 28 JUILLET

Classiques du cinéma, films d'auteurs et films rares : 15 h, le Jeune Werther, de A. Cori ; 19 h, Corcoran, de R. West ; 21 h, la Théorie des dominos, de S. Kramer.

VENREDI 29 JUILLET

Classiques du cinéma, films d'auteurs et films rares : 15 h, le Jeune Werther, de A. Cori ; 19 h, Corcoran, de R. West ; 21 h, la Théorie des dominos, de S. Kramer.

SAMEDI 30 JUILLET

Classiques du cinéma, films d'auteurs et films rares : 15 h, le Jeune Werther, de A. Cori ; 19 h, Corcoran, de R. West ; 21 h, la Théorie des dominos, de S. Kramer.

DIMANCHE 31 JUILLET

Classiques du cinéma, films d'auteurs et films rares : 15 h, le Jeune Werther, de A. Cori ; 19 h, Corcoran, de R. West ; 21 h, la Théorie des dominos, de S. Kramer.

LUNDI 1^{er} AOUT

Classiques du cinéma, films d'auteurs et films rares : 15 h, le Jeune Werther, de A. Cori ; 19 h, Corcoran, de R. West ; 21 h, la Théorie des dominos, de S. Kramer.

MARDI 2 AOUT

Classiques du cinéma, films d'auteurs et films rares : 15 h, le Jeune Werther, de A. Cori ; 19 h, Corcoran, de R. West ; 21 h, la Théorie des dominos, de S. Kramer.

Relâche.

LES EXCLUSIVITES

A BOUT DE SOUFFLE MADE IN U.S.A. (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; Normandie, 8 (359-41-18) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).

ANNA (Part. v.a.) : République Cinéma, 11 (805-51-33).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aust. v.o.) : St-Germain Village, 5 (633-43-20) ; Montparnasse, 6 (359-92-82) ; Parisienne, 14 (330-30-19).

L'ARCENT (Fr.) : Hauteville, 6 (633-79-38).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap. v.o.) : Templair, 3 (272-56-56).

LES AVENTURES DE L'ARCHE PERDUE (A. v.o.) : Trois Haussmann, 9 (770-47-55).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H.sp.), 14 (321-01-01).

CALIGULA, LA VÉRITABLE HISTOIRE (A. v.o.) : Arcades, 2 (233-54-38).

CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais (H.sp.), 4 (378-47-86).

LE CHOIX DE SOPHIE (A. v.o.) : Ciné-Club, 6 (633-10-82) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

COUP DE FOUDEUR (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08).

GAUMONT COUSSE - GAUMONT BERLITZ - GAUMONT RICHELIEU

GRAND BRITAGNE - HAUTEVILLE PATHE - UGC CONVENTION

GAUMONT SUD - GAUMONT LES HALLES - GAUMONT GAMBETTA - ATHENA - 3 MURAT

ST-LAZARE PASQUIER - FAUVETTE PATHE - PARAMOUNT MAILLOT

NICOLE GARCIA - THIERRY LHERMITTE

JEAN-CLAUDE BRIALY - CHARLES DENNER - LAURENT HEYNEMANN

Stella

ON PEUT TOUT FAIRE PAR AMOUR

GAUMONT QUEST - ENCHEN FRENCH - ROBERT ARIAL - BERTY VAL D'YERRES - WITTY ROUSSEAU

CASABAN PHILADELPHIE - ST-MICHEL-SUD-ORGE 4 Montparnasse - PARY 2 - ULS 2 Orsay

CREEPSHOW (A. v.o.) : George-V, 9 (562-41-46) ; V.F. : Miramar, 14 (320-89-52).

DANS LA VILLE BLANCHE (Sole.) : 14-Juillet Montparnasse, 6 (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

DARE CRISTAL (A. v.o.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Rosc. A.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Quinze, 5 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; V.F. : Français, 9 (770-33-88) ; Montparnasse, 14 (327-32-97) ; Paramount-Maillo, 17 (758-24-24).

DIVA (Fr.) : Movies, 1 (250-43-99) ; Pantheon, 5 (354-15-04) ; Marabout, 9 (225-18-45).

BOON SCHEELE, ENFER ET PASSION (All. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (233-63-65) ; Quinze, 5 (633-79-38) ; George V, 9 (562-41-46) ; V.F. : Bressane, 6 (225-97-77) ; Lumière, 9 (246-49-07).

ET L'EXTRATERRESTRE (A. v.o.) : Trois Haussmann, 9 (770-47-55).

L'ÉTÉ MEURTRE (Fr.) : Gaumont Odéon, 6 (325-71-08) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; George V, 9 (562-41-46) ; Français, 9 (770-33-88) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Biotenue-Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18) ; Parisienne, 14 (320-30-19).

FANTY ET ALEXANDRE (Sud. v.o.) : Olympia, 6 (325-71-08) ; Gaumont Opéra, 9 (742-56-31).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (All. v.o.) : 14-Juillet Montparnasse, 6 (326-58-00).

FEMMES (Fr.-Esp.) : Publicis Champs-Élysées, 6 (720-76-23) ; Paramount Montparnasse, 14 (326-58-00).

FLICS DE CHOC (Fr.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Français, 9 (770-33-88) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; Fauteuil, 17 (359-92-82) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Convention St-Charles, 5 (579-30-07) ; Pathé Wépler, 18 (522-46-01) ; Gambetta, 20 (636-10-96).

FURYO (Jap. v.o.) : Gaumont Halles, 1 (297-49-70) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; Pagode, 7 (705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 6 (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Français, 9 (770-33-88) ; Miramar, 14 (320-89-52).

GALIN (Bras. v.o.) : Châtelet Victoria (H.sp.), 1 (508-94-17) ; Denfert (H.sp.), 14 (321-01-01).

GANDHI (Brit. v.o.) : Cluny Palace, 5 (354-07-76) ; Blysses Lincoln, 8 (359-36-14) ; V.F. : Capri, 2 (508-11-69).

LES FILMS NOUVEAUX

DIEU ME SAVONNE, film botanien de Jean Yve (v.o.) : Forum Orient-Express, 1 (297-53-74) ; Quinze, 5 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14 (589-68-42) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

FRAGMENTS POUR UN DISCOS, film de Maria Kolar Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

HORROR STAR, film américain de Norman Taurog (v.o.) : U.G.C. Opéra, 9 (742-56-31) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44) ; V.F. : Maxville, 9 (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 31 (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Secrétaire, 19 (241-77-99).

IRON MASTER, LA GUERRE DU FER, film franco-italien de Umberto Lenzi (v.o.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6 (329-42-82) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (359-92-82) ; V.F. : U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (544-25-02) ; Muret, 16 (651-99-75) ; Paramount Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Secrétaire, 19 (241-77-99).

JOY, film français de Serge Bergson (v.o.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44) ; V.F. : Maxville, 9 (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 31 (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Secrétaire, 19 (241-77-99).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11 (351-00-41) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (375-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Athènes, 12 (343-04-67) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Montparnasse, 14 (326-58-00) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).

L'HISTOIRE DE PIERRA (Franco-Ital. v.o.) : Studio de la Harpe, 6 (634-25-52) ; Lucernaire, 6 (544-57-34) ; Marabout, 9 (225-18-45).

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) : Berlioz, 2 (742-40-33).

L'HOMME DE LA RIVIERE D'ARGENT (Am. v.o.) : U.G.C. Biarritz, 8 (723-69-23) ; V.F. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

COMMUNICATION

Mercredi 27 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1



- 20 h 35 Vagabondages. Émission de R. Giquel et D. Sanders. Autour de la chanteuse Sapho et de Mouloudji.
- 21 h 25 Téléfilm : la Mort amoureuse. De J. Ertaud, d'après R. Fallot, avec G. Marchand, F. Lucagne, M. Creton, C. Abic. En hommage à René Falot, disparu le 25 juillet, TF1 rediffuse un téléfilm qui date de 1977, inspiré de l'œuvre du romancier. Une allégorie sur la mort : l'ère (la mort), P.-D.G. de la Thaumates Illimited Corporation, veut sauver du trépas l'homme qu'elle aime.
- 23 h 5 Journal.
- 23 h 20 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Saison violente. D'après E. Robins, réal. M. Moussy (2^e partie). L'enfance difficile d'un garçon de quatorze ans dans les quartiers d'Oran en 1927.
- 21 h 35 Série : Chaplin inconnu. Le dernier numéro de la série anglo-saxonne de K. Brownlow et D. Gill, sur le créateur de Charlie : extraits de séquences inédites des Temps modernes et des Lumières de la ville ; éblouissant, rare.
- 22 h 30 Document : l'Amérique vue par elle-même. De M. Farbot. L'Amérique profonde, ses racines, ses richesses, ses angoisses à travers des extraits de films.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Spectacle 3 : Palais de justice. Mise en scène de B. Chartreux, par le Théâtre National de Strasbourg, D. Müller, S. Müller et J.-P. Vincent, avec E. Didi, A. Philippot, A. Rimoux... Et le concours du ministère de la culture. La reconstruction d'un procès de justice inspiré de l'invention de Morel, de l'écrivain argentin A. Bloy Casares.
- 21 h 55 Journal.
- 22 h 15 Court métrage : Epaves en mer Rouge. De J. Fouchet-Crétieu.
- 22 h 30 Film : les Novices. Film français de G. Casaril (1970). Avec B. Bardot, A. Girardot, J. Carmet, J. Jouanneau, N. Roquevert (rediffusion). Une jeune novice de la vocation incertaine s'enfuit de son couvent breton. Elle devient l'amie, à Paris, d'une prostituée et l'aide à exercer son métier... dans une ambiance. Comment deux actrices comme Brigitte Bardot et Annie Girardot ont-elles pu se perdre dans une entreprise aussi basse et vulgaire ?
- 23 h 55, Prélude à la nuit. Deux contrastes, opus 34, d'O. Calbi, par l'Orchestre Michelé Napolitano de Naples, sous la direction de F. Zigan.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30, Qu'est-ce que la sociologie des connaissances ? Savoir, culture, pouvoir.
- 20 h, Avigona : A. Puits de l'épervier, légende irlandaise sur une musique de Tatra.
- 22 h 5, Nuits magiques : Nuits tunisiennes.

FRANCE-MUSIQUE

- En direct d'Albi-en-Provence et de Marseille
- 21 h 30, Concert (en direct du Théâtre de l'Archevêché) : Hippolyte et Aricie, de J.-P. Rameau, livret de S.-J. de Pellegrin, par l'English Baroque Soloists Monteverdi Choir, New-York Baroque Dance Company, dir. J.-E. Goussier. Avec J. Norrman, R. Yakar, J. Smith.
- 22 h 5, Prélude à la nuit. Trois mélodies d'E. Grieg, chantées par U. Rénemund, baryton, et interprétées par D. Selig au piano.

Jeudi 28 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h Vision plus.
- 12 h 30 Le bar de l'été.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Objectif santé : Laver son linge.
- 13 h 55 Série : l'Homme invisible.
- 14 h 10 Hippisme : quarté à Enghien.
- 14 h 30 Croque vacances.
- 15 h Le rendez-vous.
- 15 h 10 Les dossiers secrets des trésors. Les oiseaux d'or de Pérou.
- 15 h 5 Métiéorologie.
- 15 h 15 Émissions régionales.
- 15 h 40 Jeu : Supra défi.
- 15 h 45 Jeu : Mariages-les.
- 20 h Journal (à 22 h 5).
- 20 h 35 Série : le Boomerang noir. De R. Bahr et T. Roberts. Un savant biologiste, victime de sa naïveté, est aux prises avec des bandits de grand chemin : mal interprété, sous-jugé.
- 22 h 15 Caméra festival : Le langage des chefs. Émission de B. Gouley et C. Lapertière (rediffusion). Y a-t-il un langage commun aux chefs en France, en 1983. Des hommes politiques, des P.-D.G., un militaire témoignent.
- 23 h 15 Journal.
- 23 h 30 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h Journal (à 12 h 45).
- 12 h 10 Placote 45.
- Avec les Cocottes. Téléphone, the Strangers...
- 12 h 30 Chefs-d'œuvre du muet.
- 13 h 30 Série : le Virginien.
- 14 h 45 Aujourd'hui le via.
- 15 h 45 Dessins animés : Tom et Jerry.
- 15 h 50 Sports été. Équitation ; natation.
- 15 h 55 Récré A 2.
- 16 h 50 Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Soirée suédoise. Club des télévisions du monde (S.V.T.) : Encore heureux qu'il ait fait beau. (Téléfilm de K. Sundvall. Les mésaventures cocasses d'une famille moyenne en vacances autour de la Suède).
- 21 h 35 Variétés : le groupe Abba.
- 22 h 20 Document : Ingmar Bergman. Réal. N.P. Sundgren. Le maître en scène de Fanny et Alexandre, du Septième Scène, raconte son enfance, ses premiers contacts avec le cinéma.
- 23 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 35 Pour les jeunes.
- 19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 Cinéma sans visa. Émission de Jean Lacombe et Jean-Claude Guillebaud.
- 20 h 40 Film chilien : Voto + fusil. Film chilien d'Helvio Soto (1971), avec Pierre Guzman.

LES TEMPS D'ANTENNE POUR LES ÉLECTIONS A LA SÉCURITÉ SOCIALE

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle vient d'arrêter les modalités de la campagne à la radio et à la télévision sur les élections aux caisses d'administration de la sécurité sociale qui auront lieu le 19 octobre.

Sur TF1, Antenne 2 et FR3, pendant dix jours, entre le 3 et le 17 octobre, chaque confédération syndicale (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C.) aura droit à deux fois cinq minutes de temps d'antenne. Sur Radio-France, les

syndicats se voient accorder deux fois deux minutes. A l'annonce de ces dispositions, le bureau confédéral de la C.G.T. déclare dans un communiqué que « ces décisions sont sans rapport avec l'importance du scrutin » et reproche à la Haute Autorité de ne pas « accorder pour chaque syndicat un temps d'expression proportionnel à l'influence électorale de chacun d'entre eux », enfin de « se déjuger » par rapport aux élections primaires.

M. Jean-Noël Jeanneney, P.-D.G. de Radio-France, en visite à Nice mardi 26 juillet, a souhaité de nouveau qu'une « police des fréquences » soit rapidement mise en place pour mettre fin à l'anarchie sur la bande M.F. Après avoir réaffirmé les principes de la décentralisation de Radio-France, il a souhaité une meilleure collaboration entre ces radios et France-Inter et le développement des nouvelles régionales sur la chaîne nationale. Il a enfin indiqué que, contrairement à son programme initial, Radio-France n'avait pas l'intention pour l'instant de multiplier ces radios décentralisées mais d'aménager celles qui existent déjà.

Ne pas bronzer idiot

Quel drôle de pays que celui-ci. Tout y est sujet à caution. Ce commencement sur les bancs de l'école et ce ne se termine qu'avec la vie. On souscrit, on multiplie, on évalue, on suppose, on analyse, on additionne les notes de sciences physiques et d'anglais, les points de retraite, les chances d'avancement, les comptes du ménage, le tiers provisionnel, les polices d'assurance, ou les frais d'entretien. Quand, enfin, on débarrasse, quand, épuisé, angoissé par cette arithmétique continue, on tente d'oublier pendant trois ou quatre petites semaines, carnets, cahiers, feuilles d'impôt ou de paie, quand on lâche enfin au soleil de vacances combinées, au plus juste, comment nous engage-t-on à occuper nos loisirs ? A valser notre intelligence ?

Alors là, c'est la déprime assurée ! Rien de tel, en effet, que ces « jeux de l'été » proposés par la plupart de nos journaux pour mesurer à un point près le degré de notre monumentale imbecillité. Ces tests, me direz-vous, ne font appel qu'à l'esprit mathématique. Si vous en êtes dépourvu, pourquoi vous y consacrez ? C'est plus fort que moi. Ces séries de lettres dont une est superflue (quel est l'intrus ?) ou de chiffres dont l'un est absent (quelle est la suite ?) me font basculer, prise de vertige une fois de plus, dans le grand mystère de l'existence... administrative.

Et attendez, ce n'est pas tout. L'ignorance du monde qui nous entoure — de que les Américains ont déjà baptisé computer literacy (analphabétisme électronique) — s'étend, s'approfondit de jour en jour. Témoin : le Superdédi, lancé en fin d'après-midi par TF1 aux téléspectateurs — amateurs de jeux électroniques — qui plonge, j'en suis persuadé, le pays profond dans des abîmes de perplexité hébétée. Trop abattu pour songer à appuyer sur le bouton et changer de chaîne, il a droit, à miracle ! depuis lundi, dans la foulée, à un nouveau jeu (Marions-les). Il s'agit de devinettes, de rébus bêtes comme chou ; exemple : ces deux dessins : un lit vert et une poule indiquent le nom d'une ville. Laquelle ? Secouant sa torpeur prostrée, la France reconnaissante, incrédule, alors se soulève dans un grand cri. Liverpool, dont l'écho frémisse de ferveur retrouvée secoue l'Hexagone. Grâce à la télé, on ne sera pas mort idiot.

CLAUDE SARRAUTE.

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE JUILLET
LES BÉNÉFICES DE LA CRISE
(Claude Julien)

L'AMÉRIQUE DE M. REAGAN PART EN CROISADE POUR LA DÉMOCRATIE
(Marie-France Toinet)

LE NUMÉRO : 10,50 F
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09
Publication mensuelle du Monde
(En vente partout)

ABONNEMENTS VACANCES

| | | | | |
|--------|------------|-------|------------|-------|
| France | 15 jours | 79 F | 1 mois 1/2 | 188 F |
| | 3 semaines | 99 F | 2 mois | 241 F |
| | 1 mois | 136 F | 3 mois | 341 F |

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger, veuillez nous consulter.)
Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à :

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens — 75427 PARIS CEDEX 09

Nom Prénom
N° Rue
Code postal Ville
Je m'abonne au Monde pendant les vacances pour
du au Versement joint

LE BLOCAGE DU PRIX DU «FIGARO»

Le syndicat du Livre parisien C.G.T. et la société des rédacteurs plaident la cause de M. Robert Hersant

Le comité interyndical du Livre parisien C.G.T., dans un communiqué publié mardi 26 juillet, se déclare dans la « position paradoxale » d'avoir éventuellement à défendre M. Robert Hersant si le blocage du prix du Figaro, imposé par le ministère de l'économie et des finances, entraînerait la remise en cause de certaines publications du groupe. Il y a un risque que le groupe Hersant « engage une partie de bras de fer » avec les pouvoirs publics, quitte à remettre en question la politique concurrentielle menée avec les imprimeurs et les ouvriers.

Après avoir remarqué que le groupe Hersant est « un des seuls à avoir créé des produits nouveaux ces dernières années », M. Roger Lancy, secrétaire du comité interyndical C.G.T., estime que les conséquences pour l'ensemble du secteur du livre de la mise en place de ce blocage « entraînent l'ensemble des recherches en pénalisant les

travailleurs ». La logique de l'emploi amènerait plutôt, précise-t-il, à conduire une politique favorable à la création de nouveaux emplois pour restaurer le pluralisme et améliorer la circulation des idées dont la France a besoin.

La société des rédacteurs du Figaro, pour sa part, déclare « mal comprendre » la mesure ministérielle et ajoute, dans un communiqué à l'adresse de M. Delors, à qui elle demande de reconsidérer sa décision : « Loin de nous la pensée que la place actuelle du Figaro au sein de la presse d'opposition qui peut un instant sur votre décision, mais c'est un peu ainsi que l'opinion publique risque de le ressentir ». Enfin, la société des rédacteurs du Figaro n'exclut pas non plus les conséquences que ce blocage des prix pourrait avoir sur « le maintien de l'emploi au sein de notre entreprise ».

A PROPOS DES DIFFICULTÉS DE MONTSOURIS

La C.G.T. dénonce les pratiques des « requins » de l'imprimerie lourde

Après avoir donné un coup de semonce aux pouvoirs publics en investissant les bureaux du ministère de l'économie et des finances jeudi dernier, le comité interyndical du Livre parisien C.G.T. a présenté mardi 26 juillet un plan de redressement de l'imprimerie de Montsouris, qui connaît actuellement des difficultés (le Monde du 23 juillet). Il a surtout lancé plusieurs accusations, assorties d'avertissements à l'adresse de divers partenaires de ce secteur.

L'imprimerie de Montsouris sera contrainte, selon la C.G.T., de déposer son bilan à la fin du mois d'août si les pouvoirs publics n'interviennent pas. Encore ne suffirait-il pas que l'Etat se borne à délivrer un prêt de 80 millions, comme le demande la direction, pour rétablir l'entreprise. La C.G.T. voudrait que les emprunts contractés par Montsouris soient renégociés et que l'éponge soit passée sur certaines créances. Une revendication qui s'adresse surtout au principal partenaire de l'imprimerie, la banque Indosuez. De plus l'organisation syndicale estime qu'Indosuez se devrait d'assurer près de la moitié de l'emprunt nécessaire, évalué, selon la C.G.T., à 90 millions.

Mais la survie de l'entreprise ne pouvant être, à terme, assurée que par sa bonne santé industrielle, c'est en fait à une action en profondeur que la C.G.T. convie les pouvoirs publics pour réorganiser le marché de l'imprimerie lourde de labeur. Un marché, selon elle, accaparé par des « requins », des « pirates » nommément désignés : les imprimeurs Jean Didier, dirigeant l'entreprise qui porte son nom, et Yves Ginioux, P.-D.G. d'Avignon graphique, tous deux accusés de livrer à une concurrence déloyale qui serait à l'origine de la stagnation des prix dans ce secteur.

« Si l'imprimerie de Montsouris avait pu ajuster ses prix à l'inflation sans risquer de perdre sa clientèle, elle ne serait pas menacée aujourd'hui », commente la C.G.T. Et si ces deux concurrents parvenaient à attirer les éditeurs à eux, c'est parce que, après avoir organisé « la chasse aux syndicats C.G.T. », ils n'observaient pas les dispositions conventionnelles de la profession : ainsi, dans ces entreprises, un ouvrier travaillerait en moyenne deux cent soixante-dix heures par mois, alors qu'à Montsouris on ne fait que cent soixante-cinq heures.

Ainsi, la très vive concurrence à laquelle se livrent les grandes entreprises de labeur en France

s'expliquerait-elle plus, aux yeux de la C.G.T., par le comportement déloyal des uns que par un caractère général en matière d'impression. En conséquence, la C.G.T. « déclare la guerre à Jean Didier et à Yves Ginioux » et « pas seulement avec les mots ». Quant aux éditeurs, « on leur indiquera désormais les bonnes adresses et les mauvaises. Il y va de la survie de Montsouris, donc du secteur du labeur ».

Certes, le niveau des commandes en France est inférieur aux autres pays, mais les commandes globales des revues. Mais le rapatriement de trois cent trente-neuf titres imprimés à l'étranger suffirait, selon la C.G.T., à combler la différence. Pour contraindre les éditeurs nationaux, l'on pourrait notamment subordonner le bénéfice des exonérations fiscales qu'autorise l'article 39 bis du code général des impôts à l'impression en France de leurs publications. Ou encore, suggère la C.G.T., mais pas officiellement cette fois — on pourrait jouer sur l'octroi du numéro de commission paritaire diquiel dépendent un certain nombre d'avantages.

La thèse du rapatriement des travaux est, on le sait, généralement jugée irréaliste par les administrations concernées, qui se montrent d'autre part extrêmement embarrassées par l'affaire de Montsouris. Celles-ci ont également acquis la conviction qu'il ne servirait à rien de fournir une aide ponctuelle à l'entreprise sans prendre d'autres mesures touchant à l'ensemble de la profession. Mais généralement c'est l'analyse selon laquelle les imprimeries de labeur sont surexploitées et en sureffectif qui prévaut. C'est ce point de vue que les délégués syndicaux vont combattre auprès des services du premier ministre, qui devraient examiner le dossier au fond.

ÉRIC ROHDE

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75427 PARIS CEDEX 09

C.C.P. Paris 4267-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 988 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER

(par mandat)

L. BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

361 F 604 F 817 F 1 140 F

É. SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne

Il faut sur demande

Les abonnés qui paient par chèque

postal (trois virements) voudront bien

joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines au plus) :

préciser l'adresse à laquelle vous

leur demandez une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à

toute modification.

Veuillez avoir l'obligeance de

répondre aux lettres sous pli fermé

et d'adresser les lettres à :

هكمان الناصر

MODE

Cinq jours en haute couture

Le regard qui vaut un demi-million de dollars

Elle est française, très élégante, d'une absolue discrétion dans la jungle étouffante de la haute couture parisienne. Pourtant, son œil, son goût, ses coups de foudre ou son élan valent un demi-million de dollars. Jacqueline Harscher-Thomaz est « la plus grosse acheteuse » - elle trouve l'expression affreuse - de modèles de couture.

Bien sûr, elle ne sort pas trois cent cinquante millions de centimes de sa poche, comme ça, pour son plaisir personnel. Elle agit pour le compte de milliers de femmes, fêles comme elle de l'art du vêtement, qui achèteront les patrons des modèles qu'elle retient chaque saison pour Vogue Pattern, filiale du journal du même nom, et vendu en France sous le nom des Patrons en Vogue.

Tous les ans, Jacqueline Harscher-Thomaz acquiert quelque cinquante modèles, vingt-cinq chez les grands couturiers, vingt-cinq chez les créateurs, couturiers eux-mêmes mais dont les procédés de fabrication et le nombre des modèles confectionnés chaque année ne leur permettent pas de décrocher le label « couture ».

Cette année, elle a passé des contrats avec sept grands couturiers français : Saint-Laurent, Dior, Givenchy, Ungaro, Balmain, Ricci et Laroche. Pour un prix qui varie entre 38 et 50 francs, ses lectrices peuvent acquérir le droit de reproduire jupes, manteaux, robes, blouses des noms les plus prestigieux de la mode.

Certains couturiers refusent de leur accorder ce droit. Ainsi, on ne trouvera pas dans les grands maga-

sins ou chez les marchands de tissus, les patrons des extraordinaires tailleurs de chez Chanel. Si l'arrivée de Karl Lagerfeld et de son petit carogon ont changé hies des choses dans la célèbre maison, cette révolution-là n'a pas encore eu lieu.

D'autres couturiers ont accordé leurs droits à Vogue Pattern mais ont interdit la vente de leurs patrons en France. C'est le cas de Saint-Laurent, Nina Ricci et Christian Dior. Qu'à cela ne tienne, les plus résolues ont pris le parti de passer les frontières de la Suisse ou de la Belgique pour acquérir ces modèles qui y sont en vente libre.

La « filière de la mode » ne souffre pas d'obstacle. Les patrons les plus populaires se vendent jusqu'à 100 000 exemplaires et, chaque année, ce sont plus de cent patrons de haute-couture qui sont disponibles, dans toutes les tailles et avec le maximum de précisions, sous le label Patrons de Vogue. Bien sûr, les vêtements très ouvragés, les broderies, les dentelles, les plissés seraient impossibles à reproduire même pour la couturière amateur la plus acharnée mais le marché du patron se porte bien.

Et l'on comprend ainsi l'engouement du public pour la création de prestige. Pour un prix dix à vingt fois inférieur au prix affiché par les couturiers, elles sont des milliers, femmes souvent jeunes, enceintes ou en charge de leurs premiers enfants, qui se mettent à leur ouvrage et réinventent les gestes minutieux des ouvrières des ateliers parisiens.

OLIVIER SCHMITT.

AU DÉFILE

Lagerfeld ou le triomphe du baroque

Ungaro : la diva

Emanuel Ungaro, dans la suite logique du lancement de son parfum chypre Diva, s'adresse aux vedettes de la scène et de la ville avec une présentation spectaculaire, mariant les couleurs fortes, voire psychédéliques, aux mélanges de noir et de blanc, très réussis. Ainsi les peletons aux emmêlements surabondants de laine molle, jaune mordant, fuchsia, vert émeraude, violette ou bleu roi, aux coupures gaudées de noir, s'ouvrent-ils sur des ensembles à pantalons coupés en hies et montés à plis, rétrécis du bas. Les garnitures de fourrure, très importantes, laissent présager le retour des écharpes, si populaires avant la guerre. Les robes du soir, plissées et drapées, en soie unie ou façonnée, comportent des traînes... bien difficiles à manier.

Lanvin : hommage à la duchesse de Windsor

Si Jules-François Crayon, chez Lanvin, dédie ses modèles à la duchesse de Windsor, du moins le fait-il de façon très actuelle. En effet, il travaille avec bonheur au retour des robes, notamment pour la jupe, à manches longues, buste mince souligné sous la taille de petits volants. Mais on peut préférer les tailleurs karaté ceinturés aux hanches, sur des jupes droites en draperies rayées et les mannequins kimono en chenille bicolor. De très beaux ensembles, habillés de satin de plusieurs coloris, sont taillés en tranches de bleu ponce, fuchsia et gris pâle sur jupes noires sous le genou, ceinturées et drapées aux hanches. Les collants de dentelle noire apportent une note précieuse aux robes de crêpe et de soie, enroulées et drapées, en dentelle scintillante, ornées de volants, souvent transparentes, portées avec des châles ourlés de plumes d'autruche.

Lapidus : effets de smoking

Ted Lapidus, connu pour ses blazers et ses vestes sport, reste fidèle au style structuré et



(Dessin d'YVES SAINT-LAURENT.)

bien épaulé, souvent taillé en smoking. Les longs revers effilés sont boutonnés bas, à poches plaquées confortables, en flanelle grise, tweed ou carreaux chinés. A l'inverse, les coupes amples sont traitées en souplesses, ornées de vision : manteaux à capuchon, chasubles s'ouvrant sur des robes chemisiers de jersey.

Première aussi de la joaillerie Ted Lapidus, réalisée par Jean-Claude Mestrallet, de Diamant Diffusion, à Grenoble, dont des chaînes à mailles plates alliant l'or à l'acier de signe et autres pierres semi-précieuses, ainsi que des diamants.

Chanel : Lagerfeld lui-même

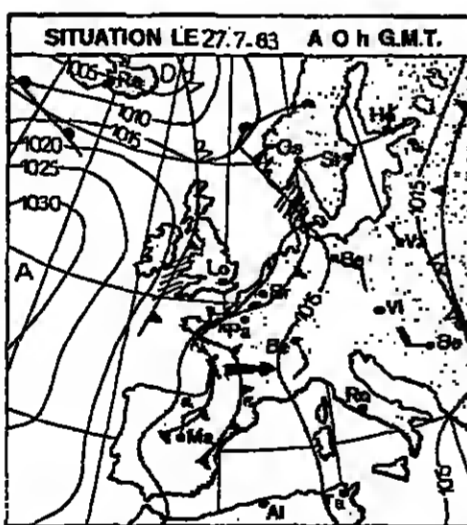
Chez Chanel, Karl Lagerfeld offre le spectacle de créations merveilleusement subtiles, pensées jusqu'aux moindres détails, dans le cadre unique de la grande salle de l'Ecole des beaux-arts.

Certes, il actualise Chanel avec ce qui compte de réel et de réalisme. Grâce à lui la palette des couturiers, très noire et grise, prend de l'éclat, ce qui devrait se refléter l'an prochain au niveau de M^{me} Tout-le-monde. Il retient, en effet, les bleus et les roses tendres qui donnent bonne mine, dans des tailleurs garnés, aux épaules adoucies et manches taillées pour garter les bras. Ses tweeds noir et blanc se fondent en unis légers, tandis que les noirs et les marins s'égayent de passementeries dorées, de chaînes et de strass, tout comme les jupes s'allègent par l'effet de doubles ourlets, le premier, septuagénaires, garni ou orné de fourrure. Les chapeaux, et ses assorties terminent les parades sans que les répétitions ne lassent. Une mode de jour plausible et personnelle, des tenues de crêpe et de soie d'artifice baroque avec des broderies représentant les décors des commodes Régence. Cent vingt-quatre raisons d'applaudir.

NATHALIE MONT-SERVAN.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



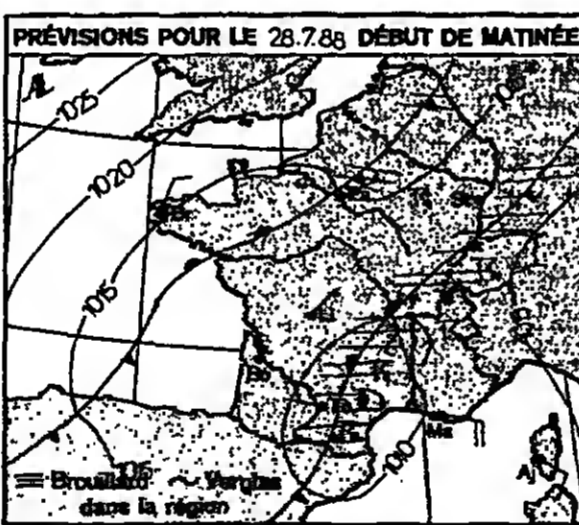
Evolution probable du temps en France entre le mercredi 27 juillet à 0 heure et le jeudi 28 juillet à minuit.

La zone dépressionnaire d'altitude centrée sur le Portugal dirige vers notre pays des nuages d'altitude, humides et instables, génératrices d'orages ; cependant, le prolongement vers les îles Britanniques de la dorsale atlantique oriente progressivement le flux au nord-est, et le temps deviendra moins chaud et plus stable sur les régions du Nord-Ouest.

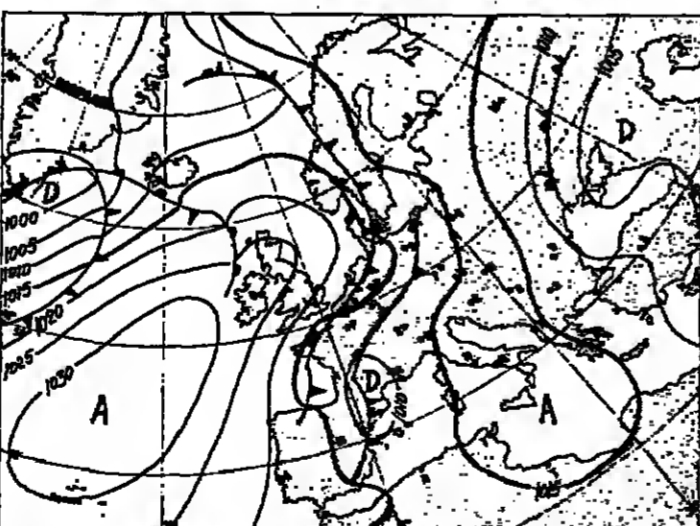
Jusqu'à la zone d'activité orageuse concernera principalement la moitié sud-est du pays, avec développement d'orages accompagnés parfois de grêle et de coups de vent ; le temps, bien ensoleillé le matin près de la Méditerranée, deviendra lourd dans l'après-midi, avec apparition de foyers orageux locaux.

Les orages risquent d'être plus violents de Massif Central aux Alpes et au Jura.

Sur les régions de la moitié nord-ouest du pays, un temps nuageux, avec quelques brumes près des côtes de la Manche et quelques ondées orageuses résiduelles sur le Nord-Est, prédominera le matin. Dans la journée, un temps souvent ensoleillé et plus stable sera observé sur la Bretagne, la Vendée, le Bassin parisien, la Normandie et les régions du Nord et du Nord-Est. Le



PRÉVISIONS POUR LE 28 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)



vent tournera au nord-est sur les régions précitées. Les températures, toujours très élevées sur le pays, seront cependant en baisse sensible sur les régions du Nord-Ouest.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 27 juillet à 9 heures : 1 015,9 millibars, soit 762 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 juillet ; le second le minimum dans la nuit du 26 juillet au 27 juillet) :

Ajaccio, 40 et 22 degrés ; Biarritz, 23 et 19 ; Bordeaux, 30 et 19 ; Bourges, 33 et 20 ; Brest, 24 et 16 ; Caen, 26 et 16 ; Cherbourg, 22 et 16 ; Clermont-Ferrand, 36 et 18 ; Dijon, 35 et 21 ; Grenoble, 39 et 17 ; Lille, 29 et 19 ; Lyon, 39 et 22 ; Marseille-Marguare, 40 et 28 ; Nancy, 35 et 19 ; Nantes, 28 et 20 ;

Nice-Côte d'Azur, 32 et 25 ; Paris-Le Bourget, 31 et 17 ; Pau, 25 et 20 ; Perpignan, 34 et 24 ; Rennes, 29 et 18 ; Strasbourg, 34 et 20 ; Tours, 28 et 18 ; Toulouse, 30 et 20 ; Toulon-Marseille, 33 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 21 degrés ; Amsterdam, 26 et 13 ; Athènes, 33 et 21 ; Berlin, 31 et 20 ; Rome, 35 et 18 ; Bruxelles, 29 et 18 ; Le Caire, 37 et 24 ; Les Canaries, 27 et 21 ; Coppenhague, 26 et 17 ; Dakar, 29 et 21 ; Djibouti, 37 et 23 ; Genève, 35 et 17 ; Jérusalem, 27 et 18 ; Lisbonne, 24 et 18 ; Londres, 28 et 18 ; Luxembourg, 33 et 21 ; Madrid, 31 et 16 ; Moscou, 19 et 14 ; Nairobi, 26 et 12 ; New-York, 29 et 22 ; Palma-de-Majorque, 35 et 21 ; Rome, 37 et 21 ; Stockholm, 28 et 11 ; Tenez, 41 et 27 ; Tunis, 40 et 22.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3502

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT

I. Plus ils sont appuyés, plus ils ont des chances de tomber. — II. Tient donc un langage propre à nous faire rougir. — III. On espère toujours que les premiers ne seront pas les derniers. Pas un autre (inverse). — IV. Donne matière à réflexion. Chasse donc une sensation désagréable. — V. Ce qui pour lui fut un enfer, fut pour Dante une Divine Comédie. N'est pas inconnu au bataillon. — VI. Ne s'exprime donc en aucune langue. — VII. Article. Se ramasse dans une chute. — VIII. Passent donc grâce à une voix. — IX. Sa prière, s'a pas cours. — X. Étaient plus portés sur les armes que sur les âmes. — XI. Arrive jusqu'en finale pour être éliminée. Animé. — XII. A donc encore à redouter les rats. Pris en main ou tenu à l'œil.

VERTICALEMENT

1. Passe beaucoup mais donne peu. — 2. Peut donc être perçu mais ne peut être touché. A droit à la parole. — 3. Ce n'est pas catholique mais c'est chrétien. Bien en chair. Il est assez fréquent d'y voir des gens errier au feu. — 4. Donnée par un moulin. — 5. Pris au collet. On peut toujours faire appel à lui pour nous tirer de l'embarras. — 6. Protection des majeurs. Une question de vie ou de mort pour Lamartine. — 7. Avec elle, il vaut mieux tirer le rideau pour éviter d'être dans la peine. On l'on peut voir le jour en plein nuit. — 8. Sont mis à plat à la suite d'un échauffement intensif. — 9. Met beaucoup de gens dans la peine en expirant. Façon d'être. Stiffé.

Solution du problème n° 3501

Horizontalement

I. Monnaie. Apt. Ee. — II. Épouiller. Owens. — III. Ma. Laboureur. — IV. Équillibré. Ol. — V. Nuls. Sol. Edile. — VI. Te. Maître. Fén. — VII. Jambette. — VIII. Total. Délic. — IX. Frières. Ent. Ont. — X. Ion. Oval. Alto. — XI. Puzes.

cent. Me. — XII. Is. Os. Inc. Ri. PP. — XIII. Essai. Parité. Ane. — XIV. Recatilage. Pien. — XV. Essence. Elevage.

Verticalement

1. Mémento. Pipière. — 2. Opé. que. Trousses. — 3. No. Ul. Joint. Aus. — 4. Numismate. Route. — 5. Ai. Amarrés. On. — 6. Illisible. Pl. — 7. Elabore. Sociale. — 8. Ebrété. Verr. — 9. Roi. St. Ensigné. — 10. Us. Séduir. Tel. — 11. Portée. Et. Ré. — 12. Tweed. Il. Ami. PV. — 13. En. Il. Iole. Aie. — 14. Enroulement. Pneu. — 15. Essieu. Stoppeur.

GUY BROUTY.

ENVIRONNEMENT

DEUX GUIDES POUR L'ASSAINISSEMENT

La direction de la prévention des pollutions, au secrétariat d'Etat à l'environnement, vient de publier deux cahiers techniques destinés aux communes confrontées aux problèmes d'assainissement.

Le premier de ces guides traite de la Collecte des déchets des ménages (s'adresser à l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets ou ANRED, 2, square La Fayette, 49004 Angers Cedex ; tél. : (41) 87-25-24. 104 p., 30 F.).

Le deuxième guide s'intitule Assainissement en zone littorale (s'adresser à l'Agence nationale de bassin Seine-Normandie, 10-12, rue du Capitaine-Ménard, 75732 Paris Cedex 15 ; tél. : (1) 575-62-26. 92 p., 35 F.).

EN BREF

CONCOURS

LES CRÉATEURS DE JEUX DE SOCIÉTÉ. — Le Centre culturel de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) organise un concours international qui récompensera le créateur amateur du meilleur jeu de société. Ce concours est ouvert à tous ; chaque inventeur doit adresser la maquette de son jeu avant le 1^{er} novembre accompagnée du règlement que l'on obtient auprès du Centre culturel.

* 22, rue de la Belle-Feuille, 92100 Boulogne-Billancourt. Tél. : 684-82-82.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 29 JUILLET

« La mort d'Henri II », 15 heures, théâtre Saint-Paul, M^{me} Bouquet des Champs.
« La Marse », 15 heures, devant l'Hôtel de Ville, M^{me} Garnier-Albige.
« Hôtel Miramion », 15 heures, 47, quai de la Tournelle, M^{me} Legrégois.
« Peinture napoléonienne du dix-septième siècle », 15 h 30, entrée, M^{me} Ledercy (Caisse nationale des monuments historiques).
« Edouard Manet », 15 h 30, Grand Palais (Approche de l'art).
« Le Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filles).
« Le musée Victor-Hugo », 15 heures, 6, place des Vosges (P.-Y. Joliet).
« Charles Le Brun », 15 heures, portail de l'église, rue Monge (Paris et son histoire).
« Le Marais », 15 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
« Ruelles moyenâgeuses », 15 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 27 juillet :

DES LOIS

• Organique relative aux candidats admis au premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature.
• Relative à la démocratisation du secteur public.
• Portant approbation d'une convention fiscale avec le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.

DES DÉCRETS

• Relatif au régime d'allocation de vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales.
• Relative à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de Sécurité sociale.
• D'application de la loi relative à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de Sécurité sociale.
• Relatif à la situation des internes des hôpitaux des régions sanitaires.

LÉGION D'HONNEUR

Education nationale

Est nommé chevalier de la Légion d'honneur : M. André Argouges, proviseur du lycée Jean-Bart à Grenoble.

Les seize pays occidentaux et du Club de Paris ont mis en œuvre le plan de la monnaie et du crédit pour le réajustement de la balance des paiements en 1983-1984. Ce plan prévoit un montant de 1 milliard de dollars pour le soutien financier aux pays en difficulté. Les fonds sont alloués à la fois aux pays en difficulté et aux pays en bonne situation. Les fonds sont alloués à la fois aux pays en difficulté et aux pays en bonne situation.

L'accord de refinancement de 1982 du principal et les fonds publics (celle qui finance les opérations) ont été alloués à la fois aux pays en difficulté et aux pays en bonne situation. Les fonds sont alloués à la fois aux pays en difficulté et aux pays en bonne situation.

La France détient la plus grande réserve de dollars, soit 100 milliards de dollars. Les autres pays en difficulté ont des réserves de dollars allant de 10 à 50 milliards de dollars. Les autres pays en difficulté ont des réserves de dollars allant de 10 à 50 milliards de dollars.

Le délai de paiement des dettes est de quatre ans. Les dettes sont allouées à la fois aux pays en difficulté et aux pays en bonne situation. Les dettes sont allouées à la fois aux pays en difficulté et aux pays en bonne situation.

En fin de compte, cette année, le plan de la monnaie et du crédit a été mis en œuvre. Les fonds sont alloués à la fois aux pays en difficulté et aux pays en bonne situation. Les fonds sont alloués à la fois aux pays en difficulté et aux pays en bonne situation.

économie

Le libre-échange selon M. Reagan

M. William Brock, chargé du commerce international dans l'administration Reagan, ne l'a pas caché : il y a, et il y aura, et il le dit le 25 juillet devant un sous-comité du Congrès, des actions sélectives contre les pays qui subventionnent leurs industries. « Arrive un temps où l'on doit dire : c'est assez ! Nous vivons dans le monde réel et avons à répondre aux actions des autres pays. Certes, nous négocions pour tenter d'ouvrir le système commercial international, mais nous ne négligerons pas les armes et ne laisserons pas le monde marcher sur les États-Unis. » Et M. Brock d'ajouter : « Cela n'est pas du protectionnisme. »

Est-ce si sûr pour les Américains eux-mêmes ? Les journaux en doutent. L'austère *Wall Street Journal* titre, le 26 juillet, à la une : « Reagan adopte subitement des politiques commerciales restrictives à l'approche des élections de 1984. » Et le quotidien des affaires de soutenir : « La poursuite de pratiques déloyales de la part des autres, spécialement de la C.E.E., a aussi poussé le président à agir. » Et voilà pour ce qui est des négociations sur le libre-échange.

Quant à la revue *Fortune*, elle consacre à ce sujet, dans son numéro daté du 8 août, un article titré : « Protectionnisme style Reagan : les quotas sur l'acier. »

La liste d'actes, il est vrai, ces derniers mois, des produits soumis à restrictions. Les derniers en date - certains faibles d'acier spéciaux - se sont vu imposer, au début du mois, par le président Reagan, de nouveaux droits de douane et des quotas. Et cela non pas en raison de pratiques « déloyales », mais parce que, selon la Commission du commerce international, l'accroissement des importations d'acier spéciaux a provoqué de sérieux dommages à l'industrie sidérurgique américaine. Volontiers défensives, par la parole, du libre-échange, M. Brock justifie cette mesure parce que, non contents d'accroître leurs exportations, les Européens protégeraient leur propre marché.

L'agriculture est aussi, depuis le début de l'année, l'objet d'âpres discussions. Accusant les Européens de subventionner leurs exportations de produits agricoles - ce qui est exact, mais les Américains ne sont pas en reste (le *Monde* du 9 décembre 1982), - Washington avait décidé, au janvier, de financer le marché traditionnel de la C.E.E. Les États-Unis viennent de réitérer un subventionnement, la semaine dernière, la vente au Caire de beurre et du fromage.

Les Européens ne sont pas les seuls visés, loin de là. L'impos-

tion d'un droit de douane supplémentaire de 49 % sur les importations de motos - pour protéger le dernier constructeur national, Harley Davidson - touche les Japonais. Et, ces dernières semaines, des quotas ont été imposés sur les importations de nombreux produits textiles originaires d'Asie du Sud-Est et de Chine.

En outre, dans de telles circonstances, les Japonais ne peuvent pas ne pas prendre au sérieux la récente mise en garde du président Reagan pour que soit reconstruit l'accord d'« autorisation » des exportations nippones d'automobiles vers les États-Unis, plébiscité, depuis plus de deux ans et, théoriquement, jusqu'en mars 1984, à 1,68 million de véhicules par an.

M. Brock ne voit pas là du protectionnisme, mais, avec le poids croissant des divers lobbies industriels à l'approche de l'élection présidentielle, chaque secteur économique en difficulté (agriculture, sidérurgie, automobile, textile) devient protégé. Et cela au moment même où certaines de ces branches reprennent - les ventes d'automobiles en juillet sont là pour le prouver. Or, dans le même temps, les secteurs de haute technologie ne sont pas oubliés : les Américains ont tiré les leçons de la formidable pénétration des Japonais dans l'électronique grand public et surtout dans les circuits intégrés et n'ont nullement l'intention de perdre la bataille des nouvelles générations de produits. Les licences sont plus parcimonieusement cédées - particulièrement dans les secteurs les plus avancés, - et les laboratoires universitaires, moins largement ouverts, qu'autrefois aux étudiants et aux chercheurs étrangers.

Moins de deux mois après le sommet de Williamsburg, où les sept « Grands » s'étaient promis d'empêcher l'érection de toute nouvelle barrière aux échanges internationaux ; la douche est donc sévère. M. Brock, qui a rencontré, il y a huit jours, à Londres, plusieurs responsables occidentaux du commerce international, leur a proposé, selon le *Wall Street Journal*, d'établir une liste des pratiques « déloyales » des différents partenaires et d'en négocier la suppression. Il a aussi répété que la politique américaine actuelle avait pour seul objet d'envoyer « un clair signal » aux gouvernements étrangers. Voilà un avertissement que les gouvernements européens devraient méditer, tant il indique clairement quel type de relations économiques et commerciales internationales les États-Unis entendent voir pratiquer dans les années à venir.

SOCIAL

Le refus par M. Bérégovoy du licenciement de quatre délégués C.G.T. de Citroën suscite une vive réaction de la C.G.C.

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, vient de refuser le licenciement des quatre délégués cégétistes maghrébins de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), rejetant aussi le recours déposé les 20 et 21 mars par la direction de l'entreprise contre un premier refus qui lui avait été opposé par l'inspection du travail (le *Monde* du 27 juillet, dernière édition).

La direction du groupe automobile a aussitôt annoncé son intention de saisir le tribunal administratif de Paris. Pour sa part, la Fédération C.G.C. des métaux a dénoncé ce qu'elle nomme une « décision scandaleuse, premier pas vers le pouvoir octroyé aux milices révolutionnaires ». Estimant que le ministre « légalise la violence dans l'entreprise », la Fédération s'insurge « contre la démission d'un pouvoir qui, le 4 mai 1983, face à une délégation de la métallurgie de la Confédération française de l'encadrement C.F.E., s'engageait à prendre une position claire après examen sérieux des dossiers et qui, le 26 juillet, jouant les Ponce-Pilote, ne trouve à se justifier que dans un silence complaisant ».

Le 2 février dernier, des incidents entre partisans et adversaires d'une manifestation devant le siège de Citroën avaient fait, selon la direction, vingt-cinq blessés - mais trois seulement avaient été hospitalisés. La direction avait alors prononcé le licenciement de huit salariés et la mise à pied de quatorze autres. Elle demandait en outre à l'inspection du travail

l'autorisation de licencier quatre militants cégétistes protégés par leur statut de délégués - MM. Akka Ghaziz (secrétaire général, fraîchement élu de la section C.G.T.), Lahoussine Rachi, Lahoussine Oussalah et Ahmed Mansouri, - accusés d'être responsables de ces incidents. Parallèlement, trois de ces derniers avaient été inculpés, le 14 mars, dans le cadre d'une procédure judiciaire pour « coups et blessures volontaires et entrave à la liberté du travail ». Cette affaire n'est toujours pas jugée.

Dans l'entourage de M. Bérégovoy, on fait précéder le rapport de l'inspection du travail n'est nullement concluant en ce qui concerne les accusations de violence avancées par les responsables de l'usine d'Aulnay, et que la démarche du ministre vise à ne pas préjuger l'action judiciaire en cours. Cette décision survient quelques jours après l'annonce de 7371 suppressions d'emplois dans le groupe Peugeot S.A. - dont 4140 chez Talbot et 3231 chez Peugeot. Faut-il y voir une volonté de durcissement à l'égard de la direction du groupe P.S.A. ?

Le contentieux porte à la fois sur des options économiques, industrielles, mais aussi sociales - le coût des licenciements pouvant atteindre 1 milliard de francs pour l'Etat et l'UNEDIC. Politiquement, l'enjeu est tout aussi important, puisque la C.G.T. et le P.C.F. avaient réclamé la nationalisation de Peugeot. Cette perspective est, pour l'instant, écartée par le gouvernement. - J.B.

CONJONCTURE

Payer selon ses moyens

(Suite de la première page.)

Pour la mise au point définitive du budget, a estimé M. Delors, l'Etat doit résoudre cette année le « problème permanent » du financement des dépenses sociales, qui progressent de 3 % à 4 % par an alors que l'activité économique et donc les ressources doivent connaître une quasi-stagnation.

Par ailleurs, la C.G.C., par la voix de M. Jean Meunier, son président, a lancé un cri d'alarme. L'encadrement, surtout, les classes moyennes aussi, dans la mesure où leurs revenus sont connus, vont être, encore une fois, les victimes de ce tour de vis fiscal supplémentaire. A la Fédération de l'éducation nationale (FEN), un décret officieusement pris, cette décision devrait être prise (le prélevement de 2 %), on considérerait qu'« elle est de nature incohérente et aberrante, et, au cas où elle aboutirait à une loi, elle ne manquerait pas d'amener de vives réprobations, dans la mesure où elle aurait été prise sans concertation et alors même qu'avec cette réforme de la fiscalité le revenu brut serait frappé sans progressivité ». Bien sûr, M. Delors apporte quelques éléments rassurants sur ce point mais pas sur le fond du problème.

La réaction de la FEN, dont les adhérents ont contribué largement au succès électoral du P.S., donne une idée des sentiments éprouvés par certains éléments de ce parti, non moins, qui accusent volontiers M. Delors d'avoir inspiré ou rédigé l'article du *Monde* pour « lancer un ballon d'essai ou même d'alarme ». Au vrai, il n'est pas

besoin d'obtenir du ministre ou de ses collaborateurs une quelconque confiance, qui n'a d'ailleurs pas été faite, pour évoquer la possibilité d'un prélevement élargi et porté, le cas échéant, à 2 %.

En 1984, compte tenu de la progression des dépenses sociales citées par le ministre et du fléchissement de la consommation provoqué volontairement par le plan de rigueur du 25 mars dernier, il va manquer 20 à 25 milliards de francs pour la Sécurité sociale et 15 milliards de francs pour le budget de l'Etat, estimation basse des prix en pleine lutte contre l'inflation, et qui constitue en outre un péché contre le dogme de la progressivité de l'impôt ; ou il élargit l'assiette et augmente le taux des impôts existants. Même si on ne relevait pas de tout les tranches du barème de l'impôt sur le revenu en fonction de l'inflation - ce qui est contraire à l'engagement du président de la République - on n'obtiendrait que 10 milliards de francs, a précisé à M. Delors, M. Delors, Majoré de 50 % le taux de l'impôt sur les grandes fortunes ne rapporterait que 2 milliards de francs et encore bien moins dans le cas d'un alourdissement de l'impôt sur les successions.

Reste ce fameux prélevement,

A partir de cette donnée, le choix est dramatiquement simple. Ou le gouvernement majore la T.V.A., solution rapidement rentable et relativement indolore, mais qui, aux yeux du ministre des finances, entraîne automatiquement une hausse des prix en pleine lutte contre l'inflation, et qui constitue en outre un péché contre le dogme de la progressivité de l'impôt ; ou il élargit l'assiette et augmente le taux des impôts existants. Même si on ne relevait pas de tout les tranches du barème de l'impôt sur le revenu en fonction de l'inflation - ce qui est contraire à l'engagement du président de la République - on n'obtiendrait que 10 milliards de francs, a précisé à M. Delors, M. Delors, Majoré de 50 % le taux de l'impôt sur les grandes fortunes ne rapporterait que 2 milliards de francs et encore bien moins dans le cas d'un alourdissement de l'impôt sur les successions.

Reste ce fameux prélevement,

Reste ce fameux prélevement,

Reste ce fameux prélevement,

Formation professionnelle

88 000 STAGES SERONT ACCESSIBLES EN SEPTEMBRE POUR LES JEUNES DE SEIZE A DIX-HUIT ANS

Dès la rentrée de septembre, 88 000 places de stage seront disponibles pour la formation des jeunes de seize à dix-huit ans, a annoncé mardi 26 juillet, le ministre de la formation professionnelle. Une première tranche de moyens financiers a été déjà débloquée pour offrir 55 000 stages en formation alternée (avec un séjour en entreprise) et 8 000 stages d'orientation approfondie à des jeunes sortis en juin du système scolaire.

Quelque 80 000 jeunes de seize à dix-huit ans, contre 155 000 l'an dernier, sont attendus par ailleurs, à la rentrée, dans les 650 permanences d'accueil installées dans des lycées. Ils sont nombreux cette année, du fait que le retard accumulé précédemment a été en partie comblé en 1983.

D'autre part, les jeunes qui ont déjà suivi un stage d'insertion ou d'orientation en 1982-1983 pourront suivre un stage de qualification, même s'ils ont dépassé dix-huit ans, rappelle le ministre. Environ 25 000 stages de qualification sont ainsi à ajouter aux 55 000 et aux 8 000 places déjà offertes pour les jeunes bénéficiant de ce système pour la première fois, soit un total de 88 000 stages pour la rentrée, qui peuvent déboucher sur un nouveau type de diplôme - un certificat de formation générale - entré en vigueur le 2 juillet dernier.

AGRICULTURE

LES AGRICULTEURS MANIFESTENT CONTRE LES IMPORTATIONS DE POIRES ESPAGNOLES

(De notre correspondant.)

Avignon. - Plus de deux cents agriculteurs en colère ont manifesté mardi 26 juillet à partir de 18 heures sur l'autoroute A7, au niveau de Mornas (Vaucluse). Ils voulaient ainsi attirer l'attention du public et des autorités sur les problèmes qu'ils rencontrent dans la vente de leur production fruitière, notamment celle des poires (1).

Filtrant la circulation routière en autorisant le passage seulement sur une voie dans chaque sens, les agriculteurs ont « contrôlé » des camions transportant des produits agricoles espagnols qu'ils ont vidés de leur chargement. Les forces de l'ordre, qui avaient pris place devant les manifestants les ont fait déloger à l'aide de grenades lacrymogènes. La circulation, déviée par les services de police durant la manifestation, était rétablie peu avant 21 heures.

Un incident s'est produit au cours de la manifestation : un reportage photographique du journal *Le Provençal* a été légèrement blessé par une caisse au cours du « déchargement » d'un camion espagnol par les agriculteurs. Dans un communiqué, publié en fin de soirée, le S.N.J. et la C.F.D.T. protestaient à la suite de cet incident, estimant que la caisse avait été lancée volontairement sur le journaliste en mission. - J.L.

(1) La F.N.S.E.A. (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et la F.N.P.F. (Fédération nationale des producteurs de fruits) mettent l'accent dans un communiqué sur « l'infondement des cours des fruits et plus particulièrement de la poire », et demandent « que les pouvoirs publics prennent d'urgence les mesures nécessaires, y compris au regard de la concurrence étrangère ».

LE MODEF NE SERA PAS REPRÉSENTÉ DANS LES OFFICES PAR PRODUITS

Deux syndicats agricoles, le MODEF et la Fédération nationale des syndicats de paysans (F.N.S.P.) s'élèvent, dans deux communiqués distincts publiés le 26 juillet, contre la composition des conseils de direction des offices d'intervention par produits, récemment publiée au *Journal officiel*.

Sur les quatre-vingt-douze représentants de la production et de la coopération, aucune des candidatures proposées par le MODEF n'a été retenue. « Qui va représenter les intérêts des petits et moyens producteurs ? », interroge le syndicat qui, comme la F.N.S.P., constate que les paysans sont représentés « presque uniquement par des hommes de la F.N.S.E.A. et de ses sections spécialisées ». La F.N.S.P., qui s'indigne qu'une seule femme ait été nommée, se demande si ces conseils marquent « le retour de la cogestion de la politique agricole par le couple Etat-F.N.S.E.A. ».

Les pertes occasionnées aux agriculteurs de la Côte-d'Or par les hausses du prix du blé sont actuellement évaluées à 625 millions de francs, selon la direction de l'agriculture de la Côte-d'Or. Quarante-cinq communes sur sept cent sept avaient été sinistrées en Côte-d'Or et le Fonds national de garantie contre les calamités agricoles qui avait été saisi devait intervenir très prochainement. La direction de l'agriculture doit mettre maintenant sur pied une commission d'enquête pour chiffrer les dégâts (les milieux viticoles parlent d'un préjudice de 80 millions de francs) occasionnés par la grêle sur une partie du vignoble bourguignon, notamment à Vosne-Romanée.

(Publicité)

Spécialiste en commercialisation immobilière
RECHERCHE
Promoteur désirant vendre programme immobilier de 45 à 80 logements en quatre mois. Région Côte d'Azur.
Honoraires de commercialisation 10 %.

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

MONNAIES

Seize pays dont la France accorde au Pérou de larges délais de remboursement

Les seize pays occidentaux créanciers du Pérou, réunis lundi et mardi au sein du Club de Paris, ont accepté le rééchelonnement de la dette péruvienne 1983-1984-1985 pour un montant de 1 milliard de dollars, a annoncé le ministre péruvien de l'économie et des finances, M. Carlos Rodríguez Pastor.

L'accord de refinancement porte sur 90 % du principal et les intérêts de la dette publique (celle qui est garantie par les gouvernements) due du 30 avril 1983 au 28 février 1984, ainsi que sur un pourcentage non encore déterminé des échéances du 1^{er} avril 1984 au 28 février 1985. Au total, le montant, en tout cas, est de 1.037 milliard de dollars, dont 338 millions d'intérêts.

La France détient la plus forte créance, ainsi rééchelonnée : 304 millions de dollars ; elle est suivie par les États-Unis (255 millions) ; l'Italie (151 millions) ; l'Allemagne fédérale (147 millions) et le Japon (146 millions).

Le délai de paiement est de huit ans et demi, comportant une période de grâce de quatre ans. Lors de la précédente négociation au sein du Club de Paris, en novembre 1978, un délai de paiement de sept ans en moyenne avait été accordé pour le remboursement de 420 millions de dollars tombant à échéance en 1979 et 1980.

En février de cette année, le Pérou a reçu du Fonds monétaire un prêt de 850 millions de dollars d'une durée de trois ans ; à la fin du mois de juin, les banques commerciales ont accepté de rééchelonner toutes les dettes non garanties tombant à

échéance d'ici au 7 mars 1984 (montant : 410 millions de dollars) et accordé des nouveaux prêts pour un montant de 450 millions. Elles ont encore autorisé leur intention de maintenir les lignes de crédit à court terme dans la limite de deux milliards de dollars. Le Pérou a pris contact avec Moscou et les pays socialistes de l'Europe de l'Est pour leur demander des délais de paiement (la dette vis-à-vis des pays communistes est de 1 milliard de dollars). L'endettement total du pays est estimé à 11 milliards de dollars. Le Pérou, qui a pris de nouvelles mesures de réduction des dépenses publiques cette année, avait suspendu ses paiements au monde extérieur le 29 avril dernier.

LE MEXIQUE RENONCE A L'UTILISATION IMMÉDIATE DE DEUX PRÊTS BANCAIRES

Mexico (A.F.P.). - Le gouvernement mexicain a reporté l'utilisation des deux dernières tranches de deux prêts s'élevant au total à 1,425 milliard de dollars (sur un total de cinq milliards), en raison de l'excédent commercial de 5,8 milliards enregistré durant le premier semestre 1983 (+ 5,8 milliards de dollars), a annoncé mardi le sous-secrétaire de l'intérieur, M. Francisco Suárez. Celui-ci a encore annoncé que le Mexique gardait de même en réserve les 325 millions de dollars qu'il serait autorisé à tirer sur le Fonds monétaire dans le cadre du prêt « stand by » de 3 milliards de dollars accordé par cette institution.

LES PRIX DE DÉTAIL ONT AUGMENTÉ DE 0,6 % EN JUIN

Les prix de détail ont augmenté de 0,6 % en juin, selon l'indice définitif de l'INSEE, publié mardi 26 juillet. Il s'agit d'un record depuis le 1^{er} janvier 1982. En rythme annuel sur les trois derniers mois courants (avr, mai, juin), la hausse des prix a été de 10,6 %, sur un an (juin 1983 par rapport à juin 1982), la progression a été de 5,5 %.

LES PRODUITS ALIMENTAIRES ont progressé en juin, par rapport à mai, de 0,5 %, la pomme la plus notable se faisant sur les fruits et légumes (+ 1,5 %), les œufs (+ 1,2 %), la viande de boucherie (+ 0,8 %) et les produits de la pêche (+ 0,7 %).

LES PRODUITS MANUFACTURÉS ont, dans leur ensemble, augmenté de 0,7 % en juin. On ne note pas dans le secteur de particuliers d'augmentation, si ce n'est les postes combustibles-énergie et meubles et tapis qui progressent de 0,8 %.

LES SERVICES sont restés stables (+ 0,4 %), sauf le poste « autres services », qui comprend les postes de communications, les voyages organisés et le camping, marquant une forte hausse à 1,4 %.

Cache-cache

100

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

La devise-titre dépasse 10,50 F
Les étrangers continuent de faire recette. La preuve en est : malgré la légère dérive négative du dollar, le marché des devises a largement débordé les 10,50 F pour s'échapper mardi jusqu'à 10,53 F (premier prix 10,47 F). La veille, elle avait évolué entre 10,31 F et 10,47 F.

De jour en jour, le volume des transactions sur les valeurs étrangères grossit (107 millions lundi, contre 90 millions vendredi), qui plus est, il n'est pas vraiment significatif du phénomène, les investisseurs passant directement commande sur les places où leur intérêt se porte.

Cette concurrence, toutefois, n'a pas mis aux valeurs françaises. En clôture, l'indicateur instantané enregistrait une hausse sensible de 0,9 % environ.

Avec l'approche de la fin du mois calendaire, les ventes au comptant augmentent, mais, manifestement, l'impact n'est pas important, les liquidités sont abondantes et la reprise de dernière minute observée à Wall Street en début de semaine a rassuré, surtout le motif de cette reprise (réduction du déficit budgétaire américain), favorisant ainsi les placements.

Pour une fois, les 12 % du loyer de l'argent au jour le jour (-1,16 %) sont apparus révélateurs de l'enclenchement d'un processus de détente sur le front monétaire.

L'activité cependant a été des plus modérées, renforçant l'impression d'une résistance bien organisée.

De nouveaux en hausse aux Etats-Unis, l'or, cette fois, s'est redressé à 422,25 dollars l'once contre 422 dollars lundi en fin d'après-midi. Le recul du dollar n'y a pas été étranger.

A Paris, le lingot a progressé de 1 250 F à 107 300 F (après 107 050 F) et le napoléon de 4 F à 585 F.

Le volume des transactions a encore augmenté : 12,17 millions de francs contre 10,96 millions.

NEW-YORK

Reprise

Après avoir littéralement petassé ces derniers jours, Wall Street s'est assez franchement redressé mardi. Amorcé une heure après l'ouverture, le mouvement de hausse s'est progressivement développé et, à la clôture, l'indice des Industriels, après avoir atteint son plus haut niveau historique en séance (1250), s'est établi à 1243,69 (+10,82 points) en clôture. Les investisseurs institutionnels se sont montrés plus actifs que les jours précédents, comme en témoigne le volume des transactions avec 91,28 millions de titres échangés contre 73,75 millions la veille.

Cette reprise a été essentiellement favorisée par l'assez incroyable augmentation des bénéfices de la General Motors (+85,7 %) pour le second trimestre. Au cours des trois derniers mois, le résultat net (1,04 milliard de dollars) du premier constructeur américain d'automobiles a même été supérieur à la masse des profits que ce dernier avait dégagé pour tout l'exercice 1982 (962,7 millions de dollars). C'est le meilleur résultat enregistré depuis quatre ans, qui, de surcroît, n'est pas éloigné du chiffre trimestriel record (1,26 milliard) enregistré pour le premier trimestre de 1979. S'il fallait une preuve que la reprise économique est bien là, General Motors l'a administrée avec force.

Sur 1960 valeurs traitées, 1029 ont monté, 593 ont baissé et 338 ont été sans variation. L.B.M. a atteint son plus haut niveau historique.

| VALEURS | Cours de 25 juil. | Cours de 26 juil. |
|-------------------|-------------------|-------------------|
| Alcoa | 40 5/8 | 41 7/8 |
| A.T.T. | 45 3/4 | 46 1/4 |
| Boeing | 52 1/2 | 53 5/8 |
| Chrysler | 52 1/2 | 53 5/8 |
| Eastman Kodak | 52 1/2 | 53 5/8 |
| Exxon | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Ford | 38 1/4 | 39 1/4 |
| General Electric | 38 1/4 | 39 1/4 |
| General Motors | 42 1/2 | 43 1/2 |
| IBM | 124 3/4 | 125 3/4 |
| Johnson & Johnson | 38 1/4 | 39 1/4 |
| McDonald | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Merck | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Shell | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Union Carbide | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Wendell | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Xerox Corp. | 46 5/8 | 47 5/8 |

LA VIE DES SOCIÉTÉS

EXXON. - Bénéfice net pour le deuxième trimestre de 1 075 millions de dollars contre 849 millions. Pour le premier semestre, le résultat net atteint 2 135 millions de dollars contre 1 685 millions pour un chiffre d'affaires de 46 586 millions de dollars contre 51 962 millions.

COMMERZBANK. - La troisième banque privée d'Allemagne a enregistré de très bons résultats au cours du premier trimestre 1983.

Son résultat provisoire d'exploitation s'élève à 468 millions de deutschemarks (environ 160 millions de dollars), contre 203 millions pendant la même période de 1982, déjà une année record. Cette augmentation est principalement due à une forte rentrée des recettes (+30 %) favorisée par les taux d'intérêt élevés.

INDICES QUOTIDIENS
(BASE 100 = 31 déc. 1982)

Valeurs françaises : 130,3 131,4
Valeurs étrangères : 125,8 125,1

COTE DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 = 31 déc. 1982)

Indice général : 128,8 129,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 27 juillet : 12,3 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 dollar (en yen) : 246,15 246,70

En 1982, le résultat d'exploitation de la Commerzbank avait atteint 500 millions de deutschemarks environ, chiffre qui devrait être atteint dès cet été, selon la banque.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Commerzbank a dépassé pour sa part les 111 milliards de deutschemarks pour la période sous revue contre 107 milliards de deutschemarks l'an dernier à cette époque.

DOW CHEMICAL. - Chute spectaculaire des résultats du groupe chimique américain pour le deuxième trimestre, 93 millions de dollars contre 197 millions, soit une baisse de 52,8 %, pour un chiffre d'affaires inchangé de 2,73 milliards de dollars. Dans son communiqué, Dow Chemical précise que en 1982, à pareille époque, son bénéfice net avait été gonflé de 50 % par les plus-values provenant de la vente d'Asahi-Dow et qu'en outre l'état de cause les profits provenant de l'exploitation sont plus élevés (47 cents par action pour le deuxième trimestre, contre 31 cents le premier et 40 cents au 30 juin 1982).

En mai, le groupe a commencé à bénéficier des effets de la reprise économique et juin a été son meilleur mois depuis deux ans.

U.S. STEEL. - Nouveau déficit pour le second trimestre : 112 millions de dollars contre un bénéfice net de 4 millions. Pour les six premiers, la perte nette atteint 230 millions de dollars contre un résultat net positif de 84 millions.

BOURSE DE PARIS

Comptant

26 JUILLET

| VALEURS | Cours de 25 juil. | Cours de 26 juil. |
|---------|-------------------|-------------------|
| 3 % | 28 | 28,88 |
| 5 % | 41 | 41,10 |
| 7 % | 51 | 51,10 |
| 10 % | 61 | 61,10 |
| 12 % | 71 | 71,10 |
| 15 % | 81 | 81,10 |
| 18 % | 91 | 91,10 |
| 20 % | 101 | 101,10 |
| 22 % | 111 | 111,10 |
| 25 % | 121 | 121,10 |
| 28 % | 131 | 131,10 |
| 30 % | 141 | 141,10 |
| 32 % | 151 | 151,10 |
| 35 % | 161 | 161,10 |
| 38 % | 171 | 171,10 |
| 40 % | 181 | 181,10 |
| 42 % | 191 | 191,10 |
| 45 % | 201 | 201,10 |
| 48 % | 211 | 211,10 |
| 50 % | 221 | 221,10 |
| 52 % | 231 | 231,10 |
| 55 % | 241 | 241,10 |
| 58 % | 251 | 251,10 |
| 60 % | 261 | 261,10 |
| 62 % | 271 | 271,10 |
| 65 % | 281 | 281,10 |
| 68 % | 291 | 291,10 |
| 70 % | 301 | 301,10 |
| 72 % | 311 | 311,10 |
| 75 % | 321 | 321,10 |
| 78 % | 331 | 331,10 |
| 80 % | 341 | 341,10 |
| 82 % | 351 | 351,10 |
| 85 % | 361 | 361,10 |
| 88 % | 371 | 371,10 |
| 90 % | 381 | 381,10 |
| 92 % | 391 | 391,10 |
| 95 % | 401 | 401,10 |
| 98 % | 411 | 411,10 |
| 100 % | 421 | 421,10 |

| VALEURS | Cours de 25 juil. | Cours de 26 juil. |
|---------------------|-------------------|-------------------|
| De Beers (port.) | 92 50 | 92 50 |
| Dow Chemical | 382 | 384 |
| Dynalene | 760 | 763 |
| Exxon | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Formosa | 74 | 74 |
| Freemont | 260 | 273 |
| General | 400 | 375 |
| Grain | 130 | 135 |
| Goodyear | 310 | 315 |
| Grace and Co | 485 | 482 |
| Harco International | 102 | 105 |
| IBM | 124 3/4 | 125 3/4 |
| Johnson & Johnson | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Kellogg | 130 | 135 |
| Lincoln | 248 | 247 |
| Marathon | 34 80 | 34 80 |
| McDonald | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Merck | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Shell | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Union Carbide | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Wendell | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Xerox Corp. | 46 5/8 | 47 5/8 |

SECOND MARCHÉ

| VALEURS | Cours de 25 juil. | Cours de 26 juil. |
|-------------------|-------------------|-------------------|
| A.G.P.-R.D. | 718 | 720 |
| Alcoa | 40 5/8 | 41 7/8 |
| Boeing | 52 1/2 | 53 5/8 |
| Chrysler | 52 1/2 | 53 5/8 |
| Eastman Kodak | 52 1/2 | 53 5/8 |
| Exxon | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Ford | 38 1/4 | 39 1/4 |
| General Electric | 38 1/4 | 39 1/4 |
| General Motors | 42 1/2 | 43 1/2 |
| IBM | 124 3/4 | 125 3/4 |
| Johnson & Johnson | 38 1/4 | 39 1/4 |
| McDonald | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Merck | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Shell | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Union Carbide | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Wendell | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Xerox Corp. | 46 5/8 | 47 5/8 |

Hors-cote

| VALEURS | Cours de 25 juil. | Cours de 26 juil. |
|-------------------|-------------------|-------------------|
| Alcoa | 40 5/8 | 41 7/8 |
| Boeing | 52 1/2 | 53 5/8 |
| Chrysler | 52 1/2 | 53 5/8 |
| Eastman Kodak | 52 1/2 | 53 5/8 |
| Exxon | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Ford | 38 1/4 | 39 1/4 |
| General Electric | 38 1/4 | 39 1/4 |
| General Motors | 42 1/2 | 43 1/2 |
| IBM | 124 3/4 | 125 3/4 |
| Johnson & Johnson | 38 1/4 | 39 1/4 |
| McDonald | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Merck | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Shell | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Union Carbide | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Wendell | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Xerox Corp. | 46 5/8 | 47 5/8 |

Étrangers

| VALEURS | Cours de 25 juil. | Cours de 26 juil. |
|-------------------|-------------------|-------------------|
| A.G.P.-R.D. | 718 | 720 |
| Alcoa | 40 5/8 | 41 7/8 |
| Boeing | 52 1/2 | 53 5/8 |
| Chrysler | 52 1/2 | 53 5/8 |
| Eastman Kodak | 52 1/2 | 53 5/8 |
| Exxon | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Ford | 38 1/4 | 39 1/4 |
| General Electric | 38 1/4 | 39 1/4 |
| General Motors | 42 1/2 | 43 1/2 |
| IBM | 124 3/4 | 125 3/4 |
| Johnson & Johnson | 38 1/4 | 39 1/4 |
| McDonald | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Merck | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Shell | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Union Carbide | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Wendell | 38 1/4 | 39 1/4 |
| Xerox Corp. | 46 5/8 | 47 5/8 |

Marché à terme

| MARCHÉ A TERME | | | | | | | | | | raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------|--------------|---------|---------|--------|---------|---------|------------|--------|-------|---|---------|--------|--------|---------|---------|--------|-------|---------|-------------|--------|-------|---------|---------|--------|----------|---------|---------|--------|-------|---------|---------|
| VALEURS | | | | | VALEURS | | | | | VALEURS | | | | | VALEURS | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Compt. | Cours | Précéd. | Dernier | Compt. | Cours | Précéd. | Dernier | Compt. | Cours | Précéd. | Dernier | Compt. | Cours | Précéd. | Dernier | Compt. | Cours | Précéd. | Dernier | Compt. | Cours | Précéd. | Dernier | Compt. | Cours | Précéd. | Dernier | Compt. | Cours | Précéd. | Dernier |
| 125 | A.S. 95 1873 | 2091 | 2125 | 2108 | 2106 | 410 | Eurochemie | 431 | 444 | 445 | 444 | 395 | Permut | 407 | 415 | 418 | 408 | 910 | B. Oncomore | 930 | 930 | 925 | 930 | 72 | Alcatraz | 7330 | 7445 | 7440 | 7445 | 1045 | |
| 135 | C.B.E. 3.1 | 3082 | 3093 | 3090 | 3070 | 700 | Eurochemie | 700 | 690 | 689 | 688 | 676 | Permut | 708 | 719 | 722 | 719 | 810 | BASF (Akt) | 802 | 812 | 812 | 824 | 801 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 151 | Agenc | 152 | 154 | 154 | 154 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 173 | Agenc | 172 | 173 | 175 | 170 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 175 | Agenc | 172 | 173 | 175 | 170 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 225 | A.L. Suprem | 229 | 230 | 230 | 230 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 50 | A.L.S.P. | 50 | 50 | 50 | 50 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 145 | A.L.S.P. | 145 | 145 | 145 | 145 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 376 | Agenc | 376 | 376 | 376 | 376 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 328 | Agenc | 328 | 328 | 328 | 328 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 335 | Agenc | 335 | 335 | 335 | 335 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 340 | Agenc | 340 | 340 | 340 | 340 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | 10442 | 10445 | 10445 | 1045 | |
| 350 | Agenc | 350 | 350 | 350 | 350 | 630 | Eurochemie | 630 | 625 | 625 | 625 | 610 | Permut | 625 | 635 | 635 | 625 | 920 | Bayer | 905 | 912 | 912 | 924 | 901 | Alcatraz | 10430 | | | | | |

Le Monde

AU CONSEIL DES MINISTRES

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. UN MONDE EN FEU : « Pisé pour le Guatemala », par Roger Rouquette ;
3. Les Réfugiés originaires de l'Asie du Sud-Est, de Georges Condomines et Richard Potter.

ÉTRANGER

3. GRANDES MANÈVRES DIPLOMATIQUES ET MILITAIRES EN AMÉRIQUE CENTRALE.
4. ASIE
5. AFRIQUE
5. PROCHE-ORIENT
6. ISRAËL : des renouveau prévus la désignation du nouvel ambassadeur à Paris.
5. EUROPE

POLITIQUE

6. « Le silence des intellectuels de gauche » (III), par Philippe Boglio.
- La visite de M. Mitterrand dans la banlieue parisienne.

SOCIÉTÉ

7. Un an après l'accident de Bessens.
8. Les suites de l'attentat d'Orly.
- SPORTS.
15. COMMUNICATION : les difficultés de l'imprimerie de Montsouris.
16. SCIENCES : « L'astronomie en révolution », (III), par Michel Cassé.
18. MÉDECINE.
- MODE : cinq jours en haute couture.

ARTS ET SPECTACLES

- 9 à 11. DU CÔTÉ D'AVIGNON : le danseur Lutz Förster raconte Pina Bausch ; « Marie Stuart » de Schiller ; La Châtelaine de Villeneuve.
11. CINÉMA : animation au centre culturel canadien ; Les cinémathèques, un lieu de Raymond Borden.
- 10-11. Programmes Expositions.
12. Festivals de musique en province ; Une sélection.
- 13-14. Programmes spectacles.

ÉCONOMIE

19. La libre-échange selon M. Reagan.
- SOCIAL.
- AGRICULTURE.
- CONJONCTURE.
20. AFFAIRES.
- PÊCHE.
- ÉTRANGER : la restructuration de la sidérurgie wallonne.

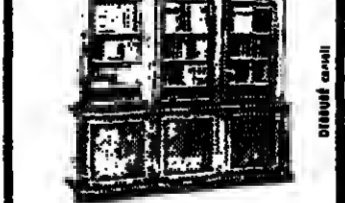
- RADIO-TÉLÉVISION (15)
- INFORMATIONS
- SERVICES (18) :
- « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
- Annouces classées (17) ; Carnet (8) ; Programmes des spectacles (13-14) ; Marchés financiers (21).

Le numéro du « Monde » daté 27 juillet 1983 a été tiré à 452 686 exemplaires

SOLDES D'ÉTÉ

en fonction des stocks

MEUBLES - LUMINAIRES
SIÈGES - MEUBLES D'APPOINT



un exemple : 23.800 - 17.865 Frs

LA MEUBLERIE

107 Bd Saint-Germain

PARIS 6^e Tél. (1) 326.55.88

OUVERT 10h - 19h

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueille au groupe

les amateurs de 3 à 83 ans

5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5^e

Téléphone (1) 501-70-64

Le gouvernement fixe son programme de travail pour le second semestre

M. Pierre Mauroy devait présenter, mercredi 27 juillet, au conseil des ministres, le programme de travail du gouvernement pour le second semestre, qui fixe les priorités retenues à court, moyen et long terme. Son contenu traduit une double volonté : poursuivre l'« approfondissement » des réformes engagées et rechercher des moyens d'améliorer la vie quotidienne.

La poursuite des réformes se caractérise notamment par la préparation, dans le cadre du processus de décentralisation, de nouvelles répartitions des compétences entre l'État, les régions et les départements, en particulier en matière d'urbanisme, de santé, de formation. Dans le domaine de la justice, le gouvernement consacrera essentiellement ses travaux au rôle des tribunaux de commerce, à la « personnalisation » des peines, à l'indemnisation des victimes des accidents de la route. Une loi forestière, annoncée pour assurer le développement d'une « filière bois », devrait être officiellement proposée.

Autre priorité : la modernisation industrielle. Cet objectif passe, selon le gouvernement, par une série de réflexions sur les nouvelles techniques industrielles, la « filière » électronique, le développement du programme spatial, les nouvelles techniques de transport.

La deuxième loi relative au IX^e Plan - celle qui doit définir les voies et les moyens à utiliser pour appliquer la loi d'orientation adoptée par le Parlement - devrait être adoptée en octobre. Elle précisera les douze programmes prioritaires dont l'exécution conditionnera la réalisation du Plan.

Le gouvernement se propose aussi d'accroître l'effort de solidarité sociale. Les principaux thèmes retenus à ce sujet sont : la réforme hospitalière, la politique de santé, la

politique familiale et le financement de l'assurance-chômage.

Tout cela devrait accompagner la mise en œuvre du programme de redressement économique arrêté en mars dernier, lequel donnera lieu à de nombreuses communications ministérielles et se traduira, en septembre, dans les choix budgétaires pour 1984.

Le gouvernement veut s'efforcer de rendre la rigueur aussi supportable que possible. Mais comment « changer la vie » concrètement, quand les contraintes économiques ne permettent pas d'y parvenir en favorisant tout simplement l'augmentation du pouvoir d'achat ? Le premier ministre estime qu'il est possible de répondre à cette question en prenant des mesures qui soient de nature à améliorer la vie quotidienne des citoyens sans hypothéquer les choix économiques généraux.

Il a été demandé aux membres du gouvernement de faire preuve d'innovation pour que la rigueur des temps n'empêche pas certains progrès dans la vie de chaque jour, par exemple, dans les rapports entre l'administration et le public, dans la protection des consommateurs ou le renforcement de la sécurité en ville. Plusieurs de ces priorités devraient connaître une traduction législative en septembre dans le courant de l'année prochaine.

A. R.

A PARIS

Cours record pour le dollar : 7,89 F

Le dollar n'en finit plus de battre ses records à Paris. Mercredi 27 juillet, il a atteint 7,89 F. La veille, pourtant, il était revenu de 7,86 F coté lundi 25 juillet, à 7,83 F, et même moins, sur la perspective d'une réduction du déficit budgétaire des États-Unis dès 1984 grâce à la rigueur de la rigueur économique américaine, plus forte que prévue. Mais les craintes d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt outre-Atlantique ont été les plus fortes.

Pour beaucoup d'observateurs, les effets même modérés des autorités américaines pour ralentir le rythme d'aug-

mentation des liquidités ne peut empêcher qu'une nouvelle élévation des loyers de l'argent, du moins le Trésor américain a rendu public un calendrier d'augmentations très chargé pour le troisième trimestre : déficit budgétaire oblige.

La livre sterling suit le dollar dans sa montée, ce qui l'a fait passer à plus de 12 F à Paris (12,08 F), tandis que le franc suisse poursuit son ascension à 3,7250 F, nouveau record. Au sein du système monétaire européen, le franc reste fort vis-à-vis d'un mark très faible : moins de 3,61 F.

NOUVELLES BRÈVES

• Le metteur en scène et comédien Pierre Debauche vient d'être nommé directeur du Centre théâtral de Limousin (Centre national dramatique) en remplacement de M. Pierre Laruy.

(Né en 1939, Pierre Debauche, a fondé en 1963 le théâtre Daniel-Sorano de Vincennes, puis en mai 1965 le Théâtre des Amateurs de Nanterre, qui recevait en 1971 le statut de Centre dramatique national. Il a été et dirige la Maison de la culture de Nanterre, de sa préfiguration en 1968 jusqu'à 1978.

Pierre Debauche a mis en scène une soixantaine de spectacles dont les plus récents sont : *Le Mariage blanc* de Rossetti et *L'Amour en visite* d'Alfred Jerry, créé au théâtre Delmas et qui sera repris dans ce même théâtre, chez Pierre Debauche, à été d'autre part professeur au Conservatoire national supérieur d'art dramatique de 1971 à 1981.)

• Le chanteur Johnny Hallyday a été opéré le mardi 26 juillet d'une arthrose de la hanche à l'hôpital Cochin (Paris). Selon un communiqué du professeur Michel Postel, qui a opéré M. Jacques Chirac la semaine dernière, le chanteur va « aussi bien que possible ».

• Le clown camien Charlie Rivet, de son vrai nom José Andrien y Lasserre, est mort le mardi 26 juillet à Barcelone. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

• Deux personnes sont mortes à la suite d'une baignade dans le lac de Saint-Antoine-de-Ficalba (Lot-et-Garonne), après avoir présenté des symptômes évocateurs de leptospirose, maladie animale transmissible à l'homme. Les autorités sanitaires du département ont interdit la baignade dans le lac en attendant la confirmation du diagnostic par l'Institut Pasteur de Paris.

(La leptospirose, ou fièvre ictero-hémorragique, est une maladie due à des bactéries qui ont une affinité particulière, tant chez l'animal que chez l'homme, pour le foie, les reins et le système nerveux. Elle se caractérise par des rechutes fréquentes d'ictères, suivies de fièvre, jaunisse, troubles de la coagulation (hémorragies) et de la digestion.)

Ralentissement des commandes de réacteurs nucléaires et nouvelle politique commerciale d'E.D.F.

Le conseil des ministres devrait approuver, le mercredi 27 juillet, une communication de M. Jean Auroux, secrétaire d'État à l'énergie, portant sur la production et la consommation d'électricité. Le gouvernement devrait arrêter à cette occasion, comme prévu (le Monde du 22 juillet), le programme d'engagements nucléaires pour 1983, 1984 et 1985 et définir une nouvelle stratégie commerciale d'E.D.F. visant à accroître la pénétration de l'électricité notamment dans l'industrie.

Le rythme d'engagement des réacteurs nucléaires, fixé à trois tranches par an depuis l'automne 1981 devrait être ramené à deux tranches par an en 1983 et 1984 et à une ou deux tranches en 1985, le choix définitif pour 1985 devant être arrêté ultérieurement, en vue de l'évaluation de la consommation. Deux tranches nucléaires de 1 300 mégawatts (Penly 1 et Golfech 1) ayant d'ores et déjà été commandées par E.D.F. depuis le début de l'année en cours, la troisième (Chooz B1), qui devait être engagée au cours du quatrième trimestre 1983 sera reportée au début de 1984, une seconde tranche (probablement Cattenom 4) devant être commandée ultérieurement l'année prochaine.

Le ralentissement modéré du programme nucléaire, alors que les perspectives de consommation d'énergie d'ici à 1990 laissent prévoir un suréquipement de la France en matière de production d'énergie, notamment électrique, ce qui soulignait le rapport du groupe long

terme énergie du Plan remis le 15 juillet au gouvernement, conduit les pouvoirs publics à opter parallèlement pour une stratégie offensive de pénétration de l'électricité. La nouvelle politique commerciale d'E.D.F., qui devrait être approuvée au conseil des ministres, vise à éviter la création d'excédents de production par rapport à la consommation à l'horizon 1990. Elle implique néanmoins une moindre pénétration des autres formes d'énergie, notamment du fuel et du charbon.

Le gouvernement a choisi de ne pas définir publiquement de stratégie énergétique globale, compte tenu du caractère hautement politique des débats portant notamment sur le charbon. Il devrait se contenter de réaffirmer la priorité donnée au programme de maîtrise de l'énergie, en se gardant toutefois de définir des objectifs généraux, chiffres de production ou de consommation d'énergie.

V.M.

M. Michel Jobert dénonce « les hésitations et les choix malencontreux » de la diplomatie de M. Mitterrand

M. Michel Jobert, ancien ministre d'État dans les deux premiers gouvernements Mauroy, président du Mouvement des démocrates, écrit dans sa lettre du mois d'août : « Aux côtés d'une situation économique particulièrement dégradée s'ajoutent maintenant d'inquiétants dérapages dans une stratégie extérieure. Ceux-ci s'expliquent par notre faiblesse matérielle même, dont on n'a pas encore constaté toutes les conséquences sur notre liberté d'action. Il est dur de se l'avouer. Mais ne veut-il pas mieux savoir qu'un pays endetté est un pays dépendant et que le crédit de sa politique dépend de son crédit tout court ? »

« Pareille faiblesse peut n'être que passagère, comme l'automne 1968 et au printemps 1969, après le grand succès de mai 1968. Mais, aujourd'hui, les atteintes sont plus profondes et il ne faudrait pas qu'elles soient aggravées par des hésitations ou choix malencontreux. (...) Certes, nous ne sommes plus dans la continuité de la politique française ! On n'imagine pas le général de Gaulle ou Georges Pompidou souscrivant à la déclaration de

Williamsburg ; on n'imagine pas leurs négociateurs acceptant cette reddition sans condition aux thèses et impératifs américains - pas de contrepartie, ni stratégique (au contraire) ni financière, ni militaire ! Et M. Mitterrand déclarait maintenant : « Je n'attends plus rien de Reagan. (...) Le fait est assez, les Russes et les Américains sont profondément d'accord pour combiner les forces françaises de dissuasion dans le lot américain. Les États-Unis pour les contrôler. Les Soviétiques, qui disent bruyamment qu'ils respectent et exaltent l'indépendance française et font le contraire, afin que rien ne bouge en dehors de leur dialogue exclusif avec les États-Unis. Et, tête baissée, depuis quelques semaines, nous nous précipitons vers ce double contrôle, tout en multipliant de fâcheuses déclarations. (...) »

« Sommes-nous sortis, en 1966, voici dix-sept ans, du piège de l'OTAN, par la volonté du général de Gaulle, pour y retomber aujourd'hui insensiblement sans s'en rendre compte ? Et le plus grave de tout, par une adhésion de l'esprit. »

A Rennes

POLÉMIQUE À PROPOS D'UNE SUBVENTION À UNE ASSOCIATION HOMOSEXUELLE

(De notre correspondant.)

Rennes. — Le vote par la majorité du conseil municipal de Rennes d'une subvention de 5000 F à l'association pour la différence homosexuelle (Adho) a provoqué une vive réaction de l'opposition, par la voix de M. Francis Bataille, a accusé la majorité de gauche de vouloir faire de la ville de Rennes un lieu d'accueil privilégié pour tous les « dépravés ». Pour M^{me} Anne Cogne (P.S.), qui présentait le rapport sur les fonds globaux, « il n'y a aucune raison de sanctionner cette association dont la demande de subvention n'est soumise aux mêmes critères que toutes les autres ». Les propositions de subvention émanant du conseil d'administration de l'Office social et culturel rennais, qui regroupe l'ensemble des associations rennaises.

L'Adho, qui compte trente-cinq adhérents, non seulement est un lieu de rencontre, mais organise également des expositions (tableaux et photos) et publie un journal (*Migrenes*). C'est un titre de ces activités culturelles que P.O.S.C.R. a présenté sa demande de subvention, ramenée de 40 % à 25 %.

Le CEDRI a, quant à lui, lancé un large appel à l'opinion publique, et demandé à M. François Mitterrand son intervention immédiate auprès du général Evren et de M^{me} Helmut Kohl et Gaston Thoma.

* Fédération internationale des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

* CEDRI - François Bouchardou, BP 42 - 04300 Forcalquier.

Le CEDRI a, quant à lui, lancé un large appel à l'opinion publique, et demandé à M. François Mitterrand son intervention immédiate auprès du général Evren et de M^{me} Helmut Kohl et Gaston Thoma.

* Fédération internationale des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

* CEDRI - François Bouchardou, BP 42 - 04300 Forcalquier.

Le CEDRI a, quant à lui, lancé un large appel à l'opinion publique, et demandé à M. François Mitterrand son intervention immédiate auprès du général Evren et de M^{me} Helmut Kohl et Gaston Thoma.

* Fédération internationale des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

* CEDRI - François Bouchardou, BP 42 - 04300 Forcalquier.

Le CEDRI a, quant à lui, lancé un large appel à l'opinion publique, et demandé à M. François Mitterrand son intervention immédiate auprès du général Evren et de M^{me} Helmut Kohl et Gaston Thoma.

* Fédération internationale des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

* CEDRI - François Bouchardou, BP 42 - 04300 Forcalquier.

Le CEDRI a, quant à lui, lancé un large appel à l'opinion publique, et demandé à M. François Mitterrand son intervention immédiate auprès du général Evren et de M^{me} Helmut Kohl et Gaston Thoma.

* Fédération internationale des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

* CEDRI - François Bouchardou, BP 42 - 04300 Forcalquier.

Le CEDRI a, quant à lui, lancé un large appel à l'opinion publique, et demandé à M. François Mitterrand son intervention immédiate auprès du général Evren et de M^{me} Helmut Kohl et Gaston Thoma.

* Fédération internationale des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

* CEDRI - François Bouchardou, BP 42 - 04300 Forcalquier.

Le CEDRI a, quant à lui, lancé un large appel à l'opinion publique, et demandé à M. François Mitterrand son intervention immédiate auprès du général Evren et de M^{me} Helmut Kohl et Gaston Thoma.

* Fédération internationale des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

* CEDRI - François Bouchardou, BP 42 - 04300 Forcalquier.

Comme le souhaitait M. Reagan

LE SÉNAT ADOPTE À SON TOUR LES CRÉDITS DESTINÉS AU MISSILE MX

Le Sénat américain a adopté, mardi soir 26 juillet, par 58 voix contre 41, des crédits d'un montant de 4,6 milliards de dollars destinés à la production de missiles balistiques intercontinentaux MX, comme le souhaitait le président Reagan. Il a en outre repoussé un amendement qui tendait à empêcher l'installation d'une première tranche de vingt-sept de ces missiles, et qui avait été présenté par le sénateur Gary Hart, candidat à l'investiture du parti démocrate pour l'élection présidentielle de 1984.

Cette décision est un nouveau succès pour M. Reagan qui, après avoir quelque peu réaménagé son projet initial - que la Chambre des représentants avait rejeté en décembre 1982 dans sa forme d'origine, - avait finalement obtenu (le Monde du 26 mai) un vote favorable de cette Assemblée, pourtant dominée par l'opposition démocrate. Tout dernièrement, les représentants avaient approuvé la production de vingt et un missiles MX, et la commission des forces armées du Sénat avait approuvé, de son côté, un projet de budget militaire très proche des demandes de la Maison Blanche.

M. Valéry Giscard d'Estaing a été reçu mardi par M. Reagan pour un entretien consacré aux négociations sur le désarmement et à la situation économique internationale. M. Giscard d'Estaing, qui achève une visite privée aux États-Unis, a déclaré à sa sortie de la Maison Blanche qu'il avait souligné la nécessité de procéder comme prévu au déploiement des Pershing-2 et missiles de croisière américains dans cinq pays de l'OTAN, si un accord n'intervenait pas aux négociations de Genève. Toutefois, a-t-il ajouté, le début de l'année 1984 devrait être consacré à « articuler clairement » les positions occidentales pour la réduction des armements. « Il est très important de montrer que notre véritable but est une limitation ou une réduction des armements », a-t-il dit, en précisant que le président Reagan partageait son souci. (A.F.P.)

Selon Novosti

L'UNION SOVIÉTIQUE SOUHAITE RETROUVER DANS LA FRANCE UN « PARTENAIRE ACTIF »

Moscou (A.F.P.). — L'Union soviétique souhaite retrouver dans la France « un partenaire actif » dans la lutte pour la sauvegarde et le renforcement de la détente en Europe, pour préserver le monde d'une catastrophe nucléaire, a estimé, mardi soir 26 juillet, l'agence soviétique Novosti. Celle-ci salue « l'intensification des contacts parlementaires » soviéto-français, illustrée par la visite d'une délégation du groupe d'amitié Franco-U.R.S.S. du Sénat, conduite par M. Jacques Chabanon (R.P.R.), à la fin de la semaine dernière en Union soviétique.

Cette visite a prouvé, selon Novosti, que, indépendamment de l'« attitude anti-soviétique » de certains milieux français, le dialogue se poursuit entre les deux pays, et que des possibilités existent pour qu'un « deuxième souffle » soit donné à la coopération bilatérale dans divers domaines. L'agence affirme que « l'objectif de Moscou, dans ses rapports avec la France, demeure inchangé et consiste à développer une authentique coopération politique », pour résoudre les problèmes internationaux.

Notant que « le dialogue est un processus bilatéral, où la bonne volonté d'un des partenaires ne suffit pas », Novosti rappelle la contribution apportée par l'U.R.S.S. et la France à l'élaboration de l'Acte final d'Helsinki.

« Les États-Unis et l'U.R.S.S. ont engagé, mardi 26 juillet à Vienne, des négociations en vue d'un accord à long terme sur la fourniture de céréales américaines aux Soviétiques. Washington souhaiterait que l'U.R.S.S. s'engage à acheter un minimum de 16 millions de tonnes par an de blé et de maïs, alors que Moscou voudrait limiter ses engagements à 6 millions de tonnes, selon des indications américaines. (A.F.P.)

SCIENCES-PO classe préparatoire

Admission sur examen (dépense si mention au Bac)

NEUILLY ET QUARTIER LATIN CEPES

57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722949

75016 Paris - enseignement supérieur privé

Le CEDRI a, quant à lui, lancé un large appel à l'opinion publique, et demandé à M. François Mitterrand son intervention immédiate auprès du général Evren et de M^{me} Helmut Kohl et Gaston Thoma.

* Fédération internationale des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

* CEDRI - François Bouchardou, BP 42 - 04300 Forcalquier.

Le CEDRI a, quant à lui, lancé un large appel à l'opinion publique, et demandé à M. François Mitterrand son intervention immédiate auprès du général Evren et de M^{me} Helmut Kohl et Gaston Thoma.

* Fédération internationale des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

* CEDRI - François Bouchardou, BP 42 - 04300 Forcalquier.

Le CEDRI a, quant à lui, lancé un large appel à l'opinion publique, et demandé à M. François Mitterrand son intervention immédiate auprès du général Evren et de M^{me} Helmut Kohl et Gaston Thoma.

* Fédération internationale des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

* CEDRI - François Bouchardou, BP 42 - 04300 Forcalquier.

La réforme de la politique agricole com

Haine raciale à Sri-Lanka

Monsieur... (text partially visible)

Le problème se pose... (text partially visible)

Trop tard parce que... (text partially visible)

Certains officiers... (text partially visible)

Trop peu parce qu... (text partially visible)

Les émeutes qu... (text partially visible)

Le CEDRI a, quant à lui, lancé un large appel à l'opinion publique, et demandé à M. François Mitterrand son intervention immédiate auprès du général Evren et de M^{me} Helmut Kohl et Gaston Thoma.

* Fédération internationale des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

* CEDRI - François Bouchardou, BP 42 - 04300 Forcalquier.

Le CEDRI a, quant à lui, lancé un large appel à l'opinion publique, et demandé à M. François Mitterrand son intervention immédiate auprès du général Evren et de M^{me} Helmut Kohl et Gaston Thoma.

* Fédération internationale des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

* CEDRI - François Bouchardou, BP 42 - 04300 Forcalquier.

Le CEDRI a, quant à lui, lancé un large appel à l'opinion publique, et demandé à M. François Mitterrand son intervention immédiate auprès du général Evren et de M^{me} Helmut Kohl et Gaston Thoma.

* Fédération internationale des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

* CEDRI - François Bouchardou, BP 42 - 04300 Forcalquier.

Le CEDRI a, quant à lui, lancé un large appel à l'opinion publique, et demandé à M. François Mitterrand son intervention immédiate auprès du général Evren et de M^{me} Helmut Kohl et Gaston Thoma.

* Fédération internationale des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.